



**HANDICAP  
INTERNATIONAL**

**Fatal Footprint:**  
l'impact humanitaire  
des bombes à sous-munitions  
dans le monde

---

Rapport préliminaire  
Novembre 2006  
Handicap International

Crédit © Novembre 2006, Handicap International ASBL – VZW  
Tous droits réservés  
Rapport subventionné par le Ministère norvégien des Affaires étrangères.

ISBN 10 : 92-95060-00-8  
ISBN 13 : 978-92-95060-00-5

**Photographie de couverture** : © Sean Sutton/ Mines Advisory Group, 2006

**Mise en page et design** : Manufast ABP

**Edition** : Handicap International ASBL – VZW

67 rue de Spastraat

B - 1000 Brussels

Téléphone : +32 2 280 16 01

Fax : +32 2 230 60 30

[www.handicapinternational.be](http://www.handicapinternational.be)

Pour obtenir plus d'information ou recevoir une copie de ce rapport,  
merci de contacter [policy.unit@handicap.be](mailto:policy.unit@handicap.be)

# Table des matières

<b>REMERCIEMENTS</b> _____	<b>5</b>	<b>Conclusion</b> _____	<b>45</b>
<b>ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES</b> _____	<b>6</b>	LEÇON N° 1 : Recueil de données, ce que révèlent les détails _____	45
<b>INTRODUCTION</b> _____	<b>7</b>	LEÇON N° 2 : Les bombes à sous-munitions engendrent des dommages civils disproportionnés à long terme _____	46
<b>MÉTHODOLOGIE ET ÉQUIPE DE RECHERCHE</b> _____	<b>9</b>	LEÇON N° 3 : Les jeunes hommes actifs sont les premières victimes des bombes à sous-munitions _____	47
<b>Lumière sur : l'Asie du Sud-est</b> _____	<b>11</b>	LEÇON N° 4 : Un déminage immédiat et complet permet de réduire le nombre de victimes civiles _____	47
CAMBODGE _____	11	<b>Tableaux</b> _____	<b>49</b>
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAOS _____	12	TABLEAU N° 1 : Victimes de bombes à sous-mu- nitions confirmées dans les pays affectés _____	50
VIETNAM _____	15	TABLEAU N° 2 : Informations relatives au recueil de données dans les pays affectés par les sous-munitions _____	51
<b>Lumière sur : l'Afrique</b> _____	<b>18</b>	<b>BIBLIOGRAPHIE CHOISIE</b> _____	<b>53</b>
TCHAD _____	18		
ÉRYTHRÉE _____	19		
ÉTHIOPIE _____	19		
SIERRA LEONE _____	20		
SOUDAN _____	21		
<b>Lumière sur : l'Europe du Sud-est</b> _____	<b>23</b>		
ALBANIE _____	23		
BOSNIE-HERZEGOVINE _____	24		
CROATIE _____	24		
KOSOVO _____	25		
MONTENEGRO _____	28		
SERBIE _____	28		
<b>Lumière sur : la Communauté des États indépendants</b> _____	<b>30</b>		
TCHÉTCHÉNIE/FÉDÉRATION DE RUSSIE _____	30		
TADJIKISTAN _____	30		
<b>Lumière sur : le grand Moyen-Orient et l'Afrique du Nord</b> _____	<b>32</b>		
AFGHANISTAN _____	32		
IRAQ _____	34		
KOWEIT _____	37		
LIBAN _____	38		
ARABIE SAOUDITE _____	42		
SYRIE _____	42		
SAHARA OCCIDENTAL / MAROC _____	42		



# Remerciements

Ce rapport préliminaire a été réalisé, rédigé et produit par Handicap International, avec le soutien financier du gouvernement norvégien.

Handicap International (HI) adresse tous ses remerciements aux nombreuses organisations de lutte contre les mines, aux organisations qui travaillent avec les personnes handicapées, les organisations de personnes handicapées, et aux autres personnes et organisations qui ont contribué à cette étude en partageant leurs informations, leur temps, leurs ressources et leurs connaissances.

Handicap International remercie en particulier les victimes des sous-munitions, des mines et autres résidus explosifs de guerre, les familles et les communautés qui nous ont fait part de leur expérience.

Notre équipe a apprécié le soutien de la Campagne internationale pour interdire les mines (ICBL), de l'Observatoire des mines et des réseaux de la Coalition internationale contre les sous-munitions (CMC).

Nous tenons également à remercier les organisations et les personnes suivantes pour leur aide: le Bureau albanais de l'action contre les mines (AMAE), Andrew Wells-Dang et Catholic Relief Services (CRS) au Vietnam, CMVIS au Cambodge, le Centre croate d'action contre les mines (CROMAC), Clear Path International (CPI),

HIB-Cambodge, Julien Temple, Reuben Nogueira-McCarthy et Edith Karam de l'UNICEF, l'Organisation iraquienne de santé et de sécurité sociale (IHSCO), John C. Brown de VVAF Iraq, Landmine Action Royaume-Uni (LMA UK), l'équipe du Centre de documentation sur les mines (LMRC), ainsi que le Bureau national de déminage (BND) et le Centre de coordination de l'action contre les mines des Nations Unies pour le Sud-Liban (MACC-SL) au Liban, MAG Iraq, l'Autorité nationale pour les prothèses et orthèses (NAPO) et le Bureau des Nations Unies contre les mines (UNMAO) au Soudan, le Haut-commissariat national de déminage (HCND) au Tchad, l'unité de gestion NEDEX du Bureau de coordination des troupes de protection civile au Kosovo (OKKPC), Rosy Cave de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR), Steve Goose, Mark Hiznay et Bonnie Docherty de Human Rights Watch (HRW), le Centre de coordination de la lutte contre les mines de la Mission des Nations Unies en ÉTHIOPIE et en Erythrée (UNMEE MACC), Zamanuddin Noori et Olivier Moeckli du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) en Afghanistan, ainsi que diverses personnes qui ont fourni des informations anonymes.

Enfin, Handicap International remercie Sophie Gandon, Michèle Landis, Pierre Le Grand et Jérôme Richard pour avoir assuré la traduction française de ce rapport.

# Abréviations et acronymes

AMAE	Albanian Mine Action Executive (Bureau albanais de l'action contre les mines)	MAG	Mines Advisory Group
ANR	Autorité nationale de régulation	MCC	Mennonite Central Committee (Comité central mennonite)
AO	Aviatsionnaya Oskolochnyang (aviation à fragmentation)	NEDEX	Neutralisation et destruction des explosifs
ARCS	Afghan Red Crescent Society (Société afghane du Croissant-Rouge)	NMAA	National Mine Action Authority (Autorité nationale de l'action contre les mines)
BASM	Bombe à sous-munition	OKPCC	Office of Kosovo Protection Corps Coordinator (Bureau de coordination des troupes de protection civile au Kosovo)
BHMAC	Bosnia and Herzegovina Mine Action Center (Centre d'action contre les mines de Bosnie-Herzégovine)	ONG	Organisation non gouvernementale
BLU	Bomb Live Unit	OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique Nord
BND	Bureau national de déminage	PDI	Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays
CBU	Cluster Bomb Unit (bombe à sous-munitions)	PEPAM	Programme d'éducation pour la prévention des accidents par mines et autres engins explosifs
CCW	Convention on Certain Conventional Weapons (Convention sur certaines armes classiques)	PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
CEM	Combined Effects Munition (munition à effets combinés)	PTAB	Protivatankovaya Bomba (bombe anti-char)
CICR	Comité international de la Croix-Rouge	RBC	Réadaptation à base communautaire
CIDHG	Centre international de déminage humanitaire de Genève	REG	Résidus explosifs de guerre
CMC	Cluster Munition Coalition (Coalition internationale contre les sous-munitions)	TMAC	Tajik Mine Action Cell (Cellule tadjike d'action contre les mines)
CMVIS	Cambodia Mine UXO Victim Information System (Système d'information des victimes de mines et UXO au Cambodge)	UNICEF	United Nations Children's Fund (Fonds des Nations Unies pour l'enfance)
Conteneur	Bombe ou conteneur à partir duquel les sous-munitions sont éjectées	UNIDIR	United Nations Institute for Disarmament Research (Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement)
CPI	Clear Path International	UNMACA	UN Mine Action Center for Afghanistan (Centre d'action contre les mines des Nations Unies en Afghanistan)
CROMAC	Croatian Mine Action Center (Centre croate d'action contre les mines)	UNMAO	United Nations Mine Action Office (Bureau des Nations Unies pour l'action contre les mines)
DPICM	Dual-Purpose Improved Conventional Munitions (munitions classiques améliorées à double effet)	UNMEE	United Nations Mission in Ethiopia and Eritrea (Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée)
Empreinte/ zone d'impact	Etendue de la zone couverte par la dispersion des sous-munitions	UNMIK	United Nations Mission in Kosovo (Mission des Nations Unies au Kosovo)
HI	Handicap International	UNOPS	United Nations Office for Project Services (Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets)
HRW	Human Rights Watch	UXO	Unexploded Ordnance (engin non explosé)
ICBL	International Campaign to Ban Landmines (Campagne internationale pour interdire les mines)	WAF	Vietnam Veterans of America Foundation (Fondation américaine des vétérans du Vietnam)
IHSCO	Iraqi Health and Social Care Organization (Organisation iraquienne de santé et de sécurité sociale)		
IMSMA	Information Management System for Mine Action (Système de gestion de l'information de l'action contre les mines)		
KISR	Kuwait Institute for Scientific Research (Institut koweïtien pour la recherche scientifique)		
LIS	Landmine Impact Survey (enquête sur l'impact des mines terrestres)		
LMA UK	Landmine Action Royaume-Uni		
MAC-MACC	Centre/cellule d'action contre les mines - Centre		

# Introduction

Le conflit de juillet et août 2006 au Liban a attiré l'attention du grand public sur l'impact à long terme des bombes à sous-munitions\* pour les populations civiles. Les demandes d'interdiction de ces armes aveugles se font de plus en plus pressantes. Un pays, la Belgique, a déjà franchi le pas en adoptant une législation soutenue par Handicap International et des initiatives sont en cours dans au moins huit autres pays.

Comme dans le cas du Liban, l'utilisation des bombes à sous-munitions a déjà régulièrement déclenché des condamnations fortes, en plus d'un intérêt et d'une mobilisation au niveau international et ce, depuis leur première utilisation massive en Asie du Sud-est dans les années 60-70. Depuis cette époque, la question des bombes à sous-munitions et de leur impact, tout comme les engins eux-mêmes, est restée largement en suspens, jusqu'au déclenchement de la guerre des Balkans et de la guerre du Golfe. Pourtant, pendant plus de 30 ans, les États se sont révélés incapables de gérer l'impact humanitaire durable des bombes à sous-munitions.

Plus d'un demi-siècle s'est écoulé depuis la création et la première utilisation des bombes à sous-munitions. Au cours des dernières décennies, le nombre de victimes a augmenté et l'utilisation de ces munitions a proliféré. Dispersées pendant les derniers conflits, les sous-munitions détruisent des vies, bouleversent des communautés, empêchent les populations vulnérables d'accéder aux ressources nécessaires au redressement économique; elles représentent dans le même temps un héritage coûteux et mortel de la guerre pour les générations post-conflit.

Les bombes à sous-munitions sont des armes imprécises, conçues pour frapper une étendue plus large que la plupart des autres armes classiques, en dispersant des sous-munitions explosives plus petites, mais extrêmement dangereuses. Les sous-munitions dispersées au sol créent une « zone d'impact » qui peut atteindre

une surface de plusieurs centaines de mètres. Une frappe peut larguer plus de 1 000 sous-munitions en une seule fois. Bien souvent, la cible est visée plusieurs fois afin de garantir le succès de l'opération, engendrant une pollution plus étendue. Dans la zone d'impact, les sous-munitions tuent et blessent au hasard les militaires et les civils.

Même en se basant sur les faibles taux d'échec officiels, établis dans des conditions d'essai optimales, un grand nombre de sous-munitions n'explosent pas au moment de l'impact. En réalité, les taux d'échec sont souvent bien plus élevés, en raison de l'état du sol et des conditions météorologiques, mais également des conditions de largage et du dysfonctionnement fréquent des mécanismes d'autodestruction et d'autoneutralisation, comme ce fut le cas au Liban. Par conséquent, la zone demeure dangereuse jusqu'à ce que l'ensemble des débris soit neutralisé; la frappe elle-même constitue donc seulement le point de départ des dégâts à long terme que peuvent causer ces armes.

Contrairement aux frappes initiales, les sous-munitions non explosées semblent avoir un effet plus discriminatoire, tuant et blessant bien plus de civils que de militaires, des enfants en train de jouer, des familles rapatriées après la guerre, de jeunes hommes et de jeunes femmes dans leurs activités quotidiennes, des démineurs et des agents de maintien de la paix.

Contrairement à la production, au stockage et à l'utilisation d'autres armes, l'impact humanitaire des sous-munitions pendant et après les conflits est rarement étudié ou rendu public. Par conséquent, l'étendue réelle du problème reste largement méconnue et sous-évaluée.

Ce rapport préliminaire constitue un effort sans précédent; il vise à documenter l'impact des BASM sur la vie des habitants de 23 pays et territoires non reconnus au niveau international, qui sont touchés par les sous-munitions. Malgré

\* Les militaires utilisent le terme de « système d'armes à sous-munitions ».

son caractère préliminaire, ce rapport est la première étude complète qui analyse de manière systématique l'impact des sous-munitions sur les populations civiles en s'appuyant sur des données chiffrées. Il se base sur le peu d'informations disponibles afin d'étudier l'impact humanitaire des sous-munitions (des frappes initiales et la période critique qui les suit, à la période post-conflit), qui peuvent bouleverser la vie d'individus, de familles et de communautés sur plusieurs générations. En identifiant quelles sont les victimes, quand, comment et pourquoi, cette recherche ne se contente pas d'affirmer que les BASM sont des armes aveugles et excessivement dangereuses.

Ce rapport s'inscrit dans un projet global qui vise à améliorer la connaissance de l'impact des sous-munitions en étudiant les victimes et les effets cumulatifs du handicap, de la mortalité et du manque de ressources pour les familles et les communautés à court, moyen et long terme. Ce rapport fournit également un aperçu des types de sous-munitions et les activités qui posent le plus problème dans les zones touchées. Ce travail a pu être mené grâce au soutien du gouvernement norvégien, pionnier dans ce domaine, qui s'est par ailleurs engagé à œuvrer pour une interdiction mondiale des bombes à sous-munitions.

Au niveau international, la troisième conférence d'examen de la Convention sur certaines armes classiques (CCAC), qui doit se tenir du 6 au 17 novembre 2006, constitue une opportunité unique pour les États parties de reconnaître et d'évoquer l'impact humanitaire durable des sous-munitions, mais également d'accélérer la mise en place d'un texte contraignant sur ces armes.

Bruxelles, le 2 novembre 2006.

# Méthodologie et équipe de recherche

**H**andicap International s'est appuyé sur son expérience du terrain et de la recherche dans le domaine de l'aide aux victimes et du recueil de données, pour fournir une meilleure information sur les conséquences des bombes à sous-munitions dans 23 pays et territoires non reconnus au niveau international.

Ce rapport adopte une approche régionale : il propose un profil individuel par pays et tient compte du contexte historique et régional plus large, ainsi que des caractéristiques des sous-munitions propres à chaque pays. Quelques exemples d'utilisation des sous-munitions et de leur impact humanitaire ultérieur ont été développés en raison de leur pertinence en termes de pollution, d'importance historique et contemporaine, mais également de méthodes permettant d'étudier l'impact post-conflit. Cette étude a été divisée en cinq régions : l'Afrique, la Communauté des États indépendants, le grand Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, l'Asie du Sud-est et l'Europe du Sud-est. Trois pays d'Asie du Sud-est, trois pays du grand Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, ainsi que le Kosovo, ont été choisis comme exemples représentatifs en raison de leur diversité mais aussi de leurs similitudes en termes de géographies, d'histoire et de pollution.

Chaque section par pays comporte une courte présentation contextuelle qui détaille l'utilisation des sous-munitions et l'étendue potentielle de la pollution par les sous-munitions non explosées. Une deuxième partie évalue l'accessibilité et l'ampleur des mécanismes de suivi des blessés et des données relatives aux victimes, afin de définir le degré de sous-estimation. Enfin, les données disponibles sont présentées et analysées dans toute la mesure du possible, afin d'établir le profil des victimes qui pourra servir dans le cadre de la planification de l'aide et de la prise en compte des effets indésirables des bombes à sous-munitions. Une sélection de témoignages de victimes permettent de montrer le visage humain des victimes des sous-munitions.

L'enquête initiale a clairement démontré la né-

cessité d'analyser les données relatives à l'ensemble des victimes des bombes à sous-munitions : personnes tuées ou blessées au cours des frappes et incidents causés par les sous-munitions non explosées.

La conception et la préparation de l'étude ont commencé en avril 2006 ; l'étude qui a conduit à la rédaction de ce rapport préliminaire a été menée de mi-juillet à mi-octobre 2006 par une équipe de chercheurs, d'informatiqueurs et d'experts spécialisés dans la lutte contre les mines, l'aide aux victimes des mines, le recueil de données et les sociétés post-conflit. La parution d'un rapport final est prévue pour 2007, dans le cadre d'un projet plus global.

Les informations contextuelles sur l'utilisation des sous-munitions, les données techniques et les publications existantes sur les victimes des sous-munitions ont tout d'abord été centralisées, compilées et étudiées. Par la suite, diverses méthodes de recherche ont été utilisées, notamment l'analyse des publications et des entretiens par e-mail, par téléphone et en face-à-face (lors de forums internationaux). Un système de centralisation et de gestion des données a été mis en place afin de stocker, rationaliser et corréler les données relatives aux victimes et aux frappes, ainsi que les données techniques. En outre, une visite de terrain a été organisée au Liban du 30 août au 10 septembre, afin de recueillir des informations de première main. Les données recueillies lors de visites de terrain antérieures, notamment au Cambodge (avril 2006), au Kosovo (octobre 2005) et en Afghanistan (août 2006), ont également été incluses. L'expérience et les ressources de la Coalition internationale contre les sous-munitions (CMC) et de la Campagne internationale pour interdire les mines (ICBL), ainsi que d'un membre basé au Vietnam, ont également été mises à profit.

Des questionnaires personnalisés ont été soumis aux personnes sources d'informations et aux experts compétents, afin de recueillir des données relatives aux victimes et des données corrélées sur les frappes. Les résultats de cette

enquête et d'autres réponses ont été compilées, normalisées, vérifiées et analysées. Le cas échéant, les questionnaires ont été affinés et les données manquantes recueillies auprès de sources fiables afin d'aboutir à une information aussi complète que possible. Cette étude a été réalisée à partir d'une analyse quantitative des données statistiques disponibles dans les systèmes de recueil de données existants. Pour chaque pays, les chercheurs ont extrait des informations relatives au nombre exact de victimes par tranche d'âge, genre, groupe à risque, période, lieu, activité et nature de l'incident.

Cette étude vise à détailler l'impact humanitaire et l'étendue du problème, afin d'accroître, d'améliorer et de diversifier les possibilités d'aide aux victimes (personnes, familles et communautés touchées). Les sections de Handicap International, en partenariat avec d'autres représentants de la société civile en Europe et dans les pays touchés par les sous-munitions, distribueront cette étude afin de fournir des informations systématiques et d'aider à éviter que ces incidents se reproduisent.

En examinant les mécanismes de recueil des données, leur degré de systématisme et d'efficacité, ainsi que l'exhaustivité des résultats obtenus, cette étude a identifié des zones dans lesquelles il faudrait soutenir le recueil des informations et le stockage des données.

**Au stade de rapport préliminaire, cette étude constitue déjà la base de données la plus complète accessible au grand public sur les victimes des bombes à sous-munitions. Néanmoins, ses auteurs reconnaissent l'absence de certaines informations essentielles. Ils demandent aux sources appropriées de fournir les données relatives aux victimes et aux frappes qui sont en leur possession, afin de pouvoir répondre d'une manière plus appropriée aux besoins humanitaires engendrés par les bombes à sous-munitions.**

## Équipe de recherche

- Habbouba Aoun (coordinateur du Centre de documentation sur les mines - LMRC, Université de Balamand, Beyrouth, Liban) a participé aux recherches pour le Liban et a facilité la mission de terrain au Liban.
- Stan Brabant (responsable de l'unité politique, Handicap International, Bruxelles, Belgique) a participé à de nombreux aspects de la production et de l'élaboration de ce rapport. En collaboration avec Katleen Maes et Hugh Hosman, il a conçu le projet d'étude et défini la méthodologie de recherche.
- Patricia Campbell (spécialiste de l'aide aux victimes, Observatoire des mines, HI, Maputo, Mozambique) a mené une étude de fond sur divers pays et questions.
- Hugh Hosman (spécialiste de la gestion des données, HI, Hue, Vietnam) a mené l'étude relative à l'Asie du Sud-est, à la Communauté des États indépendants et à plusieurs pays des Balkans; il s'est chargé de la gestion des données et de la conception de l'étude.
- Katleen Maes (coordinatrice de l'aide aux victimes, HI, Bruxelles) a mené l'étude relative à l'Afghanistan, à l'Iraq et au Liban; elle s'est chargée de la coordination générale et de la révision finale de ce rapport, ainsi que de la conception de l'étude.
- Loren Persi (chercheur spécialisé, HI, Prague, République tchèque) a mené l'étude relative au Kosovo, à l'Afrique et à plusieurs pays du grand Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.
- Yolande Hoornaert et Hildegard Vansintjan (département de communication et unité politique de HI) ont facilité le processus d'impression et de distribution de ce rapport.

# Lumière sur: l'Asie du Sud-est

La seconde guerre d'Indochine, qui a commencé au Vietnam, s'est caractérisée par de nombreux bombardements aériens américains, qui se sont étendus aux pays voisins (Cambodge et République populaire démocratique lao). Par conséquent, ces trois pays sont confrontés à divers degrés à la pollution et aux victimes post-conflit des sous-munitions.

## CAMBODGE

Victimes confirmées : 1998 - 2006				
	Total	Pendant les frappes	Après les frappes	Après le conflit
<b>Total général</b>	<b>120</b>	<b>N/A</b>	<b>N/A</b>	<b>120</b>
<b>Personnes blessées</b>	<b>91</b>			<b>91</b>
<b>Personnes tuées</b>	<b>29</b>			<b>29</b>
<b>Situation inconnue</b>	<b>0</b>			<b>0</b>
Hommes	43			43
Femmes	12			12
Garçons	56			56
Filles	9			9
Militaires	0			0
Démineurs	0			0
Autres	0			0
Principale activité	Manipulation de sous-munitions (70)			
Principal lieu	Zones de travail (67)			

### Résultats clés

- La distinction des différentes catégories de victimes de REG, notamment de sous-munitions, a commencé en septembre 2006. Jusqu'à présent, cet exercice a confirmé 120 victimes des sous-munitions (29 personnes tuées et 91 personnes blessées).
- Le nombre total de victimes des sous-munitions est inconnu, car on ne dispose d'aucune information complète sur les victimes tuées ou blessées pendant les frappes, après les frappes et après le conflit.
- De 1969 à 1973, les États-Unis ont utilisé toute une série de sous-munitions BLU, engendrant une pollution consécutive aux frappes d'environ 1,92 à 5,77 millions de sous-munitions.

### Conditions d'utilisation et pollution

Les États-Unis ont utilisé des sous-munitions au Cambodge de 1969 à 1973, dans le but de stopper le flux d'approvisionnement de la route Ho Chi Minh, ainsi que les forces vietnamiennes régulières et irrégulières présentes dans l'est du Cambodge<sup>1</sup>. On estime le nombre de frappes de sous-munitions à 17 235<sup>2</sup>. Parmi les sous-munitions larguées par voie aérienne, citons les modèles BLU-3, 18, 24/66, 26/36/59, 49, 61, 63/86, 77 et M28. Sur un total d'environ 19,23 millions de sous-munitions larguées, les modèles les plus courants sont la BLU-26 (près de 54 %, soit 10,37 millions d'unités), suivie par la BLU-24 (20 %, soit 3,93 millions d'unités) et les BLU-61 et 63 (17 %, soit 3,3 millions d'unités)<sup>3</sup>.

Les fabricants de sous-munitions de l'époque estimaient le taux d'échec à 10 %, mais « il est désormais généralement admis que le taux réel était d'environ 30 % car les conditions de largage recommandées par les fabricants étaient rarement respectées »<sup>4</sup>. Si l'on se base sur un faible taux d'échec (10 %), au moins 1,92 millions de sous-munitions sont devenues des résidus explosifs de guerre. En revanche, si l'on se base sur un taux plus élevé (30 %), la pollution initiale pourrait atteindre 5,77 millions de sous-munitions. Dans des conditions d'essai optimales à la base Nellis de l'US Air Force en 1966, le taux d'échec des sous-munitions BLU-26 atteignait 26 % après déploiement<sup>5</sup>. Mais si l'on tient compte du couvert forestier et de l'état des sols dans l'est du Cambodge, le taux d'échec a probablement atteint un minimum de 30 %, ce qui représente 3,11 millions de BLU-26 non explosées.

### Recueil des données

On considère que les données recueillies pour le Cambodge sont presque complètes. Le Système d'information des victimes de mines et UXO au Cambodge (CMVIS) constitue la source définitive des données relatives aux victimes des mines et autres résidus explosifs de guerre<sup>6</sup>, ayant recueilli des informations sur plus de 62 556 victimes auprès du réseau cambodgien de la Croix-Rouge et des acteurs de la lutte contre les mines<sup>7</sup>.



© Handicap International

En 2005, le CMVIS a élaboré un nouveau formulaire de recueil de données qui permet de distinguer les différentes catégories de REG, notamment des sous-munitions, parmi les victimes. En septembre 2006, le processus final de révision de ce nouveau formulaire était en cours, afin d'élargir le processus de différenciation grâce à la formation des enquêteurs<sup>8</sup>.

### Bilan des victimes<sup>9</sup>

Un projet pilote du CMVIS a permis de recueillir des données détaillées sur 120 victimes des sous-munitions (64 incidents) : 29 personnes tuées et 91 personnes blessées dans 18 provinces cambodgiennes<sup>10</sup> entre 1998 et 2006. L'analyse des données disponibles indique que les hommes sont particulièrement en danger : 83 % des victimes (99 personnes) sont de sexe masculin ; les hommes et les garçons de moins de 18 ans représentent respectivement 36 % (43 hommes : 16 tués et 27 blessés) et 47 % (56 garçons : 10 tués et 46 blessés) de l'ensemble des victimes des sous-munitions. Les garçons représentent 86 % des enfants victimes des sous-munitions ; seules neuf victimes sont des filles (1 tuée et 8 blessées). Douze victimes sont des femmes (2 tuées et 10 blessées).

En moyenne, chaque incident implique 1,8 victime. Pourtant, 18 % des incidents impliquent trois personnes ou plus, ce qui représente 39 % du nombre total de victimes des sous-munitions.

La manipulation de sous-munitions constitue la principale cause d'incidents avec 58 % des victimes (70 personnes), suivie par « aucune activité » (26 % des victimes, soit 31 personnes) et les activités de subsistance (13 % des victimes, soit 16 personnes). Les lieux les plus dangereux sont les zones de travail (rizières, forêts, etc.) avec 56 % des victimes (67 personnes), les villages (25 % des victimes, soit 30 personnes) et les bordures de routes (12,5 % des victimes, soit 15 personnes). La manipulation de sous-munitions dans les zones de travail représente 37 % du nombre total de victimes recensées (44 personnes). L'incident le plus terrible s'est produit le 1er avril 2003, dans le village de Chuuk (district de Krouch Chhmar, province de Kompong Cham) : deux hommes, deux femmes, un garçon et une fille, âgés de 17 à 24 ans ont découvert une sous-munition dans une rizière ; la jeune fille a été tuée et les autres personnes blessées.

### Comparaison entre la période de conflit et la période post-conflit

Toutes les victimes de sous-munitions recensées ont été blessées ou tuées après le conflit. Bien qu'aucune information spécifique sur les

victimes civiles et militaires pendant le conflit ne soit disponible, les estimations s'échelonnent de 30 000 à 500 000 Cambodgiens tués pendant les campagnes de bombardement américaines. On ne saura sans doute jamais combien de décès ont été causés par les sous-munitions<sup>11</sup>.

### Comparaison avec les victimes de mines et de résidus explosifs de guerre après le conflit

Les données qui distinguent les différentes catégories de REG sont insuffisantes pour permettre une comparaison de grande ampleur entre les victimes des mines terrestres et les victimes des sous-munitions. Néanmoins, sur un échantillon aléatoire de 120 victimes, on dénombre 104 incidents causés par des mines terrestres contre 64 incidents causés par des sous-munitions<sup>12</sup>. Une analyse approfondie de cet échantillon a démontré que seules 42,5 % des victimes (51 personnes) avaient été tuées ou blessées dans une zone de travail et 7 % dans un village (8 personnes). La manipulation d'une mine terrestre représente seulement 9 % des victimes des mines terrestres (11 personnes). En moyenne, chaque incident implique 1,2 victime. Seuls 3 % des incidents (3) causés par les mines terrestres impliquent trois personnes ou plus, ce qui représente seulement 9 % des victimes des mines terrestres (11 personnes).

### Témoignage

En 2005, Choen Ha et deux autres garçons jouaient à proximité de leur village dans la province de Kampong Speu lorsqu'ils découvrirent quatre billes en acier. Ils les lancèrent chacun à leur tour pour jouer aux billes. Ils ne savaient pas que ces billes étaient des sous-munitions BLU-26, ni qu'elles étaient dangereuses. Le tour du troisième garçon venu, il toucha sa cible et l'un des engins explosa. L'un des trois garçons décéda suite aux importantes blessures abdominales causées par l'obus ; les deux autres garçons furent blessés.

Ha avait 17 ans au moment de l'incident, qui s'est produit à proximité du village de Rol An Beng ; il n'a pas fini ses études. Sa famille a dépensé les économies de toute une vie pour payer son traitement médical. Ha est le troisième des six enfants de la famille (quatre garçons et deux filles), qui compte huit personnes ; tous « en veulent aux Américains ». Pendant les entretiens, ils ont appelé à la neutralisation, à la destruction des stocks et à l'interdiction de la production des sous-munitions<sup>13</sup>.



© Handicap International

## RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE DU LAOS

Victimes confirmées : 1973 - 2006				
	Total	Pendant les frappes	Après les frappes	Après le conflit
<b>Total général</b>	<b>4,813</b>	<b>N/A</b>	<b>N/A</b>	<b>4,813</b>
<b>Personnes blessées</b>	<b>2,165</b>			<b>2,165</b>
<b>Personnes tuées</b>	<b>2,521</b>			<b>2,521</b>
<b>Situation inconnue</b>	<b>127</b>			<b>127</b>
Hommes	2,257			2,257
Femmes	470			470
Garçons	1,654			1,654
Filles	275			275
Militaires	0			0
Démineurs	0			0
Autres	157			157
Principales activités	Activités de subsistance (2 674), manipulation (809), jeux avec des résidus explosifs de guerre (571)			
Principal lieu	Zones de travail (2 761), villages (1188)			

### Résultats clés

- 42 % des incidents impliquent des sous-munitions, avec au moins 4 813 victimes confirmées des sous-munitions.
- Toutes les victimes recensées sont des civils ; 57 % des victimes ont été tuées ou blessées pendant leurs activités de subsistance.
- De 1964 à 1973, les États-Unis ont utilisé toute une série de sous-munitions BLU, engendrant une pollution d'environ 20,9 à 62,6 millions de sous-munitions.

### Conditions d'utilisation et pollution

Les États-Unis ont utilisé d'importantes quantités de sous-munitions entre 1964 et 1973, dans l'objectif de stopper le flux d'approvisionnement de la route Ho Chi Minh, au sud du Laos, et de soutenir les campagnes militaires du gouvernement royal lao dans le nord, pendant la guerre du Vietnam<sup>14</sup>. Parmi les sous-munitions larguées par voie aérienne, citons les modèles BLU-3, 7, 18, 24/66, 26/36/59, 42/54, 43, 44, 45, 61, 63, 66, 73 et Mk 118<sup>15</sup>. Les sous-munitions les plus courantes sont les suivantes : BLU-3, 24, 26, 42, 61 et 63<sup>16</sup>. Sur un total d'environ 208,75 millions de sous-munitions larguées, les modèles les plus courants sont la BLU-26 (76 %, soit 158,79 millions d'unités) et la Mk 118 (6 %, soit 13,18 millions d'unités)<sup>18</sup>.

Selon le taux d'échec pris en compte (respectivement 10 et 30 %), on estime que 20,9 à 62,6 millions de sous-munitions sont devenues

des résidus explosifs de guerre. Si l'on se base sur un taux d'échec de 26 %, établi dans des conditions d'essai optimales<sup>19</sup>, il restait au moins 41,3 millions de BLU-26 non explosées à la fin de la guerre (47,6 millions avec un taux d'échec plus vraisemblable de 30 %). Les sous-munitions représentent 46 % (319 379 unités) des REG découverts et détruits par UXO Laos entre 1996 et décembre 2005<sup>20</sup>.

En août et septembre 1995, une équipe militaire américaine s'est rendue au Laos pour étudier les possibilités de déminage/de neutralisation des résidus explosifs de guerre, aboutissant aux conclusions suivantes : « Les sous-munitions se divisent en trois catégories : dispositifs de mise à feu à l'impact, à retardement et anti-perturbation... Étant donné qu'il n'existe aucun moyen de déterminer le type de déclenchement... tous les engins doivent être traités comme des dispositifs anti-perturbation. Les États-Unis considèrent toutes les zones polluées par des sous-munitions... comme des champs de mines<sup>21</sup> ».

### Recueil des données

Les données recueillies sont incomplètes, car le Laos ne dispose d'aucun système national de recueil des données ou de suivi des blessés. Néanmoins, l'Autorité nationale de régulation (ANR) a notamment pour mission de développer et de maintenir un système national de suivi des victimes ; ce processus est déjà en cours<sup>22</sup>.

L'enquête d'impact de Handicap International et UXO Laos constituent les principales sources d'information concernant les victimes de REG, avec des données individuelles sur 11 410 victimes post-conflit. L'enquête de Handicap International contient des données détaillées sur 10 639 personnes et des données supplémentaires sur 1 279 personnes qui n'ont pas participé aux entretiens, pour un total de 11 918 victimes recensées<sup>23</sup>. L'association UXO Laos est informée des nouveaux cas, mais ne recherche pas activement de données ; elle détient des informations sur 870 victimes des mines et autres résidus explosifs de guerre (260 personnes tuées et 610 personnes blessées entre 1999 et décembre 2005)<sup>24</sup>, mais seuls 771 dossiers sont complets.

Toutes les sources de données du Laos distinguent les différentes catégories de REG : ainsi, l'enquête de Handicap International classe seulement 12 % des engins dans la catégorie « inconnu » et les données d'UXO Laos précisent généralement le type de BLU concerné.



© Handicap International

## Bilan des victimes

Au total, 4 813 victimes des sous-munitions ont été signalées entre 1973 et 2006 : 2 521 personnes tuées, 2 165 personnes blessées et 127 personnes dont la situation est inconnue<sup>25</sup>. Ceci représente 42 % du nombre total de victimes (11 410 personnes) pour lesquelles on dispose de données détaillées. Si l'on élargit ce taux moyen de 42 % de victimes des sous-munitions aux 1 279 victimes signalées dont le dossier est incomplet, on obtient au moins 537 victimes supplémentaires des sous-munitions. Ceci nous conduit à un total d'environ 5 350 victimes des sous-munitions.

Une analyse des données relatives à 4 656 victimes des sous-munitions (à l'exception des 157 victimes pour lesquelles on ne dispose pas de toutes les informations nécessaires) indique que les personnes de sexe masculin sont particulièrement en danger, puisqu'elles représentent 84 % des victimes des sous-munitions (3 911 personnes) : les hommes représentent 48 % des victimes (2 257 personnes) et les garçons 36 % (1 654 personnes). Les garçons représentent près de 86 % des 1 929 enfants victimes des sous-munitions. Les femmes représentent 10 % du nombre total de victimes (470 personnes), les filles 6 % (275 personnes).

Les activités de subsistance (extraction, plantation, récolte, cueillette de produits de la forêt et préparation des repas) constituent la principale cause d'incidents avec 57 % des victimes (2 674 personnes), suivies par la manipulation (17 % des victimes, soit 809 personnes) et les jeux avec des résidus explosifs de guerre (12 % des victimes, soit 571 personnes). La plupart des femmes et des filles sont tuées ou blessées dans des zones de travail (71 % des 745 victimes féminines, soit 532 personnes). Les personnes de sexe féminin représentent 20 % des victimes tuées ou blessées pendant leurs activités de subsistance.

Les lieux les plus dangereux sont les zones de travail (rizières, forêts, cours d'eaux, etc.) avec 59 % des victimes (2 761 personnes) et les villages avec 26 % des victimes (1 188 personnes)<sup>26</sup>. Une fois encore, les lieux les plus dangereux pour les femmes sont de loin les zones de travail, avec 57 % des victimes féminines (423 personnes). Environ 39 % des victimes de sous-munitions (1 801 personnes) ont été tuées ou blessées dans des zones de travail, pendant leurs activités de subsistance. La manipulation dans les zones de travail représente 9 % du nombre total de victimes (430 personnes) et les jeux avec des résidus explosifs de guerre 4 % (209 personnes).



© Handicap International

## Comparaison avec les victimes de mines et autres résidus explosifs de guerre

Si l'on inclut les victimes de résidus explosifs de guerre inconnus ou non identifiés, les victimes de sous-munitions représentent en moyenne 44 % du nombre total de victimes pour la période 1973-1996<sup>27</sup>, c'est-à-dire autant que toutes les victimes de mines et autres résidus explosifs de guerre réunies (inconnu : 12 %). De 1999 à 2005, les victimes de sous-munitions ont représenté en moyenne 42 % du nombre total de victimes signalées, mais ce taux a atteint 72 % au cours des quatre premiers mois de l'année 2006<sup>28</sup>.

Lorsque les données recueillies incluent ou distinguent la catégorie de l'engin, les victimes des sous-munitions représentent au moins 51 % des victimes recensées entre 1999 et 2006, ce qui est comparable à d'autres pays touchés de la région<sup>29</sup>.

Avec un nombre élevé d'incidents au cours des activités de subsistance, qui remuent le sol ou la végétation, et avec des munitions anti-perturbation devenues de plus en plus instables au fil des décennies, les sous-munitions engendrent vraisemblablement une proportion comparable d'incidents dans la catégorie des engins inconnus. L'ANR estime que les REG font 200 à 400 victimes par an, soit environ 80 à 200 victimes de sous-munitions, en fonction de la proportion retenue (42 ou 51 %)<sup>30</sup>.

Dans l'enquête nationale de HI, 49 % des 10 639 victimes pour lesquelles on dispose de données détaillées indiquent qu'elles ont été touchées par un incident qui a fait plusieurs victimes (5 168 incidents à victimes multiples). Les sous-munitions représentent 43 % des incidents à victimes multiples (2 229 incidents), les autres résidus explosifs de guerre 47 % (2 442 incidents) et les mines 10 % (497 incidents)<sup>31</sup>.

Les sous-munitions sont à l'origine de 40 % des 4 525 blessés (1 815 personnes) et entraînent une plus forte proportion de blessures multiples que les autres engins, avec 706 des 1 109 blessures multiples (64 %). 68 % des victimes ont dû être amputées (3 060 personnes) et 3 % ont dû être amputées de plusieurs membres (143 personnes) : les victimes des sous-munitions représentent 40 % des amputations (1 211) et 43 % des amputations multiples (61)<sup>32</sup>.

## Témoignage

En 2003, Dam a été blessé près de chez lui, dans le district de Phalanxay, après avoir découvert et joué avec une sous-munition BLU-63. Il a souffert de blessures classiques dans ce genre d'incidents : traumatisme abdominal majeur, blessures causées par des éclats, une jambe et un bras cassés suite à l'explosion. Évacué vers Savannakhet, il a reçu un traitement initial et son état a semblé se stabiliser au bout de deux jours. Pourtant, son état s'est détérioré avec l'arrivée d'une infection. Étant donné que sa famille n'avait pas les moyens de payer le traitement, HI a décidé d'évacuer Dam vers la Thaïlande. Lorsqu'un bateau a emmené le jeune garçon de l'autre côté de la rivière, son père a pensé qu'il ne reverrait jamais son fils vivant.

En septembre 2006, l'équipe de HI a rendu visite à Dam, désormais âgé de près de 12 ans. Lorsqu'on l'a interrogé directement sur l'accident, Dam n'a pas répondu. Son père a expliqué que Dam ne se souvenait pas de l'événement lui-même, mais qu'il faisait des cauchemars récurrents sur l'explosion. Dam est retourné à l'école et il va bien. Il essaie de se tenir éloigné des résidus explosifs de guerre, mais il y en a partout dans les champs proches du village<sup>33</sup>.

- L'immense majorité des victimes sont des civils, tués ou blessés pendant leurs activités de subsistance. Au moins 50 % des incidents dont on connaît l'origine ont été causés par des sous-munitions.
- De 1965 à 1973, les États-Unis ont utilisé toute une série de sous-munitions BLU, engendrant une pollution d'environ 7 à 21,2 millions d'engins.

## Conditions d'utilisation et pollution

Les États-Unis ont utilisé des sous-munitions entre 1965 et 1973, pendant la guerre au Vietnam. Les bombes à sous-munitions ont frappé 55 provinces sur 64 et un certain nombre de villes, notamment Hai Phong, Hai Duong, Hanoi, Ho Chi Minh Ville et Hue<sup>34</sup>. Parmi les engins largués par voie aérienne, citons les modèles BLU-3, 24/66, 26/36/59, 32, 42/54, 43/44, 59, 61, 63/86, 77 et 87<sup>35</sup>. L'artillerie a également tiré des sous-munitions dans trois provinces<sup>36</sup>.

Les archives militaires américaines indiquent qu'environ 120 000 munitions ont été larguées par avion dans le district de A Luoi (province de Hue) en 1972, ce qui représente près de la moitié des engins largués entre 1965 et 1973 et environ trois fois les chiffres de 1971. Les bombes à sous-munitions représentent par ailleurs près de la moitié du nombre total de munitions utilisées dans ce district au cours de la dernière année de la guerre<sup>37</sup>.

Au total, 413 130 tonnes de sous-munitions ont été déversées sur le Vietnam, ce qui représente 34 % des bombes larguées au Laos soit environ 70,9 millions d'engins<sup>38</sup>. Si l'on se base sur un faible taux d'échec (10 %), plus de 7 millions de sous-munitions sont devenues des résidus explosifs de guerre. En revanche, si l'on se base sur un taux plus élevé (30 %), la pollution initiale pourrait atteindre 21,2 millions de sous-munitions<sup>39</sup>.

## Recueil des données

Les données recueillies sont incomplètes, car le Vietnam ne dispose d'aucun système national de recueil des données ou de suivi des blessés<sup>40</sup>. Le projet RENEW et Clear Path International (CPI) constituent les principales sources opérationnelles de recueil d'informations sur les victimes de résidus explosifs de guerre. CPI a transmis ses données récentes à RENEW, dont la base de données contient des informations sur les victimes tuées ou blessées dans la province de Quang Tri entre 1975 et 2006. Malheureusement, RENEW ne peut fournir aucune donnée complète et détaillée sur la province, en raison de la mise à jour actuelle de sa base de

## VIETNAM

Victimes confirmées : 1973 - 2006				
	Total	Pendant les frappes	Après les frappes	Après le conflit
<b>Total général</b>	<b>1,275</b>	<b>N/A</b>	<b>N/A</b>	<b>1,275</b>
<b>Personnes blessées</b>	<b>557</b>			<b>557</b>
<b>Personnes tuées</b>	<b>278</b>			<b>278</b>
<b>Situation inconnue</b>	<b>440</b>			<b>440</b>
Hommes	391			391
Femmes	104			104
Garçons	278			278
Filles	56			56
Militaires	5			5
Démineurs	1			1
Autres	440			440
Principales activités	Activités de subsistance (596)			
Principal lieu	Zones de travail (602)			

## Résultats clés

- On estime le nombre total de victimes post-conflit des sous-munitions entre 34 550 et 52 350 personnes (1 275 victimes sont confirmées).

données<sup>41</sup>. Les données de RENEW et CPI distinguent les différentes catégories de REG, si cette information est disponible.

En 2001, une étude distinguant les différentes catégories de REG a été menée dans le district de A Luoi (province de Thua-Thien Hue)<sup>42</sup>. La première phase d'une enquête nationale sur l'impact des mines terrestres et UXO a été menée en 2005 dans trois provinces vietnamiennes. En revanche, on ne connaît pas le niveau de détail des données recueillies et le rapport récapitulatif de novembre 2005 ne distingue pas les victimes par catégorie d'engin<sup>43</sup>. Mi-2006, Catholic Relief Services (CRS) a réalisé une étude PEPAM préliminaire, incluant des données relatives aux victimes tuées ou blessées dans trois districts et une municipalité de la province de Quang-Tri<sup>44</sup>.



© Clear Path International

### Bilan des victimes<sup>45</sup>

Au total, 1 275 victimes des sous-munitions ont été recensées entre 1973 et 2006 : 278 personnes tuées, 557 personnes blessées et 440 personnes dont la situation est inconnue. Au moins une de ces victimes était un démineur militaire<sup>46</sup>.

Une analyse des données relatives à 835 victimes des sous-munitions (à l'exception des 440 victimes dont la situation est inconnue) indique que les personnes de sexe masculin sont particulièrement en danger, puisqu'elles représentent 81 % des victimes des sous-munitions (675 personnes) : les hommes représentent 48 % des victimes (397 personnes) et les garçons 33 % (278 personnes). Les garçons représentent 82 % des 334 enfants victimes des sous-munitions. Les femmes représentent 12 % du nombre total de victimes (104 personnes), les filles 7 % (56 personnes).

L'immense majorité des victimes (71 %, soit 596 personnes) ont été tuées ou blessées pendant leurs activités de subsistance ; les autres suite à des jeux (6 %, soit 48 personnes) ou lors du ramassage des résidus de guerre (5 %, soit 39 personnes). Les activités de subsistance sont à l'origine de 79 % des victimes féminines (126 personnes).

Les lieux les plus dangereux sont les zones de travail (rizières, zones de pâturage, forêts et cours d'eaux) avec 72 % des victimes (602 personnes) et les villages avec 12 % des victimes (99 personnes). Plus de  $\frac{3}{4}$  des victimes féminines (122 personnes) ont été tuées ou blessées dans des zones de travail.

Près de 40 % des victimes de sous-munitions (329 personnes) indiquent qu'elles ont été touchées lors d'un incident qui a fait plusieurs victimes.

### *Comparaison avec les victimes de mines et de résidus explosifs de guerre après le conflit*

Les sous-munitions sont à l'origine de 33 % des victimes recensées des mines et autres résidus explosifs de guerre (1 275 personnes sur 3 914) et de 50 % des incidents impliquant un engin identifié, selon les données relatives au Vietnam disponibles pour la période 1973-2006. Entre 2003 et 2005, le taux de victimes causées par les sous-munitions est de 55 %. Ceci correspond étroitement au taux de victimes des sous-munitions parmi les victimes de REG, que ce soit au Laos ou au Tadjikistan<sup>47</sup>. Les sous-munitions engendrent donc vraisemblablement une proportion comparable d'incidents dans la catégorie des engins inconnus.

Selon les estimations fournies par le Ministère du travail, des invalides et des affaires sociales, les mines et autres résidus explosifs de guerre ont fait 104 701 victimes civiles entre 1975 et 2000 (38 849 tués et 65 852 blessés)<sup>48</sup>. Dans la mesure où les sous-munitions sont à l'origine de 33 à 50 % du nombre total de victimes recensées, elles ont pu tuer ou blesser environ 34 550 à 52 350 civils entre 1975 et 2000.

En l'absence d'un système national de recueil des données, il est impossible de définir avec exactitude le nombre annuel de victimes des mines et autres résidus explosifs de guerre, mais les estimations font état de 1 200 à 3 000 victimes par an<sup>49</sup>. Si l'on se base sur l'estimation inférieure, ceci signifie que les sous-munitions feraient 396 à 600 victimes par an au Vietnam.

## Comparaison entre la période de conflit et la période post-conflit

On estime que près de 4 millions de civils vietnamiens et 1,5 millions de militaires ont été tués en 30 ans de conflit<sup>50</sup>; étant donné que les sous-munitions ont été utilisées pendant près de 10 ans dans 55 des 64 provinces du pays, elles sont certainement à l'origine d'un grand nombre de victimes. Pourtant, on ne connaîtra sans doute jamais l'étendue de ces incidents.

### Témoignage<sup>51</sup>

Ho Van Lai a été blessé dans l'explosion d'une sous-munition en août 2000; deux de ses cousins ont été tués et l'un de ses frères légèrement blessé. Comme le font souvent les enfants du village, les garçons jouaient sous les pins, près de chez eux, quand ils ont découvert sur le sol sablonneux un objet qui ressemblait à une petite bille en métal – cette même bille qui allait exploser quelques minutes plus tard, alors qu'ils se faisaient des passes.

Lai est devenu aveugle d'un œil et a perdu une partie de sa vue de l'autre œil. Il a perdu une jambe, une partie de l'autre pied, une main et le pouce de l'autre main; l'explosion l'a terrifié. Après son rétablissement initial, il a subi trois opérations chirurgicales pour la pose de prothèses, puis a passé plusieurs mois en rétablissement et en réadaptation. Comme beaucoup de jeunes garçons, Lai adorait jouer au football. Il lui est arrivé de penser qu'il ne pourrait plus jamais le faire. En fin de compte, Lai est retourné à l'école. Trois ans plus tard, il jouait à nouveau au football.



© Clear Path International

# Lumière sur : l'Afrique

Le cas de l'Afrique démontre bien qu'une utilisation, même limitée, des bombes à sous-munitions peut avoir un impact humanitaire majeur. Néanmoins, l'étendue du danger causé par les sous-munitions non explosées n'a pas encore été évaluée; il est nécessaire d'améliorer le recueil des données pour pouvoir évaluer l'impact humanitaire et les besoins à long terme des victimes.

## TCHAD

### Résultats clés

- Plusieurs régions du Tchad sont polluées par les sous-munitions.
- L'absence de données complètes sur les victimes, distinguant les différentes catégories d'engins, empêche l'évaluation de l'impact humanitaire des sous-munitions.

### Conditions d'utilisation et pollution

L'armée libyenne a utilisé des sous-munitions au Tchad après le départ de ses troupes mi-87<sup>52</sup>. L'enquête sur l'impact des mines terrestres (LIS) de 2002 fait état de 92 sites pollués par les sous-munitions<sup>53</sup>. Des sous-munitions et/ou conteneurs ont été découverts dans plusieurs zones des régions suivantes: le Borkou Ennedi Tibesti (BET) et la région de Biltine, au nord-est du Tchad, et à l'est de la ville de N'Djamena<sup>54</sup>.

Deux catégories de sous-munitions ont été découvertes, toutes deux de fabrication soviétique (ex-URSS): des sous-munitions anti-véhicules PTAB-2.5 et des sous-munitions anti-personnel AO-15Ch<sup>55</sup>. Certaines études font également état de l'utilisation de sous-munitions françaises au Tchad<sup>56</sup>. Pourtant, en date du 3 octobre 2006, les agents de déminage n'ont trouvé aucune trace de sous-munitions françaises non explosées<sup>57</sup>.

Au Tchad, les mines et autres résidus explosifs de guerre semblent représenter une menace plus importante que les sous-munitions non explosées. Le Haut-commissariat national

de déminage (HCND)<sup>58</sup> fait état de seulement 157 sous-munitions neutralisées et détruites. Ceci représente environ 0,01 % des 158 034 résidus explosifs de guerre neutralisés entre septembre 2000 et mars 2006<sup>59</sup>.

### Recueil des données

Il n'existe aucun mécanisme complet de recueil de données au Tchad. Les rapports du HCND ne classent pas les victimes par catégories de résidus explosifs de guerre; même la distinction entre les incidents causés par les mines et les autres résidus explosifs de guerre n'est pas clairement établie<sup>60</sup>. Les décès sont rarement signalés et le recensement des nouvelles victimes est compromis par le manque d'accès aux lieux des incidents<sup>61</sup>. L'enquête sur l'impact des mines terrestres (LIS) au Tchad ne distingue pas de manière adéquate les victimes des mines et autres résidus explosifs de guerre; elle ne distingue pas les victimes des sous-munitions.

### Bilan des victimes

En l'absence d'un recensement clair des incidents, le HCND n'est pas en mesure d'évaluer le nombre de victimes liées aux sous-munitions<sup>63</sup>. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ne détient aucune information sur les victimes des sous-munitions et ne peut fournir aucune information concernant certaines zones touchées par les sous-munitions<sup>64</sup>. MAG ne connaît pas le nombre de victimes dues aux sous-munitions au Tchad<sup>65</sup>.

Sur les 339 victimes des mines et autres résidus explosifs de guerre recensées par la LIS, 97 % (330 personnes) sont des civils. La manipulation d'engins constitue la principale cause d'incidents recensée par la LIS, avec 36 % des victimes (121 personnes), suivie par la garde des troupeaux (22 % des victimes, soit 73 personnes)<sup>66</sup>. Les données de la LIS indiquent que de nombreuses victimes ont souffert de blessures au niveau de la partie supérieure du corps et que ceci est principalement dû à la manipulation de résidus explosifs de guerre<sup>67</sup>.

## ÉRYTHRÉE

### Résultats clés

- Au moins deux frappes, et la pollution qui en résulte, seraient à l'origine des victimes des sous-munitions.
- Le mécanisme de recueil des données est limité et n'inclut aucune référence spécifique aux victimes des sous-munitions.

### Conditions d'utilisation et pollution

L'armée éthiopienne a largué des sous-munitions en Érythrée pendant le conflit de la frontière de Badme, qui a éclaté en 1998<sup>68</sup>. Le 9 mai 2000, le camp de personnes déplacées de Korokon a été bombardé avec des bombes à sous-munitions BL755 de fabrication britannique, chacune contenant 147 sous-munitions. Des sous-munitions PTAB et AO-1, de conception soviétique, ont également été découvertes dans la région de Badme<sup>69</sup>. Une pollution engendrée par les sous-munitions non explosées a été signalée dans les camps de PDI de Korokon (région de Gash Barka) et Adi Bare (village de Shambiko), tous deux situés dans le secteur Ouest de la Zone de sécurité temporaire (ZST)<sup>70</sup>.

En mai 2000, les forces aériennes éthiopiennes auraient visé les aéroports civil et militaire d'Asmara avec des roquettes et des sous-munitions<sup>71</sup>. Selon un communiqué de presse du Ministère érythréen des affaires étrangères, le bombardement des bâtiments de l'aéroport et de la fabrique de savon voisine aurait manqué ses cibles<sup>72</sup>. On suppose également que les ports érythréens de Massawa et Assab, sur les bords de la Mer Rouge, auraient été frappés par des sous-munitions au cours de la même période<sup>73</sup>.

### Recueil des données

Le Centre de coordination de la lutte anti-mines de la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée (UNMEE MACC) recueille des données relatives aux victimes dans la Zone de sécurité temporaire (ZST). Ces informations sont saisies dans le système IMSMA, mais ne fournissent aucun décompte en fonction de la catégorie d'engin (au-delà des mines et autres résidus explosifs de guerre), ce qui complique l'identification des incidents liés aux sous-munitions. Le manque de détails des rapports serait exacerbé par les connaissances techniques limitées des enquêteurs et rapporteurs<sup>74</sup>. Les données relatives aux victimes de la ZST sont principalement recueillies par des observateurs militaires, le personnel de l'UNMEE MACC, le CICR et les travailleurs des ONG<sup>75</sup>.

### Bilan des victimes

Le nombre total de victimes des sous-munitions est inconnu, mais les victimes recensées incluent déjà 7 personnes tuées et 3 personnes blessées; huit d'entre elles sont des enfants.

Un enfant a été tué par les sous-munitions au cours du bombardement du camp de PDI de Korokon en mai 2000. On impute le faible nombre de victimes touchées pendant la frappe au taux d'échec élevé des sous-munitions, ce qui engendre une pollution élevée en termes de résidus explosifs de guerre<sup>76</sup>. Bon nombre de sous-munitions non explosées découvertes à Korokon ont échoué à s'armer correctement.

Les cibles visées ayant été manquées, la frappe de mai 2000 sur les bâtiments de l'aéroport d'Asmara aurait fait au moins deux blessés civils, touchés par les sous-munitions pendant la frappe<sup>77</sup>.

En août 2000, l'UNMEE MACC a appris le décès de trois enfants, touchés par des incidents distincts dans la zone proche de Korokon polluée par des BL755<sup>78</sup>. En 2000 toujours, un jeune homme de 16 ans a été tué alors qu'il essayait d'ouvrir une sous-munition BL755 avec une pierre<sup>79</sup>. HALO Trust a découvert quelque 20 sous-munitions BL755 ramassées par des enfants sur un site proche. Certains de ces enfants avaient utilisé le cône en cuivre de la charge explosive des sous-munitions pour fabriquer des cloches. Les adultes prennent également des risques lorsqu'ils déplacent les sous-munitions non explosées pour éviter que les enfants jouent avec<sup>80</sup>.

En janvier 2006, deux garçons ont été tués et un garçon blessé alors qu'ils manipulaient des résidus explosifs de guerre près du village de Ksad Ekka. L'enquête préliminaire de l'UNMEE a déterminé que l'engin était soit une grenade, soit une sous-munition<sup>81</sup>.

## ÉTHIOPIE

### Résultats clés

- Une frappe de bombes à sous-munitions aurait fait, à elle seule, plus de 200 victimes en Éthiopie. Néanmoins, l'étendue exacte du problème reste inconnue en l'absence d'un mécanisme de recueil des données adéquat.
- Ni les acteurs de la lutte contre les mines, ni l'enquête sur l'impact des mines terrestres (LIS) ne rapportent ou ne différencient l'utilisation des sous-munitions et la pollution qui en résulte.

## Conditions d'utilisation et pollution

L'armée érythréenne a utilisé des sous-munitions en Éthiopie pendant le conflit de la frontière de Badme, qui a éclaté en 1998. Le 5 juin de la même année, l'Erythrée a largué des bombes à sous-munitions sur la piste de l'aéroport de Mekele. Au moins deux de celles-ci ont manqué leur cible et touché une école et une zone résidentielle de Mekele. A la Haye, la Commission des réclamations entre l'Erythrée et l'Éthiopie a estimé que les frappes de sous-munitions ont engendré « des décès, des blessures et des souffrances » pour les populations civiles<sup>82</sup>. Un rapport indique que les sous-munitions représentent « au moins un certain niveau » de danger du côté éthiopien de la ZST<sup>83</sup>. Néanmoins, l'UNMEE MACC n'a découvert aucune trace des sous-munitions au cours de ses opérations de déminage. Le PNUD constate que l'enquête nationale sur l'impact des mines terrestres (LIS) menée en 2003-2004 ne fait état d'aucune sous-munition non explosée découverte parmi les REG. En outre, la section éthiopienne du PNUD n'a connaissance d'aucune arme à sous-munitions utilisée en Éthiopie ou par l'Éthiopie<sup>84</sup>. Toutefois, le Survey Action Centre (SAC), chargé de la LIS, indique que l'absence d'informations sur la pollution par les sous-munitions en Éthiopie est due au fait qu'à l'époque de la LIS, les sous-munitions n'étaient pas considérées comme une cause majeure d'inquiétude. Le SAC ajoute que la LIS pourrait, si nécessaire, établir une distinction entre les victimes dues aux sous-munitions, aux autres résidus explosifs de guerre et aux mines terrestres<sup>85</sup>.

## Recueil des données

Il n'existe aucun mécanisme national de recueil de données en Éthiopie. Le système actuel n'est pas coordonné et on ne sait pas vraiment quelle organisation est autorisée à recueillir des données. On raconte qu'en 2005 et 2006, le Bureau éthiopien pour l'action anti-mines (EMAO) n'a pas pu recueillir de données en raison d'un manque de volonté politique, de coordination et de financement. Les données de l'IMSMA et de l'EMAO ne sont pas accessibles. Divers acteurs ont chargé les Bureaux locaux de l'emploi et des affaires sociales (BoLSA) de recueillir des données sur les victimes. Toutefois, ces bureaux n'ont pas pu générer de données et on ne sait pas si les données ont été recueillies<sup>86</sup>.

## Bilan des victimes

Les sous-munitions visant l'aéroport de Mekele ont manqué leur cible et frappé l'école d'Ayder et ses environs, faisant 238 victimes civiles : 53 personnes tuées (dont 12 enfants)<sup>87</sup> et 185 personnes blessées (dont 42 enfants). En outre, les

sous-munitions larguées le 11 juin 1998 sur Adigrat auraient fait 4 morts et 30 blessés<sup>88</sup>.

Le nombre de victimes post-conflit reste inconnu, en raison d'un système de recueil de données inadéquat et d'un manque d'informations sur la pollution par les sous-munitions, qui empêchent de connaître l'étendue exacte du problème.

## SIERRA LEONE

### Résultats clés

- Les sous-munitions ont fait au moins 28 victimes au Sierra Leone.

### Conditions d'utilisation et pollution

L'armée nigérienne aurait utilisé des bombes à sous-munitions au Sierra Leone dans le cadre d'une mission d'intervention du Groupe de contrôle de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (ECOMOG) suite au coup d'état de mai 1997. Le 11 décembre 1997, trois bombes à sous-munitions auraient été larguées sur Kenema, à 240 kilomètres de Freetown<sup>89</sup>. Selon les articles de l'époque, deux bombes à sous-munitions auraient également touché Lokosama, près de Port Loko, en septembre 1997. L'ECOMOG s'en défend<sup>90</sup>. En octobre 1997, les forces armées du Sierra Leone ont accusé les pilotes militaires nigériens d'avoir utilisé des bombes à sous-munitions sur des cibles civiles à Freetown<sup>91</sup>. Des sous-munitions Belouga de manufacture française auraient été ramassées lors de collectes d'armes au Sierra Leone<sup>92</sup>. Des munitions BL755 de manufacture britannique auraient également été découvertes près de Freetown<sup>93</sup>.

### Recueil des données

Il n'existe aucun système de recueil de données sur les victimes des résidus explosifs de guerre au Sierra Leone<sup>94</sup>.

### Bilan des victimes

La frappe de sous-munitions menée par la mission nigérienne de l'ECOMOG à Kenema a fait 28 victimes : 10 tués et 18 blessés<sup>95</sup>. On ne dispose d'aucune information complémentaire quant à d'autres frappes ou aux victimes post-conflit des sous-munitions ; aucun incident lié à des résidus explosifs de guerre n'a été signalé depuis la fin de la guerre civile en 2002<sup>96</sup>. Ceci est dû en partie à l'absence de mécanismes de recueil des données.

## SOUDAN

### Résultats clés

- On dénombre au moins 36 victimes des sous-munitions, parmi lesquelles plusieurs ont été touchées pendant des frappes de sous-munitions sur des zones civiles.
- Les données recueillies sont incomplètes; en raison d'une différenciation limitée, l'IMSMA a dénombré seulement 23 victimes post-conflit des sous-munitions.

### Conditions d'utilisation et pollution

Les forces armées du gouvernement soudanais ont utilisé des bombes à sous-munitions à l'encontre du SPLM/A (Mouvement/Armée de libération du peuple soudanais) dans le sud du Soudan entre 1995 et 2000<sup>97</sup>. Les frappes de sous-munitions ont principalement été menées par bombardement aérien<sup>98</sup>. Le gouvernement soudanais aurait volontairement utilisé des sous-munitions et d'autres armes contre des cibles non militaires, notamment des hôpitaux et des camps de PDI<sup>99</sup>.

De nombreuses frappes de sous-munitions ont été identifiées entre 1995 et 2000, notamment: cinq BASM larguées sur des zones de culture à proximité de Chukudum le 20 avril 1995; au moins 16 bombes à sous-munitions larguées sur Chukudum le 17 juin 1996; au moins sept emplacements touchés dans la province de Bahr al-Ghazal début février 1998; une attaque contre Koba et Lomon, dans les montagnes de Nuba, le 3 août 1998; une bombe à sous-munitions larguée sur l'hôpital de Yei le 28 septembre 1998; la ville de Nimule a été bombardée le 30 septembre 1998; 24 BASM larguées sur Akak le 16 mai 1999; deux bombes à sous-munitions larguées sur l'hôpital de Kajo Keji et l'antenne de Médecins sans frontières (MSF) à Kajo Keji le 20 juin 1999<sup>100</sup>. Fin avril ou début mai 2000, les troupes du gouvernement auraient utilisé des bombes à sous-munitions autour de la ville de Bentiu.<sup>101</sup>

Le gouvernement soudanais aurait utilisé des bombes à sous-munitions chiliennes de type CB-130, CB-500 ou CB-250-K, contenant des sous-munitions PM-1 à effets combinés (CEM).<sup>102</sup> En 1996, HALO Trust a identifié les sous-munitions découvertes à Chukudum comme pouvant être des sous-munitions PTAB-1.5 de conception soviétique et des sous-munitions PM-1 de conception chilienne.<sup>103</sup> Des conteneurs et/ou sous-munitions ont été découverts dans les provinces de Bahr al-Ghazal, de Kordofan, d'Équatoria, du Nil bleu et du Nil supérieur.<sup>104</sup>

### Recueil des données

Il n'existe aucun système national complet de recueil de données au Soudan. Le Bureau des Nations Unies pour l'action anti-mines (UNMAO) met à jour la base de données IMSMA<sup>105</sup>; seules quelques entrées désignent les sous-munitions comme cause de l'incident. Le Centre régional d'action contre les mines du Sud-Soudan ne dispose d'aucune information détaillée sur les victimes, notamment sur les victimes des sous-munitions.<sup>106</sup> Les intervenants locaux recueillent également des données sur les victimes. Toutefois, ces données sont incomplètes et sont rarement saisies dans la base de données IMSMA.<sup>107</sup>

Conformément à l'accord de paix global signé en 2005, un recensement national est prévu pour 2007.<sup>108</sup> Ce recensement devrait inclure des questions concernant les personnes handicapées et améliorer ainsi la connaissance des victimes des mines et autres résidus explosifs de guerre. En outre, le Bureau des Nations Unies pour l'action anti-mines (UNMAO) prévoit de lancer une enquête sur les victimes dans le cadre d'un projet de 1,7 millions de dollars financé par le Fonds des Nations Unies pour la sécurité humaine.<sup>109</sup> L'Autorité nationale pour les prothèses et orthèses (NAPO) est en mesure de recueillir des données sur les victimes des sous-munitions grâce aux dossiers patients de sa base de données soutenue par le CICR.<sup>110</sup>

### Bilan des victimes

On dénombre au moins 36 victimes des sous-munitions au Soudan: 16 personnes tuées et 20 personnes blessées. Parmi ces victimes, on dénombre au moins six enfants. L'UNMAO recense 23 victimes des sous-munitions touchées après les frappes: neuf personnes tuées et 14 personnes blessées (19 hommes et 4 femmes). On connaît l'âge de 10 victimes; deux sont des enfants. L'âge des victimes s'échelonne de 10 à 32 ans, pour une moyenne de 21 ans. On connaît l'activité de douze victimes au moment de l'incident: quatre sont de nature militaire; trois personnes gardaient leur troupeau; trois personnes étaient en train de se déplacer; une autre était en train de cultiver ses terres<sup>111</sup>. La plupart des victimes ont été touchées dans les provinces de Kordofan (13 personnes) et Bahr al-Ghazal (5 personnes).<sup>112</sup> L'UNMAO recense un incident lié aux sous-munitions en 2005, mais le nombre de victimes n'est pas connu.<sup>113</sup> En outre, une jeune fille de 15 ans a été tuée et une autre blessée en mai 1996, alors que des voisins brûlaient des sous-munitions ramassées à Chukudum.<sup>114</sup>

On signale de nombreuses victimes touchées pendant les frappes. Dans certains cas, il est possible que plusieurs types d'armes aient été utilisés, notamment dans le camp de PDI de Labone en 1997, ainsi qu'à Adet et Thiet en 1998.<sup>115</sup> Cinq personnes ont été tuées et trois personnes blessées par des sous-munitions dans les montagnes de Nuba en août 1998; une personne a été blessée à l'hôpital de Yei en septembre 1998. En mai 1999, un enfant a été tué et un autre blessé au cours du bombardement d'Akak (province de Bahr al-Ghazal).<sup>116</sup>

# Lumière sur : l'Europe du Sud-est

Des bombes à sous-munitions ont été utilisées dans la région des Balkans au cours des conflits consécutifs à l'éclatement de la Yougoslavie. Des sous-munitions non explosées, disséminées par dizaines de milliers au cours des bombardements de l'OTAN, sont à l'origine de la plupart des victimes déclarées au Kosovo. Les enfants sont les plus touchés par ces sous-munitions attractives, mais mortelles.

## ALBANIE

### Résultats clés

- On dénombre au total 56 victimes des sous-munitions : 10 personnes tuées et 46 personnes blessées, presque toutes par des sous-munitions KB-1 et BLU-97.
- L'OTAN et les forces serbes ont utilisé des bombes à sous-munitions le long de la frontière entre l'Albanie et le Kosovo.

### Conditions d'utilisation et pollution

L'OTAN et les forces serbes ont utilisé des bombes à sous-munitions en 1999, pendant la guerre du Kosovo ; des sous-munitions BLU-97, M118, BL755, KB-1 et KB-2 (yougoslaves) ont été signalées.<sup>117</sup> En outre, au moins deux frappes de sous-munitions lancées par l'artillerie ont été confirmées par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) dans la région de Tropoja.<sup>118</sup>

L'OTAN a mené six frappes le long de la frontière entre le Kosovo et l'Albanie, vraisemblablement contre des positions militaires serbes.<sup>119</sup> Les frappes de sous-munitions autres que celles de l'OTAN ont pénétré plus avant en Albanie, notamment le 13 avril 1999, lorsque deux bombes à sous-munitions ont touché le petit village frontalier de Zogaj, dans le cadre d'une opération d'artillerie<sup>120</sup> ; le 15 avril, cinq bombes à sous-munitions serbes, tirées par lance-roquettes de 262 mm, sont tombées sur des champs près du hameau de Kolsh, à proximité de la ville de Kukës<sup>121</sup> ; le 21 avril, des sous-munitions de fabrication russe ont atteint l'Albanie, près de la ville de Krume.<sup>122</sup>

Un déminage immédiat en surface a permis aux forces armées albanaises de localiser et de détruire 2 759 sous-munitions non explosées, dont 97,5 % de bombes KB-1.<sup>123</sup> Le Bureau albanais de l'action contre les mines (AMAE) a indiqué que 13 zones avaient été polluées par les sous-munitions au niveau de la frontière entre le Kosovo et l'Albanie.<sup>124</sup> On estime le taux d'échec des munitions utilisées par l'OTAN à 20-25 %, contre 30-35 % pour les sous-munitions utilisées par les forces autres que l'OTAN.<sup>125</sup>

### Recueil des données

L'AMAE coordonne et conduit un recueil complet des données au niveau national et stocke les données relatives aux victimes dans la base de données IMSMA et son bureau régional de Kukës. L'AMAE recueille des données par le biais de ses programmes d'éducation pour la prévention des accidents par mines et autres engins explosifs (PEPAM) et de réadaptation à base communautaire (RBC), mais également par le biais de ses partenaires opérationnels, notamment l'association des victimes des mines et des armes (VMA-Kukesi), une ONG basée à Kukës. En janvier 2006, l'AMAE a pu identifier 467 nouvelles victimes de REG dans les « points chauds » du centre de l'Albanie, grâce à une analyse des questionnaires IMSMA sur les incidents et l'évaluation des besoins.<sup>126</sup>

### Bilan des victimes<sup>127</sup>

Entre 1999 et 2006, les sous-munitions ont fait 56 victimes dans 35 incidents et 1 accident : 10 personnes tuées (9 hommes et 1 femme) et 46 personnes blessées (41 hommes et 5 femmes). Le 24 mai 2004, une sous-munition KB-1 a explosé pendant une session de formation destinée au personnel du projet d'enquête technique ; cet accident a fait 20 victimes : deux personnes tuées et 18 personnes blessées.<sup>128</sup> En moyenne, chaque incident a impliqué 1,7 personnes<sup>129</sup>, pour un taux de mortalité quasiment deux fois supérieur à celui des mines terrestres.

Toutes les victimes signalées des sous-munitions sont des civils, sauf trois : deux personnes identifiées comme militaires par l'Institut des

Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) et un policier tué dans la zone de Kolsh, alors qu'il ramassait une sous-munition non explosée suite à la frappe du 15 avril 1999<sup>131</sup>. En outre, on ne sait pas si les éventuelles victimes de l'armée de libération du Kosovo (KLA) sont répertoriées comme telles ou incluses dans les données de l'AMAE.<sup>132</sup>

Mis à part deux victimes, toutes ont été touchées après le conflit. Un jeune berger a été blessé pendant le bombardement de Kolsh, le 15 avril 1999.<sup>133</sup>

Les victimes identifiées par l'AMAE ont été touchées par des sous-munitions KB-1 (24 victimes : 2 personnes tuées et 22 personnes blessées) et BLU-97 (4 personnes tuées) ; des sous-munitions non identifiées ont fait deux autres victimes.

### Témoignage

En septembre 2001, Gazmir, alors âgé de 13 ans, jouait avec quelques amis près de chez lui à Krume, dans le district de Kukës. Ayant trouvé un objet intéressant, l'enfant commença à jouer avec. Lorsque la sous-munition KB-1 explosa, Gazmir fut blessé aux yeux, au point d'être déclaré aveugle. Avant l'incident, Gazmir était l'un des meilleurs élèves de sa classe, mais par la suite, son niveau a fortement baissé. Outre son traitement initial, Gazmir a reçu l'aide d'un tuteur personnel et il a bénéficié de cours d'anglais et d'informatique.<sup>134</sup>

signalé que les frappes de l'OTAN ont également tué des civils à Banja Luka.<sup>136</sup> Les données du Centre d'action contre les mines de Bosnie-Herzégovine (BHMAC) ne confirment pas l'existence de victimes suite à ces frappes.<sup>137</sup>

### Recueil des données

Les données sur les victimes collectées par le centre BHMAC à l'échelle nationale sont incomplètes.

Par ailleurs, en raison du regroupement et suite à la vérification de toutes les bases de données, aucune information détaillée sur les victimes de mines terrestres ou de REG n'était disponible. La base de données du centre BHMAC renseigne sur les victimes pendant et après le conflit, mais aucune indication n'est fournie sur les armes utilisées.<sup>138</sup>

### Bilan des victimes

Par manque de données disponibles, le nombre total de victimes de sous-munitions en Bosnie-Herzégovine n'est pas connu. Neuf victimes ont été confirmées entre 1992 et 2006, dont sept tués et deux blessés.

La frappe sur le camp de réfugiés au sud de Tuzla a tué sept personnes et blessé des dizaines d'autres. Le centre BHMAC indique seulement deux accidents distincts avec des sous-munitions KB-1 en 2002, blessant un démineur à Vogos'ca et un autre démineur à Gornji Vakuf. Selon ce même centre, ces accidents sont dus à un non-respect de la procédure.<sup>139</sup>

## BOSNIE-HERZEGOVINE

### Résultats clés

- Neuf cas confirmés de victimes de sous-munitions et des dizaines de cas non confirmés. Le nombre total de victimes de sous-munitions est inconnu en raison d'un recueil inadéquat des données.
- L'OTAN et les factions internes ont utilisé des bombes à sous-munitions.

### Conditions d'utilisation et pollution

L'OTAN et les factions internes ont utilisé des bombes à sous-munitions lors du conflit entre 1992 et 1995. Par exemple, la ville de Livno a été pilonnée par des roquettes Orkan M-87 et la zone de sécurité des Nations Unies de Bihaç a été bombardée par des avions en provenance de Krajina, une zone tenue par les Serbes en territoire croate.<sup>135</sup> Des Serbes bosniaques ont attaqué un camp de réfugiés au sud de Tuzla avec des sous-munitions. Des Serbes bosniaques ont

## CROATIE

### Résultats clés

- Des bombes à sous-munitions ont été utilisées à plusieurs reprises par les forces de la République autoproclamée de Serbie et de Krajina (RSK). Tous les cas de victimes sont dus à l'utilisation de sous-munitions de type KB-1.
- On dénombre 277 cas confirmés de victimes de sous-munitions, dont 258 tués, 17 blessés, et deux situations inconnues. Sur ces 277 cas, 243 résultent de deux frappes sur Zagreb.

### Conditions d'utilisation et pollution

Des bombes à sous-munitions ont été utilisées à plusieurs reprises par les forces de la République autoproclamée de Serbie et de Krajina (RSK) entre 1991 et 1995, notamment les 2 et 3 mai 1995 lorsque les populations civiles de Zagreb ont été visées par des roquettes Orkan M-87, provoquant la plupart des cas de victimes signalés.<sup>140</sup>

## Recueil des données

Le Centre croate d'action contre les mines (CROMAC) et l'Association croate des victimes de mines (CMVA) ont regroupé des données quasi complètes à l'échelle nationale depuis 1991 et 1990, respectivement. Toutefois, des données détaillées sont disponibles pour seulement 50 % des victimes répertoriées par le centre CROMAC<sup>141</sup>. Une distinction est faite entre les victimes de sous-munitions et d'autres engins, mais leur nombre total reste inconnu, car peu de victimes ont été enregistrées pendant les conflits.

## Bilan des victimes

Entre 1993 et juillet 2005, on dénombre 277 victimes de sous-munitions, dont 258 tués, 17 blessés et deux cas non définis. Les frappes de mai 1995 sur Zagreb représentent 243 des victimes signalées (soit 88 %) : sept personnes tuées et 236 blessées à raison de cinq tués et 186 blessés le premier jour et deux tués et 50 blessés le second.<sup>142</sup>

Après analyse des données limitées du centre CROMAC portant sur 34 cas, dont 10 tués, 22 blessés et deux situations inconnues, il s'avère que 97 % des victimes étaient des civils. Parmi ces victimes, 82 % étaient de sexe masculin. 43 % des victimes de sexe masculin sont des enfants, l'activité identifiée comme la plus sensible étant le jeu (29 %). Le centre CROMAC fait également état de blessés (deux hommes et une femme) lors des frappes du 1er janvier et du 1er septembre 1993 respectivement à Zaton et Gospic.

Du 1er janvier au 14 juillet 1993, on dénombre 12 victimes de sexe masculin suite à 11 incidents survenus après les frappes, dont cinq tués et sept blessés à Zadar, Muc, Sibenik et Sukosan. Un garçon de six ans a été tué en 1994. En 1995, on compte neuf victimes suite à quatre incidents : un homme tué et huit personnes blessées, dont une femme, une fille, trois garçons et trois hommes.

Les neuf cas restants (trois tués, quatre blessés et deux situations inconnues) sont survenus entre 1996 et 2005, après le conflit. Un démineur a été tué lors d'une opération de déminage à l'hôpital de Zagreb. En moyenne, chaque incident fait 1,5 victime. Les sous-munitions KB-1 sont à l'origine de tous les cas mentionnés par le centre CROMAC.<sup>143</sup>

## Témoignage

Ivan Mikulcic avait 56 ans lorsque le village de Pleso, situé à quelque 500 mètres de l'aéroport de Zagreb, a été pilonné avec des sous-munitions : « Ce jour là, le 2 mai 1995, j'étais dans ma maison de Pleso... Le pilonnage a commencé vers 10h00 du matin et une bombe à sous-munitions de type Orkan a atterri dans ma cour sans exploser, à moins de 10 mètres de moi... Certaines sous-munitions n'ont pas explosé. Il y en a une qui a explosé à environ 4 mètres derrière moi. Elle a endommagé ma maison et m'a blessé... J'étais en train de me diriger vers mon abri et j'avais la main sur la poignée lorsque j'ai ressenti une douleur atroce dans le dos. Depuis ce jour, j'ai trois éclats d'obus dans le dos... le chirurgien m'a dit qu'ils étaient mal placés et qu'il valait mieux les laisser là plutôt que de tenter de les extraire. »<sup>144</sup>

## KOSOVO<sup>145</sup>

Victimes confirmées : 1999 - 2005				
	Total	Pendant les frappes	Après les frappes	Après le conflit
<b>Total général</b>	<b>164</b>	<b>N/A</b>	<b>147</b>	<b>15</b>
<b>Personnes blessées</b>	<b>103</b>		96	7
<b>Personnes tuées</b>	<b>59</b>		51	8
<b>Situation inconnue</b>	<b>2</b>		inconnu	
Hommes	50		39	11
Femmes	3		3	0
Garçons	83		81	2
Filles	1		1	0
Militaires	7		7	0
Démineurs	15		13	2
Autres	5	inconnu	3	inconnu
Principales activités		Déplacements (40)		
Principal lieu		Dakovica(29)		

## Résultats clés

- Sous-munitions utilisées par l'OTAN.
- Au moins 164 victimes de sous-munitions enregistrées au Kosovo, dont une majorité d'enfants.
- 60 % des incidents liés aux sous-munitions impliquent au moins deux personnes.

## Conditions d'utilisation et pollution

Au Kosovo, la grande majorité de la pollution résulte des frappes de l'OTAN contre la République fédérale de Yougoslavie lors de l'opération « Force alliée » de mars à juin 1999. Les États-Unis et les Pays-Bas ont utilisé des

### Témoignage <sup>177</sup>

En août 1999, soit environ trois mois après les frappes de l'OTAN, la famille d'Adnan est partie nager dans un petit lac situé à quelques kilomètres du village. Adnan allait avoir 7 ans. Il trouva alors sur la rive du lac une canette métallique de couleur jaune. Il ignorait que l'objet qu'il avait entre les mains était une sous-munition BLU-97 non explosée. Il ramena l'objet pour le montrer à sa famille.

C'est son frère aîné Gazmend (17 ans) qui tenait la sous-munition lorsque celle-ci tomba au sol et explosa. Gazmend et son père sont morts sur le coup. Adnan, blessé au bras et à la jambe gauche, a été admis dans l'hôpital le plus proche.

La sœur d'Adnan, Sanije (14 ans), retourna sur le site pour récupérer les effets personnels de la famille. C'est là qu'elle fut tuée en marchant sur une sous-munition.

Adnan a reçu des soins médicaux pendant deux mois. Il avait perdu beaucoup de sang et souffrait d'anémie. Son handicap au bras gauche ne lui permet plus de soulever des objets lourds. Il n'a pu retourner à l'école qu'en 2000, à la fin du mois de janvier. A 13 ans, Adnan a perdu tout intérêt pour ses cours, avec des répercussions évidentes sur ses résultats. La situation laisse entrevoir un abandon prochain de sa scolarisation. La grande sœur d'Adnan, Ymrije, s'occupe d'Adnan et de leur mère, traumatisée par cette tragédie. La famille vit avec une pension de seulement 62 € par mois.



© S. Ogier / Handicap International

bombes de type CBU-87, contenant chacune 202 sous-munitions BLU-97 à effets combinés. D'autres bombes (CBU-99 et CBU-100) ont également été utilisées. Le Royaume-Uni a utilisé quelque 500 bombes RBL755, contenant chacune 147 sous-munitions anti-véhicules et anti-personnel, à fragmentation<sup>146</sup>

En 1999, l'OTAN informe le Centre de coordination de la lutte anti-mines (MACC) de la Mission des Nations Unies au Kosovo (UNMIK) que 1 392 bombes contenant un total de 289 536 sous-munitions ont été employées à l'encontre de 333 cibles différentes au Kosovo<sup>147</sup>. Toutefois, des recherches suggèrent que les forces de l'OTAN auraient utilisé plus de 2 000 bombes, pour un total d'environ 380 000 sous-munitions<sup>148</sup>. La crédibilité des données sur les frappes fournies par l'OTAN dix mois après le conflit semble discutable en raison « d'imprécisions manifestes »<sup>149</sup> et du fait que le problème se révèle plus vaste que signalé initialement.<sup>150</sup>

En 2001, le taux de sous-munitions BLU-97 non explosées était estimé à environ 7 %, contre 11 % de sous-munitions RBL755 non explosées<sup>151</sup>. Le fabricant des modèles RBL755 avait évalué ce taux à 5 %<sup>152</sup>, ce qui représenterait environ 14 500 à 19 000 sous-munitions non explosées.

Les données de déminage indiquent qu'au moins 18 318 sous-munitions ont été détruites de juin 1999 à 2005<sup>153</sup>. Le MACC estime à plus de 20 000 le nombre de sous-munitions non explosées au terme de la guerre. Toutes les zones de frappes connues ont été déminées conformément aux normes internationales de 2002<sup>155</sup>. Toutefois, la mission UNMIK a continué de trouver des sous-munitions dans des zones soi-disant non affectées en 1999-2001. Fin 2005, il restait 12 zones polluées par des sous-munitions à déminer<sup>156</sup>. A la lumière de ces éléments, il semblerait que le taux d'échec de ces sous-munitions soit plus élevé que l'estimation officielle, ou qu'un nombre plus important de sous-munitions ait été utilisé (en excluant de ces totaux les sous-munitions désamorçées par les unités de neutralisation et de destruction des explosifs (NEDEX) de la KFOR et celles détruites par l'armée yougoslave lors du conflit<sup>157</sup>). Les sous-munitions non explosées étaient très sensibles et pouvaient se déclencher quand elles étaient ramassées ou déplacées.<sup>158</sup>

On suppose que l'armée de l'air de la République fédérale de Yougoslavie a utilisé des sous-munitions BL755 lors du conflit au Kosovo, mais les chiffres ne sont pas connus.<sup>159</sup>

## Recueil des données

Entre 1999 et 2001, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) était le principal organisme en charge de la collecte des données sur les incidents liés aux mines terrestres et aux REG. Il a regroupé la grande majorité des données sur les victimes de sous-munitions enregistrées par le centre MACC dans le système IMSMA. Le centre MACC et les partenaires ont analysé et vérifié les données entre 1999 et 2001 en incluant un système d'enregistrement des incidents et des victimes qui permet la superposition des données sur des cartes géographiques indiquant les zones polluées.<sup>160</sup>

Depuis 2002, l'Institut de la santé publique (IPH) du Ministère de la Santé, de l'Environnement et la Recherche scientifique est en charge de la recherche et de l'enregistrement de tout incident impliquant des mines, des sous-munitions et des REG au Kosovo. Il partage ces données avec la section Neutralisation et destruction des explosifs (NEDEX) du Bureau de coordination des troupes de protection civile (OKPCC) de la mission UNMIK.<sup>161</sup> Toutefois, il s'est avéré impossible d'accéder aux enregistrements d'origine du centre MACC après le transfert à l'institut IPH<sup>162</sup> et la maintenance de la base de données s'est avérée problématique.<sup>163</sup> Ainsi, concernant cette période, seuls sont disponibles les chiffres globaux obtenus d'après les résumés mensuels du centre MACC de la mission UNMIK.

Les données d'origine contenaient des détails tels que le nom, l'état civil, la profession, le lieu, l'âge, le sexe, la profession, les signes distinctifs, les coordonnées et souvent quelques précisions sur l'incident. La base de données incluait également des informations sur les personnes sorties indemnes de tels incidents.

## Bilan des victimes<sup>164</sup>

D'après la section NEDEX du bureau OKPCC, on dénombre 164 victimes civiles des sous-munitions au Kosovo entre juin 1999 et 2006. Le nombre total de victimes est vraisemblablement nettement plus élevé, car le nombre de victimes pendant les frappes reste indéterminé et certaines données ont pu être perdues. De même, il n'inclut probablement pas certaines victimes civiles ou militaires d'incidents pendant les opérations de déminage.<sup>165</sup>

Au terme du conflit, les sous-munitions ont fait « de nombreuses victimes parmi la population civile ayant réinvesti rapidement les lieux »<sup>166</sup>. Entre 1999 et 2001, au moins 45 personnes ont été tuées et 106 autres blessées. Les incidents « impliquent généralement des groupes de per-

sonnes très jeunes, avec des conséquences souvent tragiques »<sup>167</sup>. Ce constat est vérifié suite à l'analyse des données portant sur les premiers mois ayant suivi les frappes : 81 victimes sont des garçons âgés de moins de 18 ans, contre 62 adultes. La base mentionne seulement quatre femmes victimes des sous-munitions après les frappes, dont trois adultes lors d'un même accident de déminage civil. Les incidents liés aux sous-munitions n'ont probablement pas été enregistrés après les frappes, lors de la phase d'urgence (1999-2001). Le recueil des données était alors difficile et l'attribution des incidents à un type d'arme imprécise. Par exemple, parmi les 54 victimes d'engins non identifiés constatées entre juin 1999 et novembre 2000, un incident semble présenter des points communs avec de nombreux incidents liés à des sous-munitions : en avril 2000, quatre garçons âgés de 10 à 14 ans et deux femmes d'une vingtaine d'années ont été blessés à leur domicile lorsque l'un des garçons a rapporté un objet trouvé dehors, ressemblant « à une canette de Coca-Cola », une description souvent reprise pour les sous-munitions BLU-97.<sup>168</sup>

Les 10 victimes post-conflit (de 2002 à 2006) étaient toutes de sexe masculin.

Au Kosovo, l'âge moyen de toutes les victimes civiles recensées est de 19 ans. Chaque incident lié à des sous-munitions fait souvent plusieurs victimes civiles. Plus de 60 % de tous les incidents liés aux sous-munitions ont fait au minimum deux victimes, le taux de victimes moyen par incident étant de 2,7. Dans 25 % des cas, les victimes étaient de simples passants (40 personnes). Il s'agit de la principale activité au moment de l'incident. Les autres activités incluent les manipulations (16 %, 25 personnes), la garde des troupeaux (14 %, 23 personnes), le jeu et les divertissements (9 %, 14 personnes), le cumul des autres activités retenues ou inconnues comptant pour 14 % des victimes (23 personnes).

Les victimes de sous-munitions ont été enregistrées dans 20 municipalités, la ville la plus touchée étant Dakovica (29). Cinq autres villes accusent plus de 10 victimes chacune : Kosovska Mitrovica (14), Urosevac (13), Kacanik (15), Podujevo (12) et Prizren (12).

## *Comparaison avec les victimes post-conflit de mines et de résidus explosifs de guerre (REG)*

Entre 1999 et 2005, les BASM sont responsables de 31 % du total des victimes, contre 52 % pour les mines, 16 % pour les autres REG et 1 % d'ori-

gine indéterminée. Pour autant, les sous-munitions sont à l'origine de 49 % des tués, contre 34 % pour les mines et 17 % pour les REG. Entre juin 1999 et mai 2001, les bombes à sous-munitions représentent 84 % du total des victimes de REG<sup>169</sup>. De 2002 à 2006, ce dernier chiffre diminue pour atteindre 14 % en raison des opérations de déminage effectuées.

### *Conflit/post-conflit*

Toutes les personnes figurant dans la base de données initiale du centre MACC sont victimes de munitions non explosées suite aux bombardements de l'OTAN entre mars et juin 1999<sup>170</sup>. Suite à ces frappes, sept incidents impliquant des victimes civiles dans l'ex-République fédérale de Yougoslavie (incluant le Kosovo) ont été corroborés. Cinq autres incidents potentiels restent à confirmer. On estime entre 90 et 150 le nombre de civils tués lors de ces frappes impliquant des sous-munitions<sup>171</sup>. Human Rights Watch (HRW) a identifié au moins 12 tués et 50 blessés lors de frappes de l'OTAN impliquant des sous-munitions au Kosovo. Toutefois, plusieurs incidents n'ont pas été vérifiés par des sources indépendantes<sup>172</sup> et n'apparaissent donc pas dans les statistiques de cette enquête. Les données correspondant à la période après les frappes incluent sept victimes d'un incident de manipulation d'une sous-munition non explosée, survenu pendant le conflit. Toutes les victimes étaient des garçons de la même famille âgés de 2 à 16 ans : cinq furent tués et deux blessés.<sup>173</sup>

### *Victimes civiles/militaires*

Au total, 22 victimes ont vraisemblablement été impliquées dans des opérations de déminage ou étaient des militaires (soit 13 % des victimes). Certains accidents touchent des anciens membres de l'armée de libération du Kosovo (KLA) ou des soldats de la paix étrangers<sup>174</sup>. Deux soldats britanniques de la KFOR ont été tués lors d'une opération de déminage<sup>175</sup>. Parmi les anciens soldats de l'armée de libération du Kosovo qui assistaient à l'opération, trois ont également trouvé la mort et deux ont été blessés<sup>176</sup>. Aucun membre des forces serbes/yougoslaves n'a été identifié comme victime de sous-munitions au Kosovo. La plupart des incidents impliquant des unités de déminage/neutralisation et destruction des explosifs (NEDEX) ou des militaires sont survenus entre juin et septembre 1999.



© Robin Collins

## **MONTENEGRO**

### **Résultats clés**

- Sous-munitions utilisées par l'OTAN.
- Au moins un civil a été tué et trois autres blessés par des sous-munitions.

### **Conditions d'utilisation et pollution**

Les forces de l'OTAN ont bombardé l'ex-République fédérale de Yougoslavie lors du conflit au Kosovo en 1999. Le 28 avril 1999, les avions de l'OTAN frappent l'aéroport militaire de Golubovci au sud de Podgorica au Monténégro, larguant des bombes à sous-munitions.<sup>178</sup>

### **Recueil des données**

Aucune donnée complète n'est disponible sur les victimes de REG au Monténégro.<sup>179</sup>

### **Bilan des victimes**

L'attaque de l'aéroport de Golubovci a fait quatre victimes civiles : un tué et au moins trois blessés.<sup>180</sup> Une femme de 61 ans a été blessée mortellement à la tête par une sous-munition alors qu'elle tentait de fuir d'un village situé à proximité de l'aéroport.<sup>181</sup>

Aucune victime post-conflit n'a été enregistrée.

## **SERBIE**

### **Résultats clés**

- Bombes à sous-munitions utilisées par l'OTAN et potentiellement par les forces yougoslaves.
- Le nombre total de victimes de sous-munitions n'est pas connu : 45 victimes ont été enregistrées, dont 15 tués et 30 blessés, la plupart suite aux frappes de l'OTAN sur la ville de Nis.

### **Conditions d'utilisation et pollution**

L'OTAN a utilisé des bombes à sous-munitions en Serbie lors de l'intervention militaire de 1999. La campagne aérienne de mars à juin 1999 inclut les sous-munitions suivantes : RBL755, BLU-97 et Mk 118 Rockeye<sup>182</sup>. Les factions yougosla-

ves utilisaient des modèles KB-1 et KB-2,<sup>183</sup> mais aucune donnée ne permet de déterminer si ces armes ont pollué le territoire serbe. Début 2006, six zones principales de Serbie sont toujours polluées : Nis, Kraljevo, Kursumlija, Sjenica, Mont Kopaonik et Vladimirci.<sup>184</sup>

### **Recueil des données**

En Serbie, la collecte et l'enregistrement des données sur les victimes de mines terrestres et de REG ne sont pas exhaustifs<sup>185</sup>. Les articles de presse et les rapports du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) fournissent très peu d'informations sur les victimes pendant les frappes, après les frappes et après le conflit.

### **Bilan des victimes**

En Serbie, le nombre total de victimes de sous-munitions n'est pas connu et les statistiques du Centre serbe d'action contre les mines ne sont pas communiquées.

Entre 1999 et août 2005, 45 victimes ont été enregistrées : 15 tués et 30 blessés, dont deux membres du personnel de déminage. Toutes les victimes (sauf trois) sont à déplorer lors des frappes de l'OTAN survenues le 7 mai 1999 sur une base aérienne de la ville de Nis, touchant également l'hôpital et les zones résidentielles environnantes ; ces frappes ont fait 14 morts et 28 blessés<sup>186</sup>. Le 9 octobre 2000, un pyrotechnicien de l'armée est blessé grièvement lors du désamorçage de six sous-munitions : outre des lésions irréversibles du système auditif et des yeux, il a également perdu ses deux jambes et ses deux mains<sup>187</sup>. Un démineur a également été blessé lors d'une opération de déminage d'une usine à Nis, en août 2005.<sup>188</sup>

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a recensé six victimes civiles de sous-munitions non explosées en Serbie et au Monténégro entre 1999 et 2002<sup>189</sup>. Toutefois, les informations disponibles sont insuffisantes pour vérifier si ces constats sont pris en compte dans les statistiques ci-dessus.

### **Témoignage**

« Vladimir Jovanovic, un serbe de 72 ans, a été blessé en 1999 lors des frappes aériennes sur sa ville de Nis, en Serbie. Il est mort 11 mois plus tard, le 4 avril 2000, alors qu'il bêchait son jardin... victime d'une sous-munition non explosée échouée là lors des mêmes frappes. »<sup>190</sup>

# Lumière sur: la Communauté des États indépendants

La Fédération de Russie a fait un usage intensif des bombes à sous-munitions en Tchétchénie et à moindre échelle au Tadjikistan. Les factions tchétchènes et tadjikes auraient également utilisé de telles armes. En Tchétchénie, des cibles civiles sont souvent visées de façon délibérée, mais l'étendue du problème reste indéterminée en raison du manque d'informations.

## TCHÉTCHÉNIE/FÉDÉRATION DE RUSSIE

### Résultats clés

- Des bombes à sous-munitions ont été largement utilisées par les forces de la Fédération de Russie, souvent directement contre des cibles civiles. On suppose que les Tchétchènes ont également utilisé de telles armes.
- En Tchétchénie, le nombre total de victimes de sous-munitions est inconnu. On signale toutefois au moins 624 victimes, dont 305 tués et 319 blessés.

### Conditions d'utilisation et pollution

La Fédération de Russie a largement recouru à des bombes à sous-munitions en Tchétchénie lors de la guerre de 1994-1996, puis lors de la reprise des hostilités depuis septembre 1999. On suppose que les Tchétchènes ont également utilisé de telles armes. Des cibles civiles, telles que des marchés publics, ont été frappées à plusieurs reprises. Une équipe de déminage de HALO Trust a également été prise pour cible<sup>191</sup>. L'arsenal russe complet a été exploité, avec notamment des sous-munitions de type AO-2.5, AO-15Ch, ODS-OS, OFAB-2.5, PTAB-1/M, PTAB-2.5/M et ShOAB-0.5.<sup>192</sup>

Aucune information détaillée sur l'étendue de la pollution n'est disponible, car « aucune étude complète n'a été menée pour référencer les sous-munitions non explosées »<sup>193</sup>. Toutefois, HALO Trust a trouvé des sous-munitions non explosées en Tchétchénie entre 1997 et 1999, y compris du type AO-2.5RT.<sup>194</sup>

### Recueil des données

L'étude de l'impact des sous-munitions sur la population est difficile en raison du caractère épisodique du conflit. Par l'intermédiaire de son partenaire Voice of the Mountains, l'UNICEF est la principale source d'informations sur les victimes de mines et de REG en Tchétchénie<sup>195</sup>. Cependant, l'UNICEF ne distingue pas les victimes de sous-munitions des victimes d'autres REG.<sup>196</sup> Plusieurs articles de presse mentionnent un nombre considérable de victimes civiles en raison de l'utilisation de ces armes dans des zones habitées.

### Bilan des victimes<sup>197</sup>

Le nombre total de victimes de sous-munitions en Tchétchénie n'est pas connu. Au moins 624 victimes ont toutefois été identifiées: 305 tués et 319 blessés. L'incident le plus tragique serait le bombardement par l'armée de l'air russe d'un marché public, faisant 246 victimes civiles, dont 60 tués et 186 blessés.

Après les frappes, l'incident le plus marquant a fait au moins 24 victimes, dont 7 furent tuées et au moins 15 enfants blessés.

Le chiffre total des victimes est a priori sous-estimé par rapport à la réalité, pour plusieurs raisons: le manque de données disponibles, l'intensité des bombardements et la nature épisodique du conflit en Tchétchénie.

## TADJIKISTAN

### Résultats clés

- Au total, 48 victimes ont été confirmées, à cause de sous-munitions de type AO-2.5 uniquement; cela représente près de 55 % des victimes de REG enregistrées.

### Conditions d'utilisation et pollution

Entre 1992 et 1997, des forces non identifiées ont utilisé des bombes à sous-munitions au Tadjikistan lors de la guerre civile<sup>198</sup>, vraisemblablement à partir d'hélicoptères ou de lance-

roquettes. Pas plus tard qu'en 2000, plusieurs frappes ont été signalées le long de la frontière avec l'Afghanistan.<sup>199</sup>

Au Tadjikistan, des bombes à sous-munitions de fabrication russe RBK (250, 275 et 500) et KMG-U ont été utilisées, contenant des sous-munitions de type AO-2.5 et AO-1SCh, ODS-OS, OFAB-2.5, PTAB-1/M, PTAB-2.5/M et ShOAB-0.5<sup>200</sup>. La Cellule tadjike d'action contre les mines (TMAC) a indiqué avoir dépollué les zones à risque de sous-munitions AO-2.5 (422) et ShOAB-0.5 (21).<sup>201</sup>

### **Recueil des données**

La collecte des données est réalisée par la Cellule tadjike d'action contre les mines (TMAC) via la Croix-Rouge du Tadjikistan. Malgré les efforts accomplis en 2006 pour intégrer toutes les sources d'informations sur les victimes dans le système IMSMA, cette collecte est jugée incomplète. Plus particulièrement, les données sur les victimes pendant et après les frappes ne sont pas disponibles.<sup>160</sup>

### **Bilan des victimes**

Le nombre total de victimes de sous-munitions au Tadjikistan n'est pas connu. Au 26 septembre 2006, le TMAC avait enregistré 48 cas confirmés de victimes de sous-munitions, dont 30 tués et 18 blessés<sup>202</sup>. Toutes ces personnes ont été victimes de sous-munitions de type AO-2.5<sup>203</sup>. Les victimes de sous-munitions représentent 54,5 % de toutes les victimes de REG (80) signalées par le TMAC. Ce taux de victimes est similaire à celui du Vietnam et de la République démocratique populaire du Laos, où le type de REG est connu<sup>204</sup>. Au Tadjikistan, le taux de mortalité des victimes de sous-munitions est de 62,5 %. Il s'explique vraisemblablement par le fait que les incidents surviennent dans des zones reculées, difficiles d'accès pour les services d'urgence.<sup>205</sup>

# Lumière sur : le grand Moyen-Orient et l'Afrique du Nord

Le grand Moyen-Orient est l'une des régions les plus touchées par les sous-munitions, notamment en Iraq, mais également au Liban après les événements récents. Dans plusieurs pays de la région, des BASM ont été utilisées à différentes périodes, créant un chevauchement de la pollution. Combinée à une progression difficile des opérations de déminage en raison de l'insécurité régnant dans certains pays, cette situation multiplie le nombre de victimes et devrait persister dans un futur proche.

## AFGHANISTAN

Victimes confirmées : 1980 - 1 <sup>er</sup> juillet 2006				
	Total	Pendant les frappes	Après les frappes	Après le conflit
<b>Total général</b>	<b>701</b>	<b>216</b>	<b>71</b>	<b>414</b>
<b>Personnes blessées</b>	<b>550</b>	167	53	330
<b>Personnes tuées</b>	<b>150</b>	49	18	83
<b>Situation inconnue</b>	<b>1</b>	0	0	1
Hommes	305	93	28	184
Femmes	49	14	6	29
Garçons	224	77	29	118
Filles	31	7	2	22
Militaires	82	25	6	51
Démineurs	10	0	0	10
Autres	0	0	0	0
Principales activités	Agriculture / garde de troupeau (284)			
Principal lieu	Herat (103)			

### Résultats clés

- Des bombes à sous-munitions ont été utilisées par l'Union soviétique, les Talibans, l'Alliance du Nord et les troupes américaines entre 1980 et 2002.
- 701 victimes ont été enregistrées au 1<sup>er</sup> juillet 2006, mais la majorité des victimes touchées avant 2001 ne sont pas prises en compte.
- En moyenne, le nombre de victimes est estimé entre 25 et 30 personnes par an.

### Conditions d'utilisation et pollution

Des bombes à sous-munitions ont été utilisées lors de l'invasion soviétique (1979-1989), de la guerre civile (1992-1996), sous le régime taliban (1996-2001) et pendant l'offensive américaine (2001-2002). Même si le type de BASM utilisées par les Soviétiques n'est pas confirmé, la bombe la plus fréquemment déployée était la RBK-500, pouvant contenir les sous-munitions suivantes : OFAB-50UD, AO-2.5RTM, OAB-2.5RT, BetAB ou une version sophistiquée des modèles BetAB-M, PTAB et PTAB-1M<sup>206</sup>. En 1995, le gouvernement afghan a dénoncé le largage de bombes à sous-munitions sur la ville de Taloqan et de ses environs par l'armée russe<sup>207</sup>. Les Talibans et l'Alliance du Nord ont principalement employé des sous-munitions lancées au sol à l'aide de lance-roquettes multiples BM-21 de 122 mm.<sup>208</sup>

Lors de l'offensive contre les Talibans du 7 octobre 2001 au 18 mars 2002, les États-Unis ont surtout utilisé des bombes à sous-munitions par voie aérienne : des bombes CBU-87 avec munitions à effets combinés et des bombes CBU-103 avec conteneurs de sous-munitions (correction du guidage en fonction du vent). Chacune de ces bombes contient 202 sous-munitions de type BLU-97. Ces munitions sont utilisées pour frapper des cibles étendues ou mobiles. Elles s'avèrent dangereuses dans les zones d'habitation, souvent proches des sites occupés par les Talibans.<sup>209</sup>

Les États-Unis ont procédé à 232 frappes et largué environ 1 228 bombes contenant 248 056 sous-munitions<sup>210</sup>. Les sous-munitions BLU-97 présentent un taux d'échec officiel de 7 %.<sup>211</sup> D'après les opérations de déminage menées sur le terrain, les Nations Unies estiment que ce sont en fait environ 40 000 sous-munitions (16 %) qui n'ont pas explosé.<sup>212</sup>

### Recueil des données

Les informations sur les victimes de sous-munitions sont centralisées dans les bases de données du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et du Centre de lutte contre les mines des Nations Unies en Afghanistan (UNMACA).

Le CICR a commencé la collecte des informations en 1998 et constitue la principale source de données sur les victimes de REG. Il fournit à l'UNMACA environ 95 % de ses données sur les nouvelles victimes. Le CICR recueille des données à base communautaire dans toutes les zones polluées, par l'intermédiaire de la Société afghane du Croissant-Rouge (ARCS). L'UNMACA a commencé à collecter des données en 1988 et les enregistre au format IMSMA. Il est prévu que la collecte des données du CICR et de l'ARSC soit confiée à l'UNMACA, et centralisée dans une base de données unique d'ici 2007.<sup>213</sup>

L'ONG italienne Emergency recueille également des données sur les victimes via ses trois cliniques chirurgicales, mais elles ne sont pas intégrées dans les bases de données du CICR ou de l'UNMACA. Ces cliniques différencient les victimes des mines des victimes de REG, mais ne distinguent pas les victimes de sous-munitions<sup>214</sup>. Toutefois, l'hôpital des urgences de Kaboul étant le principal centre pour les traumatismes sévères, il est probable que des victimes de sous-munitions y soient prises en charge.



© John Rodsted

La collecte d'informations complètes sur les victimes de mines reste problématique en Afghanistan en raison des difficultés de communication et au temps requis pour centraliser les données. En 1998, les données recueillies par le CICR couvraient seulement une partie infime du pays; l'ensemble des provinces est pris en compte depuis 2006. Il semble toutefois que certaines victimes décédées avant d'obtenir une assistance médicale ne sont pas enregistrées. En raison du taux de mortalité globalement plus élevé des victimes de sous-munitions, il est probable qu'un nombre considérable de ces victimes n'aient pas été enregistrées au cours des années précédentes.

## Bilan des victimes<sup>215</sup>

Au total, le CICR a collecté des informations sur 701 victimes de sous-munitions entre 1980 et juillet 2006 en Afghanistan, dont 150 tués, 550 blessés et une victime à la situation inconnue. Il s'agit en grande majorité de personnes du sexe masculin: 57 % des victimes sont des hommes (397 personnes) et 32 % des garçons âgés de moins de 18 ans (224 personnes). Les filles âgées de moins de 18 ans représentent quant à elle 4 % des victimes (31 personnes), contre 7 % pour les femmes (49 personnes).

Environ la moitié des incidents survenus entre 1980 et 2006 ont eu lieu alors que les victimes effectuaient des activités de subsistance: garde de troupeaux (21 %, 149 personnes), activités agricoles (19 %, 135 personnes) et collecte de bois/nourriture/chasse (8 %, 56 personnes). Les garçons âgés de moins de 18 ans représentent 52 % des victimes qui gardaient des troupeaux (77 personnes). Les garçons et les filles âgés de moins de 18 ans représentent 84 % (56 personnes) des 67 victimes d'incidents survenus alors qu'ils jouaient et 48 % des 42 victimes ayant manipulé des sous-munitions. Deux garçons ont été blessés lors d'activités militaires. 16 % des victimes étaient de simples passants (59 personnes) ou voyageurs (55 personnes).

Seulement 18 victimes (dont sept démineurs) ont été tuées ou blessées dans des zones marquées, soit moins de 3 % des victimes. La plupart des personnes ont souffert de blessures multiples et 49 ont (partiellement) perdu la vue: au moins 273 personnes ont dû être amputées, souvent de plusieurs membres. 7 % des victimes (46 personnes) avaient suivi un programme d'éducation pour la prévention des accidents par mines et autres engins explosifs; une seule d'entre elles a été blessée suite à la manipulation de sous-munitions.

## Conflit/post-conflit

Au total, 121 victimes (17 %) de sous-munitions ont été enregistrées lors des frappes survenues entre octobre 2001 et mars 2002. Même s'il est impossible de certifier que ces personnes ont été victimes de cette nouvelle utilisation de sous-munitions, les articles de presse, les études de cas et les lieux des incidents (qui correspondent aux lieux des frappes) tendent à confirmer cette hypothèse pour la plupart des incidents<sup>216</sup>. En raison d'un recueil incomplet des données, seulement 95 victimes ont été enregistrées lors de l'invasion soviétique.

Le taux de victimes a été faible dans les douze mois ayant suivi l'invasion soviétique, puis les

frappes américaines, avec 71 victimes (10 %) ; cela s'explique peut-être par le fait que la population avait en grande partie trouvé refuge dans les pays voisins ou à Kaboul.

La plupart des victimes ont été enregistrées après le conflit (59 %, 414 personnes), avec 321 victimes confirmées 12 mois ou plus après la fin de l'invasion soviétique et 93 après les frappes américaines avec des BASM. Dans les deux cas, le nombre de victimes de sous-munitions après le conflit reste relativement constant. Cette constance peut s'expliquer par le retour récent des réfugiés. La moyenne post-conflit environ douze ans après l'invasion soviétique était de 27 victimes par an ; elle est légèrement plus élevée après l'intervention américaine, avec environ 29 victimes par an. Les experts confirment cette moyenne en annonçant 25 à 30 nouvelles victimes de sous-munitions par an, principalement à cause de sous-munitions soviétiques et, plus récemment, américaines, pour lesquelles la dépollution n'est pas terminée.<sup>217</sup>

#### Victimes civiles/militaires

Parmi les 464 victimes de sous-munitions enregistrées entre 1998 et 2006, seulement 35 (7 %) sont des militaires (démineurs militaires inclus). Seulement 4 victimes militaires sont à déplorer au cours des six mois de l'offensive américaine, lorsque la majorité des BASM ont été utilisées : à titre de comparaison, au moins 117 victimes civiles ont été enregistrées sur la même période (du 7 octobre 2001 au 18 mars 2002).

Entre 1980 et 1997, 53 des 237 victimes (22 %) étaient des militaires (démineurs militaires inclus), dont une personne de 14 ans et une autre de 12 ans ; on dénombre 18 victimes militaires pendant le conflit, entre 1980 et 1989.

#### Témoignage

En 2002, trois garçons afghans sont photographiés dans un gigantesque dépôt de munitions près de la base aérienne de Bagram en Afghanistan. Quelques jours plus tard, les trois garçons sont tués en tentant semble-t-il de récupérer du métal de valeur au milieu de toutes ces munitions.<sup>218</sup>



© John Rodsted

## IRAQ<sup>219</sup>

Total des victimes confirmées : 1991 - 2006 : 2 060				
Victimes confirmées : mars 2003 - mai 2006				
	Total	Pendant les frappes	Après les frappes	Après le conflit
<b>Total général</b>	<b>1,018</b>	<b>720</b>	<b>202</b>	<b>96</b>
<b>Personnes blessées</b>	<b>801</b>	613	131	57
<b>Personnes tuées</b>	<b>200</b>	90	71	39
<b>Situation inconnue</b>	<b>17</b>	17	0	0
Hommes	336	324	11	1
Femmes	87	84	3	0
Garçons	119	108	11	0
Filles	59	56	3	0
Militaires	6	0	6	0
Démoneurs	0	0	0	0
Autres	411	148	168	95
Principales activités	déplacements / activités de subsistance			
Principal lieu	Près de la maison			

#### Résultats clés

- Des bombes à sous-munitions ont été utilisées lors de la guerre Iran-Iraq, lors de la guerre du Golfe (1991), lors des opérations des forces de la coalition, puis pendant et après la guerre de 2003.
- Si au moins 2 060 victimes de sous-munitions ont été enregistrées, plusieurs sources estiment le nombre total de victimes entre 5 500 et 6 000.
- L'insécurité, le manque de volonté politique et l'absence d'un système complet de gestion des données expliquent le peu de données disponibles sur les victimes.

## Conditions d'utilisation et pollution

L'analyse des données recueillies en Iraq par les programmes d'éducation à la prévention des accidents par mines et engins non explosés (PEPAM) révèle que les premières victimes de sous-munitions remontent à 1985<sup>220</sup> : une utilisation fréquente par les Iraquiens de projectiles d'artillerie de 155 mm pourrait corroborer ce constat.<sup>221</sup>

Lors de l'opération « Tempête du désert » du 17 janvier au 27 février 1991, l'armée américaine a utilisé au moins 47 167 bombes contenant plus de 13 millions de sous-munitions de type BLU-61/63, 97, BLU APAM et Rockeyes. On estime à environ 2,6 à 5,9 millions le nombre de sous-munitions n'ayant pas touché leurs cibles<sup>222</sup>. Par ailleurs, environ 30 millions de sous-munitions de type DPICM ont été utilisées par la marine (missiles de croisière) ou l'artillerie<sup>223</sup>. Plus de 11 millions de sous-munitions ont été lancées par des lance-roquettes multiples (MLRS), telles que les roquettes M26<sup>224</sup>. Le 21 février 1991, 220 248 sous-munitions M77 ont été lancées depuis des lance-roquettes MLRS de type M270<sup>225</sup>. Les troupes britanniques ont utilisé 100 bombes JP-233, 8 bombes BL755 et 385 bombes CBU-87,<sup>226</sup> soit au minimum 103 446 sous-munitions de type BLU-97. Aucune donnée ne permet de connaître le nombre de bombes Belouga utilisées par les troupes françaises.

Les bombes à sous-munitions visaient des lance-missiles mobiles SCUD, des colonnes de tanks et de véhicules, ainsi que des cibles militaires et civiles en zone urbaine. Par conséquent, des sous-munitions non explosées se sont retrouvées sur des routes, des ponts et dans des zones d'infrastructures civiles. Le taux d'échec s'est avéré plus élevé que prévu en raison de l'altitude à laquelle les bombes ont été larguées et du sol meuble : jusqu'à un tiers n'a pas explosé<sup>227</sup>. En se limitant au taux d'échec officiel de 5 %, <sup>228</sup> plus de deux millions de sous-munitions n'auraient pas explosé.

Depuis l'opération « Renard du désert » en 1998, des missiles tirés à distance et guidés JSOW (Joint Stand Off Weapons) contenant des sous-munitions de type BLU-97 ont également été utilisées, notamment dans les zones d'exclusion aérienne. Ces dernières sont à l'origine de la pollution la plus récente dans le nord du pays.<sup>229</sup>

Pendant le conflit de 2003, l'armée américaine a utilisé au minimum 10 782 bombes d'artillerie contenant entre 1,7 et 2 millions de sous-munitions<sup>230</sup>, notamment de type M42, M46 et M77. L'étude des frappes par Human Rights

Watch et l'analyse<sup>231</sup> des données correspondant à 1 555 frappes sur 767 sites différents indiquent que les forces de la coalition ont largué au moins 2 477 BASM entre le 20 mars et le 9 avril 2003 : au moins 385 062 BLU-97, 44 954 Mk 118, 880 BLU-108 et 10 290 RBL755, soit au total 441 186 sous-munitions. Cela représente 27 574 sous-munitions par jour pendant 16 jours.<sup>232</sup>

Entre le 1er mai 2003 et le 1er août 2006, les États-Unis ont largué 63 bombes CBU-87 contenant 12 726 sous-munitions de type CBU-97.<sup>233</sup>

Le taux d'échec des sous-munitions du type BLU-97 est estimé à 4 à 6 %, contre de 5 à 23 % pour le type M77<sup>234</sup> et 14% en moyenne pour les types DPICM M42 et M46.<sup>235</sup>

Au nord de l'Iraq, MAG a dépollué 205 sites, principalement à Erbil (90) et Kirkuk (96). Il s'agissait surtout de sous-munitions de type BLU-97 mais aussi de type KB-1.<sup>236</sup>

## Recueil des données

Les sources d'informations sur les victimes de sous-munitions sont incomplètes. Pendant et après le conflit de 2003, l'Autorité provisoire de la coalition s'est vivement opposée à tout recueil de données, notamment si elles portent sur les sous-munitions.<sup>237</sup>

Jusqu'à aujourd'hui, aucune procédure de collecte de données n'a été élaborée pour les nouvelles victimes de mines/REG/engins explosifs improvisés en Iraq. Cela est dû principalement à l'insécurité, au manque de fonds et de ressources de l'Autorité nationale de lutte contre les mines (NMAA) en charge de la collecte d'informations sur les victimes, ainsi qu'au contexte politique en Iraq. Dans le nord du pays, les bureaux régionaux d'action contre les mines, MAG et d'autres fournisseurs de services recueillent des données sur les victimes, mais sans distinction entre les victimes de sous-munitions et celles d'autres REG.

L'enquête sur l'impact des mines terrestres en Iraq (ILIS) a permis d'identifier des victimes de sous-munitions dans certaines zones du centre et du sud du pays.

L'Organisation iraquienne de santé et de sécurité sociale (IHSCO) a mis en place un système de suivi des victimes de guerre mi-2004. Depuis le début de l'année 2006, le recueil rétrospectif des données porte sur les victimes de mines/REG après mars 2003 dans six gouvernorats (Bagdad, Karbala, al-Muthanna, Babel, Thi Qar et Diyala). Une distinction est faite pour les vic-

times de sous-munitions. Depuis août 2006, les opérations sont suspendues en raison de l'insécurité.<sup>238</sup>

Par ailleurs, les ministères fédéraux et régionaux de la santé enregistrent les victimes de guerre présentant un handicap, mais aucun élément ne mentionne le type d'engin impliqué et les données incluent les personnes blessées par balle et par engin explosif improvisé<sup>239</sup>. En 2003, CIVIC a recueilli des informations sur les victimes civiles de la guerre, y compris sur des victimes de sous-munitions<sup>240</sup>. Avant 2003, UNOPS et MAG étaient en charge de cette collecte au nord du pays. En 2001, le CICR aurait collecté des données sur les victimes de mines et de REG au sud de l'Iraq<sup>241</sup>. Toutefois, ces informations n'ont pas été communiquées. A Basra, au sud du pays, les Nations Unies ont mis en place un système de suivi des victimes pour pallier ce manque de données. La guerre de 2003 n'a pas permis de rendre ce système opérationnel.

### Bilan des victimes

Les données recueillies auprès de différentes sources ne permettent pas de mesurer correctement l'ampleur du problème, ni de vérifier les informations en profondeur ou encore de créer un profil de victime visant à mettre en place un programme d'éducation pour la prévention des accidents par mines et autres engins explosifs ou un système d'aide aux victimes. Toutefois, le peu d'informations disponibles indique que le nombre de victimes de sous-munitions est très largement minoré.

Au moins 2 060 personnes ont été enregistrées comme victimes confirmées de sous-munitions entre 1991 et 2006, dont 733 tués, 1 310 blessés et 17 victimes à la situation inconnue. Parmi ces victimes, on dénombre au moins 255 enfants.

Ces chiffres doivent être considérés comme incomplets, car ils ne tiennent compte d'aucune estimation ou donnée ne pouvant être vérifiée, ceci afin d'éviter tout doublon. Une étude des articles de presse et des documents de recherche incluant des estimations indiquerait au moins 5 500 à 6 000 victimes de sous-munitions non explosées en Iraq entre 1991 et 2006.

### Mars 2003 – septembre 2006

L'étude des données de Human Rights Watch sur la période de mars à septembre 2003 permet d'identifier au moins 695 victimes de sous-munitions, dont 84 tués, 594 blessés et 17 victimes à la situation inconnue. Parmi ces victimes, au moins 157 étaient des enfants<sup>242</sup>. Ce total n'inclut pas les estimations, ni les victimes

pour lesquelles la cause de la blessure n'était pas confirmée comme provenant de l'explosion d'une sous-munition. Cette approche exclut par conséquent les 635 victimes civiles (254 tués, 381 blessés) à al-Najaf, probablement imputables pour la plupart à des sous-munitions<sup>243</sup>. Human Rights Watch estime le nombre total de victimes de sous-munitions à plus de 1 000<sup>244</sup>. De son côté, l'UNICEF estime que plus de 1 000 enfants ont été tués ou blessés « par des armes telles que des bombes à sous-munitions ».<sup>245</sup>

Handicap International a identifié neuf autres enfants victimes de sous-munitions en avril 2003, dont trois tués et six blessés (huit garçons et une fille).<sup>246</sup>

Des membres des brigades de la paix espagnols ont enregistré neuf morts (dont une femme) et 36 blessés (cinq femmes, deux garçons, une fille et deux hommes) à al-Rashid et Yusifa (Bagdad) lors de frappes de bombes à sous-munitions les 25 et 26 mars et le 3 avril 2003. Ils ont également enregistré six blessés (cinq hommes et un enfant) par des sous-munitions à al-Dora le 2 avril.<sup>247</sup>

Une étude des données de l'Organisation iraquienne de santé et de sécurité sociale (IHSCO) entre mars et juin 2006 permet de constater que 148 des 193 victimes (77 %) sont imputables aux sous-munitions (26 autres étant victimes de mines antipersonnel), dont 40 tués et 108 blessés. La grande majorité des victimes de sous-munitions sont des hommes (83 %, 123 personnes). 57 victimes sont des enfants, la classe d'âge des 11-20 ans étant la plus représentée (43 personnes). D'après les profils de victimes des autres pays pollués par des sous-munitions, l'écrasante majorité des victimes serait de sexe masculin. Près de la moitié des victimes exerçaient une activité de subsistance (48 %) : activité agricole (29 %, 43 personnes), garde de troupeaux (18 %, 26 personnes) et collecte d'eau/bois/herbage (1 %, 2 personnes). Les initiatives personnelles de déminage ont fait cinq victimes, contre une lors d'un déminage militaire et une autre lors de la collecte de fragments de métaux. Sur l'ensemble des victimes, 92 personnes (62 %) ne savaient pas qu'elles évoluaient dans une zone à risque tandis que 34 (23 %) se sont rendues en connaissance de cause sur ces zones pour des raisons économiques. La plupart des incidents ont eu lieu à Karbala (57 personnes) et à Babylon (32 personnes).<sup>248</sup>

L'enquête sur l'impact des mines terrestres en Iraq (ILIS) a enregistré 95 victimes récentes de sous-munitions jusqu'en avril 2006.<sup>249</sup> Elle a per-

mis de constater que dans les zones centre-sud de l'Iraq (Karbala, Najaf, Qadissiyah, Wassit et al-Hilla), les sous-munitions constituaient « la première cause de mortalité et de blessure ». Ces gouvernorats « présentent les taux de victimes les plus élevés [...] en raison de la nouvelle pollution suite au récent conflit »<sup>250</sup> et les victimes de sous-munitions représentent 77 % des victimes dernièrement enregistrées : 83 % à Najaf, 81 % à Karbala, 80 % à al-Hilla, 72 % à Qadissiyah et 67 % à Wassit. A titre comparatif, dans les quatre gouvernorats du sud (Basra, Thi Qar, Messan et al-Muthanna), le taux de victimes récentes de sous-munitions est de seulement 9 %. Ces chiffres ne sont pas complets, un nombre limité de communautés ayant pu être étudiées en raison de l'insécurité.

La liste des victimes civiles compilées dans la base de données de l'organisation IBC (Iraqi Body Count) et de CIVIC répertorie au moins 25 décès (12 hommes, une femme, sept garçons et cinq filles) dus à des sous-munitions entre mars et avril 2003. Une autre victime des sous-munitions figure dans la base de données de l'IBC à la date du 19 mars 2006<sup>251</sup>. En mai 2003, l'IBC estime que 200 à 372 civils ont été tués par des sous-munitions non explosées, dont au moins 147 après le conflit.<sup>252</sup>

### *Victimes de sous-munitions avant 2003*

Jusqu'en août 1991, 168 Iraquiens ont été tués et 440 autres blessés par des sous-munitions.<sup>253</sup> Depuis la fin de la guerre du Golfe (1991), plus de 4 000 civils ont été tués ou blessés par des sous-munitions non explosées.<sup>254</sup> Jusqu'en février 1993, au moins 1 600 personnes ont été tuées, dont 400 civils iraqiens, et 2 500 blessées par des sous-munitions.<sup>255</sup>

La presse a également relaté plusieurs incidents, dont un impliquant un garçon de huit ans et sa sœur lors d'un pique-nique familial en 1993 (la sœur a été blessée, le garçon tué). En 1994, une sous-munition non explosée tue un garçon de 13 ans et sa sœur de 11 ans. En 1997, un agriculteur perd la vie alors qu'il travaillait sur son exploitation dans le gouvernorat de Qadissiyah ; cet incident a également blessé une autre personne<sup>256</sup>. En mai 2000, trois enfants iraqiens âgés de 13 à 16 ans sont tués et un autre blessé par une sous-munition non explosée. En 2000, trois enfants sont blessés dans une zone rurale à proximité de Mossoul<sup>257</sup>. En février 2001, un garçon est tué par une sous-munition dans la province de Karbala, six enfants sont blessés dans la ville de Bassora, plus au sud, et deux garçons sont blessés par une sous-munition alors qu'ils gardaient des

moutons dans l'ouest du pays<sup>258</sup>.

Pendant la guerre du Golfe (1991), les sous-munitions sont à l'origine d'au moins 80 victimes américaines (dont 25 tués)<sup>259</sup>. Plus de 100 experts NEDEX sont morts lors des opérations de déminage réalisées après le conflit, dont un Brigadier général égyptien<sup>260</sup>. En raison du taux d'échec élevé des sous-munitions lancées par l'artillerie, le taux de victimes chez les soldats américains s'est envolé après le conflit, si bien qu'il a fait l'objet d'une enquête du Congrès.<sup>261</sup>

## **KOWEÏT**

### **Résultats clés**

- Les bombes à sous-munitions de la guerre du Golfe (1991) ont fait jusqu'à 4 000 victimes jusqu'en 2003. Au Koweït, le nombre de victimes a toutefois commencé à baisser à partir de 1995.
- Le nombre total de victimes de sous-munitions n'est pas connu, car les données recueillies ne sont pas à jour. On sait toutefois que les sous-munitions continuent de faire des victimes au Koweït.

### **Conditions d'utilisation et pollution**

Les États-Unis, le Royaume-Uni et la France ont utilisé des bombes à sous-munitions au Koweït lors de la guerre du Golfe en janvier et février 1991<sup>262</sup>. Dans ce pays, le problème des REG a été aggravé par les bombes et les sous-munitions suivantes : bombes CBU-52 (BLU-61), CBU-58 (BLU-63), CBU-59 (BLU-77), CBU-71 (BLU-86), CBU-87 (BLU-97), Mk 20 Rockeye (M118), projectiles M483 et M864 (DPICM M42 et M46), MLRS M270 (DPICM M77) pour les États-Unis, BL755 pour le Royaume-Uni<sup>263</sup> et BL-66 Belouga (GR-66-EG)<sup>264</sup> pour la France. D'après le General Accounting Office (GAO) américain, les sous-munitions non explosées ont créé des « champs de mines de fait » dans certaines zones de combat au Koweït.<sup>265</sup> Entre 1991 et 2001, les opérations de déminage ont concerné plus de 1,6 million de REG et de mines, ce qui a permis de réduire l'impact à long terme des sous-munitions non explosées<sup>266</sup>, et par conséquent le nombre de victimes dès 1995<sup>267</sup>. Toutefois, en 2002, les opérations annuelles mettaient encore au jour 2 400 sous-munitions, soit autant que l'année précédente<sup>268</sup>. En février 2006, deux BASM ont été découvertes lors de travaux sur une route au nord du pays. Des rapports non officiels indiquent que d'autres sous-munitions ont été trouvées à proximité d'une base aérienne militaire, ainsi que dans une zone industrielle.<sup>269</sup>

## Recueil des données

L'Institut koweïtien pour la recherche scientifique (KISR) a recueilli les données les plus complètes sur les victimes civiles de la guerre. En janvier 2001, le KISR a constitué une base de données des victimes déplorées entre août 1990 et janvier 2001.

Ces données issues des hôpitaux gouvernementaux incluent les informations suivantes: sexe, âge, nationalité, lieu de résidence, profession de la victime, date et lieu de l'incident, type de blessure, nom de l'hôpital et prise en charge médicale. En revanche, la base de données ne distingue pas systématiquement les victimes de sous-munitions.<sup>270</sup> Des contraintes de financement n'ont pas permis à KISR de mettre à jour cette base de données depuis 2001.<sup>271</sup>

## Bilan des victimes

Le Ministère koweïtien de la Défense et les experts du Centre de renseignement NGIC de l'armée américaine estiment à plus de 4 000 le nombre de civils tués ou blessés par des sous-munitions depuis la fin de la guerre du Golfe (1991), dont au moins 1 200 civils koweïtiens tués dans les deux ans ayant suivi le conflit.<sup>272</sup>

Le KISR a enregistré 1 652 victimes de guerre au Koweït entre 1991 et 1992. Entre 1991 et 2001, les REG sont à l'origine de 175 (7 %) des 2 386 blessés de guerre et de 119 (28 %) des 421 décès enregistrés<sup>273</sup>. D'après le personnel médical des hôpitaux du pays, environ 60 % des personnes blessées par les REG étaient des enfants âgés de moins de 16 ans<sup>274</sup>. Lors des opérations de déminage des REG au Koweït, 84 personnes ont été tuées et 200 blessées.<sup>275</sup>

D'autres incidents liés à des sous-munitions ont été signalés: en 2000, une sous-munition de type BLU-97 a blessé 3 personnes, tandis qu'une autre de type Rockeye a fait un mort<sup>276</sup>. En 2005, un soldat a été blessé par une sous-munition lors d'une opération de déminage menée au nord-ouest du pays<sup>277</sup>. Le 1er mai 2006, un camion transportant des munitions et des sous-munitions désamorçées a explosé au Koweït, blessant deux personnes.<sup>278</sup>

## LIBAN

Victimes confirmées : de 1975 au 9 octobre 2006				
	Total	Pendant les frappes	Après les frappes	Après le conflit
<b>Total général</b>	<b>494</b>	<b>53</b>	<b>176</b>	<b>265</b>
<b>Personnes blessées</b>	<b>376</b>	<b>35</b>	<b>141</b>	<b>200</b>
<b>Personnes tuées</b>	<b>118</b>	<b>18</b>	<b>35</b>	<b>65</b>
<b>Situation inconnue</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Hommes	276	31	72	173
Femmes	46	6	13	27
Garçons	92	10	31	51
Filles	22	6	7	9
Militaires	15	0	10	5
Démineurs	4	0	4	0
Autres	39	0	39	0
Principales activités	Près du domicile (108) / agriculture (73) / jeu (59)			
Principal lieu	Près du domicile (108)			

## Résultats clés

- Quatre millions de sous-munitions au moins ont été utilisées en juillet-août 2006
- Après le 14 août 2006, 142 morts et blessés ont été enregistrés et 338 l'ont été avant le 12 juillet 2006.
- Le nombre moyen de victimes était de 2 par an avant le conflit de 2006, mais le taux moyen est de 2,5 par jour après le conflit de 2006.

## Conditions d'utilisation et pollution

Israël a fait usage de bombes à sous-munitions au Liban en 1978, 1982, 1996, décembre 2005<sup>279</sup> et en juillet-août 2006. Avant 2006, les types les plus utilisés étaient les suivants: les bombes BLU-18B, BLU-26B, BLU-63, Mk 118, M42 et M43<sup>280</sup>. Israël a cessé d'utiliser les BASM pendant plusieurs années après 1982, lorsque le gouvernement Reagan a annoncé, en juillet de cette année, qu'il allait interdire de nouvelles exportations de ces armes à Israël parce qu'Israël aurait violé le Traité d'assistance mutuelle de 1952 avec les Etats-Unis interdisant l'usage de bombes à sous-munitions dans des zones civiles telles Fakhani, Sabra, Shatila, Burj al-Barajneh, Haret Hreik, et Dahya, des banlieues de Beyrouth.<sup>281</sup>

Lors du conflit de 2006, des bombes BLU-63 larguées par avion (principalement produites en 1973), des roquettes M42, M46, M77 et M85 lancées par l'artillerie, la version israélienne des M42 et un modèle plus récent comportant un mécanisme d'autoneutralisation et d'autodestruction ont été utilisées. Des MZD-2<sup>282</sup> et des KB-2 chinoises auraient également été trouvées.<sup>283</sup> Les médias ont rapporté qu'un commandant en

chef des armées avait déclaré que les forces de défense israéliennes (IDF) avaient lancé 1800 roquettes M26, contenant au total 1,59 millions de sous-munitions M77. Ce chiffre ne comprend pas les autres bombes à sous-munitions lancées du sol ou larguées par avion. Les Nations unies ont trouvé un nouveau taux d'échec de 40 % environ,<sup>284</sup> ce qui est plus élevé que le taux d'échec officiel situé entre 5 % et 23 %.<sup>285</sup>

Les médias ont rapporté également que les forces israéliennes ont tiré environ 160.000 projectiles d'artillerie dont on suppose que 20 % étaient des bombes à sous-munitions. Cela signifierait que 2,8 millions de sous-munitions ont été larguées.<sup>286</sup> Le fait que des zones d'impact des sous-munitions se chevauchent, que la dépollution de celles qui sont visibles perturbe les zones d'impact et que les enquêtes soient incomplètes, font qu'il est impossible d'estimer le nombre total de sous-munitions larguées, ainsi que leur taux d'échec. Toutefois, le Centre de coordination des mines des Nations unies au Liban Sud (MACC-SL), estime que les taux d'échec sont de 32 à 40 % dans l'ensemble.<sup>287</sup> Cela signifierait qu'il reste entre 1,28 et 1,6 million de sous-munitions non explosées sur le sol. Les experts de MAG estiment que le taux d'échec de la BLU-63 est de 80 % en moyenne et que celui des séries M est de 25 % en moyenne dans la zone de Nabatiyyah. Ils n'ont pas trouvé de frappes par bombes à sous-munitions au-dessus de la ligne 703° sur la carte des forces intérimaires des Nations unies (FINUL) au Liban.<sup>288</sup>

Diverses explications ont été fournies sur cette recrudescence de l'utilisation des bombes à sous-munitions dans les derniers jours précédant le cessez-le-feu ; entre autres, l'impossibilité de détruire les lanceurs mobiles de roquettes avec des armes de précision et le transfert du commandement d'un général d'aviation à un général d'infanterie – pour qui les BASM auraient été une arme opérationnelle de premier choix.<sup>289</sup> D'autres experts ont dit que le schéma des frappes laisse penser que les BASM ont servi à protéger les flancs, notamment dans la vallée de Marjayoun, autour de laquelle se trouvent les zones les plus sévèrement contaminées. Quoi qu'il en soit, les bombardements ont été effectués en larguant deux salves de sous-munitions : une salve avant que des munitions plus puissantes détruisent la cible, ce qui place les sous-munitions dans les décombres et une après la destruction, plaçant ainsi les sous-munitions sur le dessus des décombres.<sup>290</sup>

Le Hezbollah aurait utilisé un petit nombre de bombes à sous-munitions (KB-1).<sup>291</sup>

## Recueil des données

Le Centre libanais de documentation sur les mines (LMRC) de la Faculté des sciences de l'université de Balamand conserve une base de données sur les mines, et fournit des informations sur les victimes au Bureau national de déminage (NDO) et au MACC-SL pour compléter leurs bases de données IMSMA. Les données IMSMA sont synchronisées par le Bureau national de déminage. Le LMRC met constamment à jour sa base de données en rendant visite aux nouvelles victimes et en enquêtant de nouveau sur les victimes et les communautés précédemment enregistrées.



© Handicap International

Au cours du conflit du 12 juillet au 14 août, la Croix-Rouge libanaise a recueilli des données sur ses interventions, y compris les informations médicales. Ces informations sont décomposées de manière à pouvoir en extraire des informations sur les blessés par armes.<sup>292</sup> Toutefois, elles n'ont pas été communiquées.

Depuis le cessez-le-feu de 2006, des agents de liaison avec les communautés, envoyés par les Nations unies, et des équipes du NEDEX du MACC-SL, enregistrent les données sur les victimes quand ils les rencontrent au cours de leurs actions. Les formulaires IMSMA recueillis ne contiennent pourtant que le minimum d'informations nécessaires (par exemple, le nom, la date, le lieu, tué/blessé) en attendant l'enquête et la vérification suivant la phase d'urgence. Des victimes de bombes sous-munitions non confirmées ont également été enregistrées en attendant que les vérifications soient effectuées.<sup>293</sup>

Les données recueillies par le LMCR et les équipes de PEPAM et du BND donnent des informations sur les victimes. En outre, les médias nationaux donnent des informations complètes sur les nouvelles victimes, notamment les nouvelles diffusées à la télévision.

Pendant, les experts déclarent qu'un nombre substantiel de victimes pourraient ne pas être

signalées.<sup>294</sup> Les victimes sont signalées uniquement dans les zones accessibles<sup>295</sup> où on trouve l'eau, l'électricité et des moyens de communication, mais « à dater du 5 septembre 2006, près de 80 % des villages du Sud n'avaient toujours pas d'eau ni d'électricité ».<sup>296</sup> Les médecins de la FINUL ont également traité des victimes de bombes à sous-munitions, qui ne seraient pas, paraît-il, incluses dans les données IMSMA.<sup>297</sup>

Il est également clair que la plupart des combattants du Hezbollah victimes des bombes à sous-munitions pendant et après le conflit ne sont pas comprises dans les bases de données, et que celles qui y figurent ne sont pas enregistrées comme telles.<sup>298</sup>

### **Bilan des victimes**

Au 9 octobre 2006, on avait enregistré au moins 494 victimes de bombes à sous-munitions au Liban, dont 118 tués et 376 blessés. Les enfants constituent 23 % des victimes, mais la plupart d'entre eux sont des garçons (92, soit 19 % du total). 338 victimes au total ont été enregistrées avant le 12 juillet 2006 et 156 l'ont été entre le 12 juillet et le 9 octobre 2006. Parmi celles qui ont été enregistrées, ne figurent pas jusqu'à 30 cas non confirmés, de personnes qui auraient été victimes de BASM pendant ou juste après le conflit, ou les personnes qui auraient été traitées par les bataillons de la FINUL (le total serait de 145 personnes).<sup>299</sup> Ce total ne comprend pas non plus les combattants du Hezbollah victimes de bombes à sous-munitions, car ces informations n'ont pas été obtenues.

#### *Après le 12 juillet 2006*

##### **Pendant le conflit (du 12 juillet au 14 août)**

Les bombes à sous-munitions ont été utilisées pendant tout le conflit, mais 90 % d'entre elles semblent l'avoir été pendant les dernières 72 heures. Du fait que la plupart des habitants avaient fui le Liban Sud avant le 10 août, le nombre de victimes civiles a certainement été réduit pendant ce conflit. Toutefois, 100 000 civils environ n'ont pas pu partir et une minorité a décidé de rester sur place pour protéger ses biens.<sup>300</sup>

Entre le 12 juillet et le 14 août, la Croix-Rouge libanaise a enregistré 285 tués et 886 blessés.<sup>301</sup> Les informations sont décomposées de telle sorte que les blessés par arme de guerre puissent en être extraits. Ces informations n'ont pas été communiquées.

Il existe plusieurs cas confirmés et non confirmés de victimes de bombes à sous-munitions. Le 19 juillet 2006, une personne a été tuée et 12 blessées au cours d'une frappe de BASM par tirs

d'artillerie à Blida; parmi les victimes, se trouvaient cinq garçons et deux filles de moins de 18 ans, quatre femmes et deux hommes.<sup>302</sup>

Les 18 et 21 juillet, on a signalé que deux enfants avaient été tués par l'explosion de bombes à sous-munitions à Naqoura.<sup>303</sup>

Des membres de la Coalition contre les sous-munitions (CMC) ont enregistré au moins quatre tués civils, dont deux enfants, en raison des bombardements à Yaroun pendant le conflit. En revanche, on ne sait pas exactement si elles ont été directement victimes de bombes à sous-munitions. Selon la CMC, un homme âgé est mort des suites d'une frappe par BASM à Beit Yahoun, le 10 août 2006.<sup>304</sup>

L'hôpital de Ragheb Harb, géré par le Croissant Rouge irakien à Nabatiyyah, a signalé qu'il avait reçu 10 à 15 victimes souffrant de blessures correspondant à celles infligées par les bombes à sous-munitions dans les quatre derniers jours du conflit.<sup>305</sup> Les habitants du village d'Ayn Baal (Tyr), ont déclaré que six enfants âgés de 1 à 13 ans sont morts à la suite de frappes par bombes à sous-munitions les 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> jours du conflit. Cela s'est passé le long de la route reliant Ataroun et Tyr.<sup>306</sup> Il n'existe pas d'autre preuve confirmant ces déclarations.

##### **Après les frappes (du 14 août au 9 octobre)**

L'analyse de la base de données du LMRC indique qu'il y a eu au moins 142 victimes, dont 21 tués et 121 blessés jusqu'au 9 octobre 2006. L'analyse de 107 cas enregistrés détaillés et vérifiés est disponible. La majorité des victimes sont masculines : 65 % sont des hommes (70) et 21 % des garçons de moins de 18 ans (23) ; quatre victimes sont des filles (4 %) et six sont des femmes (6 %) ; 4 % sont indéterminées. La plupart des victimes ont été atteintes alors qu'elles étaient près de leur domicile ou chez elles, 15 pendant qu'elles se livraient aux travaux des champs ; 10 pendant qu'elles gardaient le bétail. Huit victimes ont été atteintes alors qu'elles jouaient avec des sous-munitions, sept d'entre elles étaient des enfants ; huit autres victimes (dont quatre militaires) ont été touchées au cours d'opérations de nettoyage. Une personne au moins était de nationalité syrienne.

La plupart des victimes (50) se trouvaient à Nabatiyyah, Bint Jbeil, et Tyr. Il y a eu treize victimes le premier jour du cessez-le-feu (14 août 2006) et onze le 18 août. Au cours du premier mois suivant le cessez-le-feu, le nombre moyen des victimes s'est élevé à un peu plus de trois par jour, puis ce chiffre est descendu à un peu plus de deux. D'autres rapports non confirmés font état d'un

militant Hezbollah tué à Yohmour et de deux blessés dans la région de Nabatiyyah tandis qu'ils se livraient à des opérations de déminage après le conflit. Il a été dit que le Hezbollah avait retiré beaucoup de sous-munitions mais que cela « avait coûté très cher ».<sup>307</sup>

### *Victimes avant le 12 juillet 2006*

Le LMRC a enregistré 338 victimes de bombes à sous-munitions entre 1975 et 2005, dont 95 tués et 243 blessés. La plupart de ces victimes ont été touchées dans l'ouest de la Bekaa, à Nabatiyyah et Hassabiyyah. Parmi les victimes, on compte 23 % d'enfants (80), mais 65 des 95 tués étaient des enfants, dont 52 étaient des garçons. Les principales occupations au moment des faits étaient les travaux des champs (58) et des activités à proximité du domicile (58). Cinq hommes seulement ont été enregistrés comme victimes militaires.

Il y avait, en moyenne, deux ou trois nouvelles victimes par an suite aux bombes à sous-munitions avant 2006. Ce taux devrait rester stable, car de nombreux marquages de zones dangereuses ont disparu ou se sont détériorés au fil du temps, tandis que les opérations de déminage sont limitées. Il est cependant probable que certaines des victimes dans l'Ouest de la Bekaa et la zone frontalière ne soient jamais enregistrées.<sup>308</sup>

En 2005-2006, plusieurs incidents liés à des BASM larguées vers la fin de 2005, se sont produits. Pourtant, aucune victime n'a été signalée.<sup>309</sup>

Comparaison avec les victimes de mines et de résidus explosifs de guerre post-conflit

En septembre 2006, 3 457 victimes (929 tués et 2528 blessés) étaient enregistrées dans la base de données. Avant juillet 2008, les victimes des bombes à sous-munitions constituaient près de 11 % des victimes : au 9 octobre, elles sont plus de 13 %. Les autres victimes de résidus explosifs de guerre constituent 20 % des effectifs.



© LMRC

### **Témoignage**

Salima (à gauche) est mère de cinq enfants, trois filles et deux garçons, dont deux sont handicapés – Ali (23 ans) et Maryam (42 ans) – et vivent toujours avec elle. Au cours du récent conflit, huit personnes suspectées d'être des militants du Hezbollah vivaient dans une maison voisine et le quartier a été plusieurs fois pilonné par des bombes à sous-munitions, si bien que la famille est allée se réfugier chez les parents de Salima jusqu'au cessez-le-feu. En rentrant chez elle à pied, avec son père et ses enfants, Salima a remarqué partout des signes de destruction, ainsi que plusieurs sous-munitions avec des rubans. Le père de Salima a enlevé, très soigneusement, avec son pied, une sous-munition de la route, pour que ses petits-enfants ne marchent pas dessus. Arrivés à la maison, Maryam et Ali ont attendu dehors pendant que Salima et son père rentraient à l'intérieur. Salima enlevait les grosses pierres à la main et balayait les petits débris avec un balai. Tout à coup, elle a senti quelque chose d'étrange, mais n'a pas entendu d'explosion. Elle avait heurté une sous-munition avec son balai. Elle a reçu des éclats d'obus dans la tête, un dans le front et des blessures graves à la poitrine, sur les cuisses et à la taille. Elle subi plusieurs opérations et son état exige toujours un traitement régulier.

Salima, qui travaillait dans le tabac et qui possède une petite oliveraie ne pourra peut-être plus jamais travailler. L'oliveraie et le jardin autour de la maison sont toujours zone interdite car d'autres sous-munitions y sont dispersées et toutes les olives seront perdues à moins que la famille ne prenne de très gros risques pour les récolter.

Pendant ce temps, Ali est traumatisé par les événements et depuis qu'il a entendu le « boum » et les cris de sa mère, il s'est coupé du monde et s'identifie seulement aux personnages de dessin animé de la télévision, chose qu'il ne faisait pas avant l'accident.<sup>310</sup>



© Handicap International

## ARABIE SAOUDITE

### Conditions d'utilisation et pollution

Des bombes à sous-munitions ont été utilisées par les Etats-Unis contre l'armée iraquienne lors de la guerre du Golfe de 1991 à Ras al-Khafi (au nord de l'Arabie saoudite) au cours de la bataille de Khafji, du 29 janvier au 2 février 1991.<sup>311</sup> Des résidus explosifs de guerre se trouvent dans les zones frontalières au nord de l'Arabie Saoudite, qui sont peu peuplées.<sup>312</sup>

### Recueil des données sur les victimes

Il n'existe aucun mécanisme connu de recueil des données sur les victimes de guerre en Arabie Saoudite et aucune victime de bombe à sous-munitions n'a été signalée. Étant donné la pollution dans les zones peu peuplées, il est probable que l'incidence humaine est insignifiante. Il est néanmoins possible que des victimes n'aient pas été signalées en raison d'un environnement reculé et peu hospitalier.

## SYRIE

### Résultats clés

- Le nombre des victimes des sous-munitions en Syrie n'est pas connu, mais un des soldats de la paix des Nations unies, au moins, a été tué.

### Conditions d'utilisation et pollution

Israël a utilisé les bombes à sous-munitions sur les Hauts du Golan pendant la guerre d'octobre 1973 à mai 1974 et on a signalé des résidus de pollution.<sup>313</sup> On dit qu'Israël en a également largué par avion contre des camps d'entraînement de groupes armés non gouvernementaux, près de Damas, en 1973.<sup>314</sup>

### Recueil des données

Il n'existe aucun mécanisme de collecte de données en Syrie, mais les ONG locales et les dispensaires dans les zones affectées par les mines et les résidus explosifs de guerre, signalent les victimes, au cas par cas, aux autorités gouvernementales locales, pour qu'elles puissent être indemnisées et toucher une pension. Les autorités locales ne conservent pas de base de données centrale.<sup>315</sup> On ne sait pas si les personnes victimes de bombes à sous-munitions sont différenciées.

### Bilan des victimes

En raison de l'absence d'un système de gestion des données, on ne connaît pas le nombre des victimes de bombes à sous-munitions, de mines et autres résidus explosifs de guerre.

La chute d'une sous-munition qui s'est détachée d'un coteau dans la zone du plateau du Golan à cause de la fonte des neiges a entraîné au moins la mort d'un médecin autrichien des forces de maintien de la paix.<sup>316</sup>

## SAHARA OCCIDENTAL/ MAROC

### Résultats clés

- Deux victimes civiles au moins sont à mettre sur le compte de bombes à sous-munitions dans le Sahara occidental.
- Le nombre total des victimes de bombes à sous-munitions est inconnu en raison des rapports limités et peu cohérents; la mise au point de recueils des données, associée à un travail d'enquête, pourrait permettre d'en savoir davantage sur ces victimes.

### Conditions d'utilisation et pollution

Les bombes à sous-munitions ont été utilisées au Sahara occidental<sup>317</sup> entre 1975 et 1991 par l'armée royale marocaine quand elle combattait, par intermittence, le Front Polisario.<sup>318</sup> Le cessez-le-feu de 1991 a donné abouti à la division du territoire par 2400 km de mur de défense en terre – que l'on appelle des bermes – entre le Polisario et le Maroc, et à un énorme problème de mines et de résidus explosifs de guerre, dans les zones affectées, des deux côtés des bermes, où vivent environ 10.000 Sahraouis nomades.<sup>319</sup>

Les sous-munitions utilisées comprennent des sous-munitions américaines M42, lancées par l'artillerie.<sup>320</sup> On ne connaît pas l'étendue exacte de la pollution dans le Sahara occidental, mais Landmine Action UK a signalé une importante pollution causée par des bombes à sous-muni-

tions larguées par avion ou depuis le sol.<sup>321</sup> La Mission des Nations unies pour un référendum au Sahara occidental (MINURSO) indique que les sous-munitions sont dispersées dans les zones de Mehaires, Tifariti et Bir Lahlou, là où l'armée marocaine a mené des offensives en août et septembre 1991.<sup>322</sup> Les sous-munitions, d'autres résidus explosifs de guerre et la pollution par mines se concentrent principalement dans la région du Sahara occidental contrôlée par le Polisario, mais d'autres zones sous contrôle marocain sont également touchées.<sup>323</sup>

### **Recueil des données**

Il n'existe aucun système complet de recueil des données au Sahara occidental. La MINURSO a conservé quelques données sur les victimes. Ses archives ne sont cependant pas complètes et difficiles d'accès en raison de l'absence d'un système d'archivage systématique et standardisé, l'absence de mécanismes de vérification, et aussi par manque de temps.<sup>324</sup> La MINURSO a enregistré des incidents, mais n'a pas toujours enregistré les caractéristiques des victimes pour ces incidents.<sup>325</sup> Les données sont conservées dans un système IMSMA, mais il faudrait former ceux qui rassemblent les données pour la MINURSO, Landmine Action UK et le Polisario, afin de tirer le meilleur parti possible de la gestion des données entre les différents acteurs.

<sup>326</sup> Landmine Action UK, avait prévu, à la fin de 2006, d'entreprendre la collecte des données au Sahara occidental au cours d'un projet d'enquête et de déminage.<sup>327</sup>

En novembre 2005, la Campagne Sahraouie pour interdire les mines a mené une enquête sur les victimes dans les quatre principaux camps de réfugiés, mais il lui a été impossible de fournir les informations parce que les formulaires des victimes ne distinguaient pas les victimes de sous-munitions. Par contre, ces informations ont été enregistrées dans les remarques générales.<sup>328</sup>

### **Bilan des victimes**

En 1998, un incident impliquant une sous-munition a fait deux morts.<sup>329</sup> La MINURSO a enregistré deux accidents causés par des sous-munitions sur un total de 39 dus à des mines ou résidus explosifs de guerre entre 1992 et 2000. On ne connaît pas le nombre de victimes de ces deux accidents. Par comparaison, quatre accidents causés par des mines antipersonnel et 16 par des résidus explosifs de guerre non identifiés (41 %) ont été rapportés pendant la même période.<sup>330</sup>



# Conclusion

Les bombes à sous-munitions, mises au point et utilisées respectivement par les Soviétiques et les Allemands pendant la Deuxième Guerre mondiale sont apparues comme un outil de guerre moderne en Asie du Sud-est entre 1964 et 1973. Depuis, des centaines de millions, peut-être des milliards, de sous-munitions ont été utilisées dans au moins 23 pays ou zones non reconnues au plan international, et on pense qu'elles auraient été utilisées dans plusieurs autres endroits.

Personne ne peut dire exactement aujourd'hui combien de sous-munitions gisent au sol, encore inactives.

Personne non plus ne peut dire exactement combien de victimes les bombes à sous-munitions ont fait.

Quoi qu'il en soit, ce rapport a réuni les preuves statistiques sur au moins 11.044 victimes de bombes à sous-munitions, enregistrées et confirmées. Ce chiffre n'inclut pas les extrapolations et les estimations qui pourraient faire monter à 100.000 le nombre des victimes de bombes à sous-munitions. Ce chiffre est significatif et il est plus élevé qu'on ne le supposait au départ de cette étude, pour les raisons suivantes :

- les BASM ont été utilisées seulement dans 23 pays (comparés aux 90 pays affectés par les mines et aux 125 pays où se trouvent des victimes des mines)
- le recueil de données, tout comme les informations fournies, est souvent limité et incomplet.

Cette étude marque un moment décisif. C'est la première fois que toutes les données disponibles sur les victimes ont été réunies dans un seul document. Les auteurs reconnaissent néanmoins qu'il manque de nombreuses informations, qu'elles ont été assemblées à partir de diverses sources publiques, ou qu'elles n'ont pas été communiquées. Il apparaît que les utilisateurs de bombes à sous-munitions donnent rarement des informations sur les victimes, qu'il s'agissent de leurs propres victimes ou d'autres

victimes civiles ou militaires, même si l'on pense que, dans bien des cas, ce type de renseignements ont été enregistrés.

De ce fait, beaucoup de victimes n'ont pas été comptabilisées et il y a peu de chances qu'elles le soient un jour. Cela veut dire que l'on ne connaîtra probablement jamais l'étendue du problème.

Malgré les informations limitées, on peut tirer quelques enseignements des similitudes frappantes que présentent différents pays affectés par les sous-munitions, qui constituent toujours une menace significative, permanente et indiscriminée.

## **LEÇON N°1 : Recueil des données, en y regardant de plus près**

La grande majorité des mécanismes de recueil de données ne permettent pas un recueil de données prospectif ou proactif et ils ne font qu'enregistrer les victimes qui ont attiré l'attention, plutôt que de rechercher activement les nouvelles victimes. Dans la plupart des pays, ces systèmes n'existent pas au niveau national et ils ne sont pas suffisamment détaillés. Le principal problème est qu'ils ne font pas la différence entre les différents types de résidus explosifs de guerre ou qu'ils commencent tout juste à le faire. Souvent, les détails personnels, le nombre de victimes impliquées dans un incident et les types de blessures ne sont pas mentionnés. Divers ensembles de données souffrent aussi de l'absence de terminologie commune pour les dispositifs et les types d'endroits, d'une méthodologie normalisée et de catégories d'informations recueillies, et ils ne subissent pas de contrôle qualité ni de vérifications de ces mécanismes.

Le recueil de données pâtit également du fait que beaucoup de victimes, ou leurs communautés, ne savent pas exactement quel type de dispositif a causé l'accident, que ceux qui collectent les données peuvent ne pas être suffisam-

ment formés pour déduire cette information et que les bases de données sur les victimes ou les mécanismes de suivi des blessures ne sont pas reliés aux données sur les frappes ou sur l'utilisation de mines. En conséquence, un gros pourcentage de personnes sont enregistrées comme victimes d'un dispositif inconnu ou un dispositif erroné est mentionné.

Les analyses montrent que seulement 17 % (4) des pays ou zones affectés par les bombes à sous-munitions ont des recueils de données presque complets, que 61 % (14) ne recueillent les données que partiellement ou épisodiquement et que 22 % (5) n'ont aucun système de recueil de données. Seulement 13 % (3) possèdent ou partagent des données sur les victimes des conflits et 43 % (10) ont établi une certaine différence entre les sous-munitions et les autres résidus explosifs de guerre. Une majorité écrasante, 91 % (10.097) de toutes les victimes de bombes à sous-munitions ont été atteintes dans des endroits où le recueil des données est limité ou inexistant.

Il est impossible d'obtenir des informations complètes sur les victimes de bombes à sous-munitions sur les trois périodes (pendant les frappes, après les frappes et après le conflit) où ces armes représentent un danger. Dans la plupart des cas, la nature du conflit et ses conséquences directes ne se prêtent guère à une collecte efficace des données. On dispose de très peu d'informations sur les victimes au cours des frappes, à moins que les médias n'en fassent largement état. D'après les données existantes, il est souvent impossible de déterminer avec certitude si une personne a été touchée pendant une frappe ou si elle a été la victime après-coup d'une sous-munition défectueuse. Peu d'actions sont menées pour améliorer l'obtention rétroactive d'informations sur les victimes pendant et après les frappes. Même dans les pays où l'on considère que les données sont complètement recueillies, comme au Liban, les renseignements sur les victimes pendant les frappes sont rares et on pense que les victimes atteintes après les frappes ne sont pas toutes signalées.

Il en va de même pour les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays ou pour les réfugiés, mais aussi pour les victimes parmi les insurgés, les militants et les militaires, qui ne sont pas enregistrées dans de nombreuses bases de données. Ces informations sont parfois enregistrées par les autorités, mais ne sont pas communiquées au public, peut-être aussi pour minimiser l'impact des bombes à sous-munitions sur leurs propres troupes.

S'il est certain que les victimes militaires sont

considérablement sous-estimées, on s'est aperçu que les victimes civiles étaient loin d'être toutes signalées dans la plupart des zones où ces armes ont été largement utilisées, notamment: en Afghanistan, au Cambodge, en Tchétchénie, en Iraq, au Laos et au Vietnam.

Le manque de données suffisantes empêche de planifier une aide appropriée et complète aux victimes et gêne les actions de PEPAM.

## **LEÇON N°2 :**

### **Les bombes à sous-munitions engendrent des dommages civils disproportionnés à long terme**

Presque toutes les victimes (98 %) de bombes à sous-munitions sont des civils. On a enregistré seulement 124 victimes militaires et 59 démineurs. En outre, les explosions de sous-munitions touchent davantage de personnes en même temps, sont davantage mortelles et causent davantage de blessures multiples que les mines et autres résidus explosifs de guerre. Dans les pays où il y a relativement peu de victimes des mines et où les victimes de résidus explosifs de guerre sont nombreuses, les bombes à sous-munitions tuent et blessent plus de personnes que n'importe quel autre type de résidu explosif.

Même si les informations sur les victimes pendant les frappes sont limitées, elles indiquent que de nombreuses victimes des bombes à sous-munitions sont des civils. Les BASM sont destinées à couvrir une grande surface, et leur pollution s'exerce au-delà de la cible militaire; elles ont été utilisées massivement, de façon indiscriminée, comme au Laos; elles ont souvent été utilisées près des zones civiles, comme en Afghanistan, et elles ont parfois visé des cibles civiles de manière directe comme en Tchétchénie.

En outre, dans la période suivant les frappes et après le conflit, les sous-munitions non explosées constituent un danger permanent. Du fait de leur instabilité et par comparaison avec d'autres types de résidus explosifs de guerre, les sous-munitions non explosées jouent un rôle dominant dans les nouveaux accidents survenus après le conflit, même si leur utilisation a été limitée. Dans certaines régions d'Asie du Sud-est, les sous-munitions continuent d'être responsables de près de la moitié des victimes enregistrées, plus de trente ans après avoir été utilisées, plus que tous les autres types d'explosifs de guerre connus confondus. Les sous-munitions non explosées utilisées dans les années 1980 continuent de faire régulièrement des victimes en Afghanistan et au Liban.

Dans certaines régions d'Iraq, les victimes de sous-munitions représentent entre 75 et 80 % de l'ensemble des tués et blessés. Tandis qu'au Tadjikistan les sous-munitions n'ont causé qu'un petit pourcentage de l'ensemble des victimes, elles représentaient 55% des victimes de résidus explosifs de guerre.

Chaque fois qu'il y a eu utilisation systématique de bombes à sous-munitions, les taux d'échec des fabricants sont beaucoup plus bas que ce que montre l'expérience des équipes de déminage ou les niveaux de pollution estimés. Dans certains cas, des sous-munitions dont le taux d'échec élevé n'est pas acceptable, sont utilisées. On savait dès le départ que la sous-munition la plus largement utilisée dans le conflit du Sud-est asiatique, la BLU-26 avait un taux d'échec de 26 %, dans des conditions d'utilisation optimale. L'une des sous-munitions de l'arsenal israélien utilisée au Liban en 2006 est du même type et du même âge que celles larguées plus de trente ans auparavant dans le Sud-est asiatique, la BLU-63, de fabrication américaine. Le taux d'échec de cette sous-munition s'est révélé bien supérieur aux caractéristiques techniques du fabricant – atteignant 80 %, d'après certaines estimations.

L'utilisation récente de BASM au Liban par Israël, et le fait que la majorité d'entre elles ont été larguées alors même que l'utilisateur savait que le conflit touchait à sa fin, est à mettre en parallèle avec ce qui s'est passé des dizaines d'années auparavant, lorsque les frappes américaines se sont amplifiées vers la fin de la seconde guerre d'Indochine. Les États-Unis ont continué d'utiliser sporadiquement des bombes à sous-munitions après la fin de la guerre de 1991 et lors de celle de 2003 en Iraq.

Les personnels militaires des pays utilisateurs considèrent tout environnement ayant subi des frappes de bombes à sous-munitions comme un terrain miné : il est évident que cela constitue un danger et tort disproportionné aux populations civiles.

### **LEÇON N°3 :**

#### **Les jeunes hommes actifs sont les premières victimes des sous-munitions**

Non seulement ce sont les civils qui courent le plus de risques, mais la grande majorité de ces victimes sont frappées alors qu'elles vaquent à leurs occupations quotidiennes, dans leur environnement habituel. Au Laos, presque les trois quarts des victimes ont été frappées alors qu'elles cultivaient la terre, s'occupaient des bêtes et autres activités de subsistance dans les champs,

les rizières ou au village. Au Liban, avant et après juillet 2006, la plupart des victimes ont été atteintes près de leur domicile, alors que les gens inspectaient les dégâts causés par le conflit, en essayant de sauver leurs récoltes, ou simplement parce qu'ils passaient par là.

Les hommes représentent 84 % des victimes et ils constituent un pourcentage identique de victimes vaquant à leurs occupations pour gagner leur vie. Toutefois, les jeunes de moins de 18 ans constituent une partie substantielle des victimes mâles, environ 40 %. 330 Dans beaucoup de cas, par exemple au Kosovo et au Cambodge, les garçons constituent le groupe de victimes le plus important; dans d'autres cas, comme au Vietnam, ils sont très près, en deuxième position. Les garçons constituent la grande majorité des victimes parmi les enfants – 85 à 90 % en moyenne. La majorité des enfants mâles sont frappés tandis qu'ils pratiquent une activité de subsistance, la plupart du temps en s'occupant des bêtes. En Afghanistan, par exemple, les garçons représentent plus de la moitié des victimes s'occupant des bêtes.

Un petit pourcentage (environ 10 %) des victimes sont atteintes alors qu'elles touchent les sous-munitions ou jouent avec. Les garçons, là encore, constituent la majorité de ces victimes.

Le nombre de victimes atteintes alors qu'elles sont occupées à des activités de subsistance montre l'incidence directe des bombes à sous-munitions sur le plan économique dans les communautés et les pays pollués. Dans nombre de ces pays, les hommes sont traditionnellement ceux qui gagnent l'argent de la famille : comme les adultes et enfants mâles représentent la majorité des victimes, la perte socio-économique à très court terme et dans un avenir lointain ne peut pas être sous-estimée.

Le nombre substantiel de victimes parmi les enfants exige d'ajuster les programmes d'aide aux victimes survivantes.

### **LEÇON N°4 :**

#### **Un déminage immédiat et complet permet de réduire le nombre de victimes civiles**

Les expériences vécues en Afghanistan, au Cambodge, en Iraq, au Laos et au Vietnam sont particulièrement significatives : l'utilisation massive de bombes à sous-munitions en général et les sous-munitions non explosées, en particulier, menacent les civils et les générations futures par leur instabilité là où les actions de déminage sont retardées. La seule manière de réduire

le nombre de victimes post-conflit consiste à repérer et déminer immédiatement les zones polluées par les sous-munitions, comme on l'a vu au Kosovo et après l'offensive américaine en Afghanistan. Au Liban, il est admis que le déminage d'urgence est la seule façon d'empêcher de faire chaque jour d'autres victimes. Toutefois, quand les sous-munitions non explosées sont rapidement retirées, une nouvelle utilisation vient aggraver le problème et l'exacerber jusqu'à ce que les dernières sous-munitions soient enlevées.

Il est probablement impossible de calculer exactement le nombre de victimes des bombes à sous-munitions et de la pollution qui en a résulté, mais on a montré, avec cette étude préliminaire, que les dégâts infligés aux populations civiles étaient dans tous les cas disproportionnés. De l'Asie du Sud-est à l'Afghanistan, de l'Iraq, de la Tchétchénie, du Liban et d'ailleurs, des rapports continuent d'arriver sur les bombes à sous-munitions visant des civils ou utilisées contre eux par inadvertance, de même que des rapports sur les sous-munitions non explosées et leur impact sur les communautés viennent s'ajouter – le nombre des victimes augmente chaque jour. Cet impact fatal détermine ainsi le sort des individus et des communautés, souvent des dizaines d'années après la fin des conflits.

**TABLEAU N° 1 :  
Victimes de bombes à sous-munitions confirmées dans les pays affectés**

Victimes confirmées dans les pays affectés par les BASM	Total	Blessés	Tués	Situation Inconnue	Hommes	Femmes	Garçons	Filles	Militaires	Demineurs	Inconnu
	11 044	5 581	3 830	1 633	3 694	780	2 524	458	124	59	3 405
Afghanistan	701	550	150	1	305	49	224	31	82	10	0
Albanie	56	46	10	0	21	5	1	1	3	20	5
Bosnie-Herzégovine	9	2	7	0	0	0	0	0	0	2	7
Cambodge	120	91	29	0	43	12	56	9	0	0	0
Tchad	N/A	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Croatie	277	258	17	2	10	3	12	1	1	4	246
Tchéquie	624	319	305	0	4	0	1	1	0	0	618
Erytrée	10	7	3	0	0	0	4	0	0	0	6
Éthiopie	272	215	57	0	0	0	0	0	0	0	272
Irak	2 060	801	200	1 059	336	87	119	59	6	0	1 453
Kosovo	164	103	59	2	50	3	83	1	7	15	5
Koweït	5	4	1	0	0	0	0	0	0	1	4
RPD Lao	4 813	2 165	2 521	127	2 257	470	1 654	275	0	0	157
Liban	494	376	118	0	276	46	92	22	15	4	39
Monténégro	4	1	3	0	0	1	0	0	0	0	3
Arabie Saoudite	N/A			0	0	0	0	0	0	0	0
Serbie	45	30	15	0	1	0	0	0	0	2	42
Sierra Leone	28	18	10	0	0	0	0	0	0	0	28
Soudan	36	20	16	0	0	0	0	2	4	0	30
Syrie	1		1	0	0	0	0	0	1	0	0
Tadjikistan	48	18	30	0	0	0	0	0	0	0	48
Vietnam	1 275	557	278	440	391	104	278	56	5	1	440
Sahara Occidental	2	0	0	2	0	0	0	0	0	0	2

**TABLEAU N° 2 : Informations relatives au recueil des données dans les pays affectés par les bombes à sous-munitions**

Etat des recueils de données par pays	Données complètes	Système de recueil de données	Données partielles ou épisodiques	Pas de système de recueil de données	Données sur les victimes de conflits	Distinction par type de REG
TOTAL	4	18	14	5	3	10
Afghanistan	●	●	●		●	●
Albanie	●	●				●
Bosnie-Herzégovine*	●	●	●		●	
Cambodge	●	●				
Tchad		●	●			
Croatie	●	●				●
Tchétchénie		●	●			
Erytrée		●	●			
Éthiopie		●	●			
Irak		●	●			●
Kosovo*		●	●			●
Koweït				●		
RPD Laos		●	●			●
Liban	●	●			●	●
Montenegro				●		
Arabie Saoudite				●		
Serbie*		●	●			
Sierra Leone				●		
Soudan		●	●			●
Syrie				●		
Tadjikistan		●	●			●
Vietnam		●	●			●
Sahara Occidental		●				

\*n'a pas pu fournir de données pendant la période de recherche

# Bibliographie choisie

- 10-80 Committee, Hue Health Department, and Hatfield Consultants Limited, *A Luoi Thua-Thien Hue, Living with UXO: Results of the Survey of UXO Impacts on Socio-Economic and Human Health in A Luoi Valley, Thua Thien Hue Province*, 2001.
- John Borrie, *Explosive remnants of war: Global survey*, Landmine Action, London, June 2003.
- Catholic Relief Services (CRS), *Report on Baseline Survey in Dong Ha, Cam Lo, Dakrong and Huong Hoa Districts*, Hanoi, September 2006.
- Rosy Cave, Anthea Lawson and Andrew Sherriff, *Cluster Munitions in Albania and Lao PDR: The Humanitarian and Socio-Economic Impact*, UNIDIR, Geneva, September 2006.
- Handicap International, *Les systèmes d'armes à sous-munitions, Etat des lieux*, Lyon, August 2003.
- Handicap International, *Living with UXO, National Survey on the Socio-Economic Impact of UXO in Lao PDR (Final Report)*, Vientiane- Brussels, 1997.
- Human Rights Watch, *Essential Elements for Reducing the Civilian Harm of Cluster Munitions: Examples of Policy and Practice*, August 2006.
- Human Rights Watch, *Overview of a Dirty Dozen Cluster Munitions*, Washington, D.C., August 2006.
- Human Rights Watch, *Off Target: The Conduct of the War and Civilian Casualties in Iraq*, US, 2003.
- Human Rights Watch, *Fatally Flawed: Cluster Bombs and Their Use by the United States in Afghanistan*, Washington, D.C., December 2002.
- Human Rights Watch, *Cluster Bombs in Afghanistan: A Human Rights Watch Backgrounder*, October 2001.
- Human Rights Watch, *Civilian Deaths in the NATO Air Campaign*, Vol. 12, No. 1 (D), February 2000.
- Human Rights Watch, *Ticking Time Bombs: NATO's Use of Cluster Munitions in Yugoslavia*, Vol. 11, No. 6 (D), June 1999.
- Iraq Landmine Impact Survey, *The Causes of Death and Injury in Iraq due to ERW*, Iraq, 18 May 2006.
- International Campaign to Ban Landmines, *Landmine Monitor Report 2006: Toward a Mine-Free World*, Mines Action Canada, Canada, September 2006.
- International Committee of the Red Cross, *Cluster Bombs and Landmines in Kosovo: Explosive Remnants of War*, Geneva, August 2000 (Revised June 2001).
- Franklin Lamb, "Israel's Gift to Lebanon," in *A Quarter Century of Israel's Use of American Weapons in Lebanon (1978-2006)*, September 2006.
- Landmine Action UK, *Explosive remnants of war: Unexploded ordnance and post-conflict communities*, London, March 2002.
- Rae McGrath, *Cluster Bombs: The Military Effectiveness and Impact on Civilians of Cluster Munitions*, UK Working Group on Landmines, Calvert's Press, London, August 2000.
- Titus Peachey and Virgil Wiebe, *Cluster Bombs Appendix 1: Laos*, Mennonite Central Committee, November 2000.
- Titus Peachey and Virgil Wiebe, *Clusters of Death*, Mennonite Central Committee, 2000.
- Brian Rappert and Richard Moyes, *Failure to Protect: A case for the prohibition of cluster munitions*, LMA UK, London, September 2006.
- William Shawcross, *Sideshow: Kissinger, Nixon and the destruction of Cambodia*, Cooper Square Press, 25 October 2002 (revised edition).
- Survey Action Center and Handicap International, *Landmine Impact Survey: Republic of Chad*, Washington, D.C., 2000.

Swedish Committee for Afghanistan and Swedish Peace and Arbitration Society, *Cluster munitions in Afghanistan – implications for international action and regulation*, Stockholm, April 2006.

Virgil Wiebe, "Footprints of Death: Cluster Bombs as Indiscriminate Weapons Under International Humanitarian Law," *Michigan Journal of International Law*, Vol. 22, No. 1, Fall 2000, pp. 142-149.

Virgil Wiebe, *Cluster Bomb Use in the Yugoslavia/Kosovo War*, MCC, 1999.

Virgil Wiebe and Titus Peachey, *Drop Today, Kill Tomorrow: Cluster Munitions as Inhumane and Indiscriminate Weapons*, MCC, December 1997 (revised June 1999).

# Notes

- 1 National Defense University 19. Operation Plan El Paso », <http://www.ndu.edu/inss/>; BBC, « War and Protest - the US in Vietnam ((1969 - 1970)) », tous deux consultés le 3 octobre 2006; William Shawcross, *Sideshow: Kissinger, Nixon and the destruction of Cambodia*, Cooper Square Press, 25 octobre 2002 (édition révisée).
- 2 Landmine Action UK, *Explosive remnants of war: Unexploded ordnance and post-conflict communities*, Londres, Mars 2002, pp. 48-49 (ci-après désigné LMA UK, *Explosive Remnants of War*) : « The GeoSpatial International Cambodia National Level One Survey Project ... détient la preuve de l'existence d'au moins 17.235 sites d'attaques par bombes à sous-munitions par les Etats-Unis – même si le nombre réel des bombes larguées sur chacun de ces sites cibles est inconnu. »
- 3 Analyse des données de frappes américaines pour le Cambodge. Les mines antipersonnel et anti-véhicules larguées par avion ont été exclues de ce total, de même que les bombes aériennes à aérosols, à fumée, incendiaires et les bombes chimiques, classées BLU, voir Andreas Parsch, *U.S. Military Aviation Designation Systems: Directory of U.S. Military Rockets and Missiles, Non-U.S. Military Aircraft and Missile Designation Systems*, <http://www.designation-systems.net>, site visité le 4 septembre 2006.
- 4 Titus Peachey et Virgil Wiebe, *Cluster Bombs Appendix 1: Laos*, Mennonite Central Committee (MCC), Novembre 2000, <http://www.mcc.org/clusterbomb/>, site visité le 8 mars 2006; UXO Laos, « Lao UXO Workplan 1999 », Vientiane, 1999, p. 3.
- 5 Rae McGrath, *Cluster Bombs : The Military Effectiveness and Impact on Civilians of Cluster Munitions*, UK Working Group on Landmines, Calvert's Press, Londres, août 2000, p. 16 (ci-après désigné McGrath, *Military Effectiveness*).
- 6 International Campaign to Ban Landmines, *Landmine Monitor Report (Rapport de l'Observatoire des Mines) 2006: Toward a Mine-Free World*, Mines Action Canada, Canada, septembre 2006, pp. 264 à 266 (ci-après désigné *Landmine Monitor Report 2006*).
- 7 Données sur les victimes fournies par Kao Vannarin, Conseiller de projet, CMVIS-Handicap International (HI), Phnom Penh, 14 septembre 2006.
- 8 Courrier électronique de Kao Vannarin, CMVIS-HI, Phnom Penh, 4 septembre 2006.
- 9 Sauf indication contraire, l'analyse des victimes est basée sur les dossiers de 120 personnes, fournis par Kao Vannarin, CMVIS-HI, Phnom Penh, 14 septembre 2006.
- 10 Les provinces comprenant le plus grand nombre de victimes de sous-munitions sont également celles où se sont produits le plus grand nombre d'accidents de REG par comparaison avec les accidents dus aux mines, et représentent 48 % des victimes sous-munitions: Kampong Cham (18), Kandal (14), Kracheh (14), et Stueng Traeng (12).
- 11 William Shawcross, *Sideshow: Kissinger, Nixon and the destruction of Cambodia*, Cooper Square Press, 25 octobre 2002 (édition révisée).
- 12 Les données complètes CMVIS ont été filtrées uniquement pour les accidents de mines et pour 120 victimes dispersées dans les mêmes 18 provinces et dans les mêmes proportions que les victimes de bombes à sous-munitions.
- 13 Interview effectué par Vao Kannarin, CMVIS-HI, et Stan Brabant, directeur d'unité politique, Handicap International, Kampong Speu, 5 Avril 2006, photos prises par les auteurs.
- 14 Titus Peachey et Virgil Wiebe, *Cluster Bombs Appendix 1: Laos*, Novembre 2000, <http://www.mcc.org/clusterbomb>, site visité le 8 mars 2006.
- 15 Handicap International, *Living with UXO, National Survey on the Socio-Economic Impact of UXO in Lao PDR (Final Report)*, Vientiane-Bruxelles, 1997, p. 77 (Ci-après désigné HI, *Living with UXO*); résumé des données sur les frappes par CBU de l'Armée de l'air américaine (ci-après désigné USAF data summary) pour le Laos, reposant sur les archives d'UXO Laos et résumées par le Centre international de Genève pour le déminage humanitaire (CIDHG), Septembre 2006. Ces informations ont été fournies de manière anonyme, 22 septembre 2006.
- 16 HI, *Living with UXO*, p. 77.
- 17 Analyse des résumés de données de l'armée de l'air des Etats-Unis: Les mines antipersonnel et anti-véhicules larguées par avion, ainsi que les petites mines, ont été exclues de ce total, de même que les bombes aériennes à aérosols, à fumée, incendiaires et les bombes chimiques, classées BLU.
- 18 Analyse des résumés de données de l'armée de l'air des Etats-Unis.

- 19 McGrath, *Military Effectiveness*, p. 31.
- 20 UXO Lao, *Programme Progress Report 2005 : [avant-projet] Summary of the 2005 UXO Lao Annual Report*, Vientiane, 2006, p. 6 (ci-après désigné UXO Lao, *Progress Report 2005*).
- 21 Titus Peachey et Virgil Wiebe, *Cluster Bombs Appendix 1 : Laos*, Novembre 2000, p.8, <http://www.mcc.org/clusterbomb>, site visité le 8 mars 2006.
- 22 *Landmine Monitor Report 2006*, p. 983.
- 23 HI, *Living with UXO*, p. 24. L'ensemble des données réelles contient 10.639 dossiers, bien que le rapport final en indique 10.649.
- 24 UXO Lao, *Progress Report 2005*, p.6.
- 25 L'analyse et le total des victimes confirmées des sous-munitions sont basées sur les données de l'enquête HI, *Living with UXO*. Cet ensemble de données est le plus utilisé parce qu'il donne des informations plus complètes et couvre une période plus étendue. D'autres archives proviennent d'UXO Laos pour les années 1999 à 2003, et 2005 à mai 2006 (désigné ci après données UXO Lao ; le résumé des données UXO Laos pour 2004 provient de *Cluster Munitions in Albania and Lao PDR*, par Rosy Cave, Anthea Lawson et Andrew Sherriff. *The Humanitarian and Socio-Economic Impact*, UNIDIR, Genève, septembre 2006, pp. 27-30. L'ensemble de ces données couvre la période de 1973 à mai 2006, avec des enregistrements détaillés de 11.410 victimes de mines et REG au total.
- 26 Analyse de HI, *Living with UXO* et les données « UXO Lao ».
- 27 HI, *Living with UXO*, p. 28.
- 28 NRA, « Activities & News », <http://www.nra.gov.la/#>, site visité le 5 octobre 2006. Le site de la NRA, nouveau en septembre 2006 indique que « cette année a vu une recrudescence du nombre des victimes, directement liée à l'augmentation du prix de la ferraille et à la recherche et récupération des engins non explosés ».
- 29 Données « UXO Lao » ; voir aussi les rapports sur le Tadjikistan et le Vietnam.
- 30 NRA, « Activities & News » , <http://www.nra.gov.la/#>, site visité le 5 octobre 2006.
- 31 Analyse de HI, *Living with UXO*.
- 32 Analyse de HI, *Living with UXO* .
- 33 Etude de cas et photos fournies par Yvon Le Chevanton, HI, Vientiane, septembre 2006.
- 34 Requête administrative pour les archives sur le tonnage des engins de guerre américains largués au Technology Center for Bomb and Mine Disposal/Vietnam Veterans of America Foundation (BOMICEN/VVAF), originellement fournie à Andrew Wells-Dang, chercheur pour le Landmine Monitor, en date du 4 mai 2004 (ci-après désigné données BOMICEN / VVAF). Les dix premiers sites de frappes par ordre décroissant sont: Quang Binh, Binh Phuoc, Quang Tri, Binh Dinh, Ha Tinh, Quang Nam, Thua-Thien Hue, Quang Ngai, Tay Ninh, et Kon Tum.
- 35 Comité 10-80 Committee, HueHealth Department, et Hatfield Consultants Limited, *A Luoi Thua-Thien Hue, Living with UXO: Results of the Survey of UXO Impacts on Socio-Economic and Human Health in A Luoi Valley, Thua Thien Hue Province*, 2001, Annexe A7, Chapitre 2, pp. 24-27 (ci-après désigné *A Luoi Survey*).
- 36 Données BOMICEN/VVAF ordnance data. Les provinces par ordre décroissant, sont les suivantes: Quang Binh, Thua-Thien Hue et Quang Nam.
- 37 *A Luoi Survey*, Annexe A4, Chapitre 1, p. 1; Hatfield Consultants Limited et Comité 10-80, *Development of Methodologies and Technology for Supporting Clearance of Landmines and Unexploded Ordnance in Viet Nam*, janvier 2003, Chapitre 6, p. 5.
- 38 Cette estimation se base sur le rapport entre les types de sous-munitions larguées au Laos.
- 39 Données BOMICEN/VVAF ordnance data.
- 40 *Landmine Monitor Report 2004*, pp. 1171-1172.
- 41 Courrier électronique de Hoang Nam, Coordinateur du Projet RENEW, Dong Ha, 25 août 2006.
- 42 *A Luoi Survey*, Annexe A7, Chapitre 2, pp. 24-27.
- 43 BOMICEN/VVAF, « Survey Analysis Results, Unexploded Ordnance and Landmine Impact Assessment and Technical Survey Report, Phase 1, », Hanoi, 14 octobre 2005, pp. 7, 13
- 44 Catholic Relief Services (CRS), *Report on Baseline Survey in Dong Ha, Cam Lo, Dakrong and Huong Hoa Districts*, (Rapport sur l'enquête initiale dans les districts de Dong Ha, Cam Lo, Dakrong et Huong Hoa, Hanoi), Septembre 2006 et données utilisées pour l'enquête initiale du PEPAM dans la province de Quang Tri, envoyé par Andrew-Wells Dang, Représentant adjoint du CRS, 26 septembre 2006.
- 45 Sauf indication contraire, l'analyse des données des victimes est basée sur: les données de Clear Path International (CPI) envoyées par Tran Hong Chi, coordinateur de programme, CPI, 17 avril 2006 et les données du Secours catholique pour l'étude initiale du PEPAM dans la province de Quang Tri, envoyées par Andrew-Wells Dang, du CRS, 26 septembre 2006. La combinaison des ensembles de données fournit des archives détaillées pour 2826 victimes de mines et REG, dont 835 victimes de sous-munitions. En outre, 440 victimes de sous-munitions (sur 1088) mentionnées dans l'enquête *A Luoi* sont aussi incluses dans les totaux. Mais elles sont classées sous la rubrique situation inconnue car les dossiers détaillés n'ont pas été fournis. Voir *A Luoi Survey*, Annexe A7, Chapitre 2, pp. 28-29, 34-35.

- 46 *Landmine Monitor Report 2006*, pp. 1122-1123.
- 47 Voir les profils du Laos et du Tadjikistan dans cette étude.
- 48 *Landmine Monitor Report 2005*, p. 929.
- 49 *Landmine Monitor Report 2004*, pp. 1171-1172.
- 50 Guerre du Vietnam, « Vietnam War Casualties », <http://www.vietnam-war.info/>, site visité le 10 septembre 2006: « Le gouvernement de Hanoi a révélé le 4 avril que le véritable nombre de victimes civiles pour la guerre du Vietnam était de 2.000.000 au Nord et 2.000.000 au Sud. Le nombre des victimes militaires a été de 1,1 million de tués et 600.000 blessés... »
- 51 Clear Path International (CPI) : *Assisting Landmine Survivors, their Families and their Communities, Personal Stories, Ho Van Lai*, <http://www.clearpathinternational.org/>, site visité le 27 septembre 2006. Photo reproduite avec l'autorisation du CPI: des renseignements supplémentaires qui ne figuraient pas dans le cas en ligne de Lai ont été fournis par l'auteur.
- 52 Courrier électronique de Michel Destemberg, Conseiller technique en chef/Directeur de programme, UNOPS/HCND, N'Djamena, 1er septembre 2006.
- 53 The Survey Action Center et Handicap International, *Landmine Impact Survey: Republic of Chad*, Washington, 2000, p. 59 (ci-après désigné Chad LIS).
- 54 Courrier électronique de Michel Destemberg, UNOPS/HCND, N'Djamena, 1er septembre 2006.
- 55 Courriers électroniques de Michel Destemberg, UNOPS/HCND, N'Djamena, 1er septembre 2006; Titus Peachey et Virgil Wiebe, *Clusters of Death*, « Chapter 2: Cluster Munitions in the Russian Arsenal, » Mennonite Central Committee, 2000, <http://www.mcc.org/clusterbombs/>, site visité le 7 septembre 2006 (ci-après désigné Peachey et Wiebe, *Clusters of Death*).
- 56 Handicap International, *Where Are Cluster Bombs Used?* [www.handicap-international.org.uk](http://www.handicap-international.org.uk), site visité le 24 août 2006; Human Rights Watch (HRW), *Essential Elements for Reducing the Civilian Harm of Cluster Munitions: Examples of Policy and Practice*, août 2006, p. 1 (ci-après HRW, *Essential Elements*).
- 57 Courrier électronique de Didier Léonard, Directeur de programme, MAG, N'Djamena, 31 août 2006.
- 58 HCND : Haut Commissariat National de Déminage
- 59 Courrier électronique de Michel Destemberg, UNOPS/HCND, N'Djamena, 1er septembre 2006 et 3 octobre 2006.
- 60 Entretien téléphonique avec Michel Destemberg, UNOPS/HCND, N'Djamena, 2 octobre 2006.
- 61 *Landmine Monitor Report 2006*, p. 283.
- 62 John Borrie, *Explosive remnants of war: Global survey*, Landmine Action, Londres, juin 2003, p. 17 (Borrie, Global survey).
- 63 Courrier électronique de Michel Destemberg, UNOPS/HCND, N'Djamena, 1er septembre 2006.
- 64 Entretien téléphonique avec Thomas Merkelbach, Chef de la délégation, CICR, N'Djamena, 7 septembre 2006.
- 65 Courrier électronique de Didier Léonard, MAG, N'Djamena, 31 août 2006.
- 66 Chad LIS, p. 33.
- 67 Chad LIS, p. 7.
- 68 McGrath, *Military Effectiveness*, p. 41.
- 69 LMA UK, *Explosive remnants of war*, pp. 50-53.
- 70 *Landmine Monitor Report 2002*, p. 250.
- 71 David Gough, « Ethiopian planes bomb Eritrean capital as refugee crisis grows ». *The Guardian* (Asmara), 30 mai 2000, <http://www.guardian.co.uk/>, site visité le 5 octobre 2006.
- 72 Ministère des Affaires étrangères d'Erythrée, « communiqué de presse : Ethiopia Bombs Asmara Airport », Asmara, 29 mai 2000, <http://www.dehai.org/>, site visité le 5 octobre 2006.
- 73 McGrath, *Military Effectiveness*, p. 41.
- 74 Courrier électronique de Tedla Gebrehiwot, Coordinateur/Superviseur du PEPAM, UNMEE MACC, Asmara, 8 septembre 2006.
- 75 *Landmine Monitor Report 2006*, pp. 418-419.
- 76 LMA UK, *Explosive remnants of war*, pp. 50-51.
- 77 Ministère des Affaires étrangères d'Erythrée, « communiqué de presse : Ethiopia Bombs Asmara Airport », Asmara, 29 mai 2000, <http://www.dehai.org/>, site visité le 5 octobre 2006.
- 78 UNMEE MACC, UNMEE Mine Action Coordination Centre Sitep, Asmara, 14 décembre 2000, p. 1.
- 79 LMA UK, *Explosive remnants of war*, p.53
- 80 Ibid., pp. 51-52.
- 81 *Landmine Monitor Report 2006*, p. 419.
- 82 Commission de règlement des réclamations entre l'Erythrée et l'Ethiopie, *Partial Award-Central Front-Ethiopia's Claim 2 between The Federal Democratic Republic of Ethiopia and The State of Eritrea*, La Haye, 28 avril 2004, pp. 24-28 et pp. 30-31.
- 83 Borrie, *Global survey*, p. 17.
- 84 Courrier électronique de Scott Pilkington, Conseiller technique principal de l'équipe consultative

- d'action contre les mines des Nations unies, UNDP, Addis Abbeba, 12 septembre 2006.
- 85 Courrier électronique de Mike Kendellen, Directeur d'études, SAC, Washington, 29 septembre 2006.
- 86 *Landmine Monitor Report 2006*, pp. 436-438.
- 87 Commission de règlement des demandes Erythrée-Ethiopie, *Partial Award-Central Front-Ethiopia's Claim 2 between The Federal Democratic Republic of Ethiopia and The State of Eritrea*, La Haye, 28 avril 2004, pp. 24-28.
- 88 Ambassade de la République fédérale d'Ethiopie à Londres, « Ethiopia and Eritrea Border Conflict », <http://www.ethioembassy.org.uk/>, site visité le 12 septembre 2006.
- 89 McGrath, *Military Effectiveness*, p. 41; « ECOMOG air raid », IRIN (Sierra Leone), 12 décembre 1997, disponible à l'université de Pennsylvanie, African Studies Center [www.africa.upenn.edu/Newsletters/](http://www.africa.upenn.edu/Newsletters/), site visité le 25 août 2006.
- 90 « ECOMOG shells Port Loko and coastal areas », IRIN, 4 octobre 1997, disponible à l'université de Pennsylvanie, African Studies Center, [www.africa.upenn.edu/Newsletters/](http://www.africa.upenn.edu/Newsletters/), site visité le 25 août 2006.
- 91 Sierra Leone Web, News Archives, octobre 1997, <http://www.sierra-leone.org/>, site visité le 25 août 2006.
- 92 Eric G. Berman, *Re-Armament in Sierra Leone: One Year After the Lomé Peace Agreement*, Cahier hors-série n° 1, Small Arms Survey, Genève, Décembre 2000, p. 25; Control Arms, *The call for tough arms controls: voices from Sierra Leone*, Oxfam, Amnesty International, et International Action Network on Small Arms (IANSA), janvier 2006, p. 12, disponible sur [www.controlarms.org](http://www.controlarms.org), site visité le 7 septembre 2006.
- 93 McGrath, *Military Effectiveness*, p. 41.
- 94 *Landmine Monitor Report 2001*, p. 145.
- 95 McGrath, *Military Effectiveness*, p. 41.
- 96 *Landmine Monitor Report 2006*, p. 650.
- 97 Peachey et Wiebe, *Clusters of Death*, « Chapter 4: Cluster Munition Use in Sudan ».
- 98 Ibid.
- 99 McGrath, *Military Effectiveness*, p. 38.
- 100 McGrath, *Military Effectiveness*, p. 39; Peachey et Wiebe, *Clusters of Death*, « Chapter 4 Cluster Munition Use in Sudan ».
- 101 McGrath, *Military Effectiveness*, p. 39; Peachey et Wiebe, *Clusters of Death*, « Chapter 4 Cluster Munition Use in Sudan ».
- 102 McGrath, *Military Effectiveness*, p. 38.
- 103 Ibid. p. 39; Peachey et Wiebe, *Clusters of Death*, « Chapitre 4: Cluster Munition Use in Sudan ».
- 104 Courrier électronique de Mohammad Kabir, Chargé de la gestion des informations, UNMAO, Khartoum, 16 septembre 2006.
- 105 *Landmine Monitor Report 2006*, pp. 674-676.
- 106 Courrier électronique de Bojan Vukovic, Coordinateur MRE/VA, Centre régional d'action contre les mines du Soudan Sud, Juba, 4 septembre 2006.
- 107 *Landmine Monitor Report 2005*, pp. 543-545.
- 108 USAID, « U.S. Census Bureau Supports the Southern Sudan Center for Statistics and Evaluation », 2006, <http://africastories.usaid.gov/>, site visité le 5 octobre 2006.
- 109 Courrier électronique de Yousif Mohamed Osman, Directeur de la formation, NAPO, Khartoum, 4 septembre 2006.
- 110 Interview de Yousif Mohamed Osman, NAPO, Genève, 20 septembre 2006.
- 111 Courrier électronique de Mohammad Kabir, UNMAO, Khartoum, 8 octobre 2006.
- 112 Courrier électronique de Mohammad Kabir, UNMAO, Khartoum, 16 septembre 2006.
- 113 *Landmine Monitor Report 2005*, p. 543-545.
- 114 Peachey et Wiebe, *Clusters of Death*, « Chapter 4: Cluster Munition Use in Sudan ».
- 115 HRW, « Government Bombing of Relief Sites and Other Security Risks », *Famine In Sudan, 1998: The Human Rights Causes*, 8 février 1999, <http://www.hrw.org/reports/>, site visité en Octobre 2006.
- 116 Peachey et Wiebe, *Clusters of Death*, « Chapter 4: Cluster Munition Use in Sudan 0187 »; McGrath, *Military Effectiveness*, p. 39.
- 117 Interview d'Arben Braha, Directeur, et Veri Dogjani, représentant du PEPAM-VA, AMAE, Genève, 18 septembre 2006; Virgil Wiebe et Titus Peachey, *Drop Today, Kill Tomorrow: Cluster Munitions as Inhumane and Indiscriminate Weapons*, MCC, Décembre 1997 (révisé en Juin 1999), p. 5, <http://www.mcc.org/cluster-bombs/>, site visité le 5 octobre 2006 (ci-après désigné Wiebe et Peachey, *Kill Tomorrow*).
- 118 Virgil Wiebe, *Cluster Bomb Use in the Yugoslavia/Kosovo War*, MCC, 1999, <http://www.mcc.org/cluster-bombs/>, site visité le 30 septembre 2006 (ci-après désigné Wiebe, *Yugoslavia*).
- 119 Rosy Cave, Anthea Lawson et Andrew Sherriff, *Cluster Munitions in Albania and Lao PDR: The Humanitarian and Socio-Economic Impact*, UNIDIR, Genève, Septembre 2006, pp. 9 (ci-après désigné UNIDIR *Cluster Munitions in Albania*).

- 120 Wiebe, *Yugoslavia*.
- 121 Wiebe, *Yugoslavia*.
- 122 Ibid.
- 123 Interview d'Arben Braha et Veri Dogjani, AMAE, Genève, 18 septembre 2006; UNIDIR, *Cluster Munitions in Albania*, p. 11.
- 124 Interview d'Arben Braha et Veri Dogjani, AMAE, Genève, 18 septembre 2006.
- 125 UNIDIR, *Cluster Munitions in Albania*, p. 10.
- 126 *Landmine Monitor Report 2006*, pp. 135-136.
- 127 Sauf indication contraire, les analyses des données sur les victimes sont fournies par courrier électronique par Arben Braha, Directeur, AMAE, 15 septembre 2006.
- 128 UNIDIR, *Cluster Munitions in Albania*, pp. 10-11; Wiebe, *Yugoslavia*.
- 129 Les accidents survenus au cours de la formation constituent 36 % de tous les accidents, sans tenir compte de cet accident, le taux des victimes serait de 1,2 personne par accident.
- 130 UNIDIR, *Cluster Munitions in Albania*, p. 11.
- 131 Wiebe, *Yugoslavia*.
- 132 UNIDIR, *Cluster Munitions in Albania*, p. 8.
- 133 Wiebe, *Yugoslavia*.
- 134 Etude de cas fournie indiquée par Arben Braha, Directeur, AMAE, Tirana, 15 septembre 2006. Sur la demande de l'AMAE, le nom donné est fictif pour protéger la vie privée du garçon.
- 135 Roger Cohen, « NATO, Expanding Bosnia Role, Strikes a Serbian base in Croatia », *New York Times* (New York), 22 novembre 1994; Michael Beale, *Bombs Over Bosnia: The Role Of Airpower In Bosnia-Herzegovina*, Maxwell Air Force Base, Alabama, juin 1996, <http://www.fas.org/man/eprint/beale.htm>, site visité le 6 octobre 2006.
- 136 Wiebe et Peachey, *Kill Tomorrow*, p. 5.
- 137 Données du BHMIC constituées de récapitulatifs établis avant juin 2005, ne donnant aucun détail sur les victimes de mines/REG avant ou après les conflits.
- 138 Courriel électronique de Dejan Babalj, Chargé de l'élaboration du projet, BHMIC, Sarajevo, 18 septembre 2006; *Landmine Monitor Report 2006*, pp. 222-223.
- 139 Courriel électronique de Dejan Babalj, BHMIC, Sarajevo, 18 septembre 2006; Wiebe et Peachey, *Kill Tomorrow*, p. 5.
- 140 Brian Rappert et Richard Moyes, *Failure to Protect: A case for the prohibition of cluster munitions*, LMA UK, London, Septembre 2006, p. 8 (ci-après désigné Rappert et Moyes, *Failure to protect*); Wiebe et Peachey, *Kill Tomorrow*, p. 5.
- 141 *Landmine Monitor Report 2006*, pp. 367-368.
- 142 Rappert et Moyes, *Failure to Protect*, p. 8; Wiebe et Peachey, *Kill Tomorrow*, p. 5; Wiebe, *Yugoslavia*.
- 143 Analyse des données fournies par courrier électronique par Ljiljana Calic-Zmiric, Mine Risk Education and Victim Assistance Advisor, CROMAC, 4 septembre 2006, et toutes les victimes citées dans Rappert et Moyes, *Failure to Protect*, p. 8. Sauf indication contraire, toutes les analyses des victimes sont basées sur ces sources.
- 144 Tribunal criminel international pour l'ancienne Yougoslavie, Case No. IT-95-11 *The Prosecutor of the Tribunal Against Milan Martić*, <http://www.un.org/icty/>, site visité le 7 octobre 2006.
- 145 Les informations sous forme de tableaux sont un mélange de données communiquées par courrier électronique par Bajram Krasniqi, Assistant à l'information publique, direction du NEDEX OKPCC, Pristina, 1er septembre 2006; NEDEX OKPCC, « Incidents of Cluster Munition in Kosovo 1999-2001 & 2001-2005 », fournies par Thomas Nash, Coordinateur, Cluster Munition Coalition (CMC), Londres, 21 septembre 2006; et des données se trouvant originellement dans la base de données de l'UNMIK MACC 1999-2001, fournies par courrier électronique par Richard Moyes, Directeur de la politique et de la recherche, LMA UK, Londres, 21 septembre 2006. Sauf indication contraire, l'analyse des victimes est basée sur ces sources.
- 146 HRW, *Cluster Bombs in Afghanistan: A Human Rights Watch Backgrounder*, octobre 2001, [www.hrw.org/backgrounder/arms/](http://www.hrw.org/backgrounder/arms/), site visité le 22 septembre 2006 (ci-après désigné HRW, *Cluster Bombs in Afghanistan*); HI, *Cluster Munitions Systems: Situation and Inventory*, Lyon, août 2003, p. 14.
- 147 ICRC, *Cluster Bombs and Landmines in Kosovo: Explosive Remnants of War*, Genève, août 2000 (Révisé en Juin 2001), p. 6.
- 148 Rappert et Moyes, *Failure to Protect*, p. 11.
- 149 *Landmine Monitor Report 2001*, p. 958.
- 150 GICHD et UNDP, « Case of Kosovo », *A Study of Socio-Economic Approaches to Mine Action*, Genève, mars 2001, p. 25.
- 151 *Landmine Monitor Report 2001*, p. 952.
- 152 Ministère de la Défense du Royaume Uni, *Questions 59 and 60. RBL755, Select Committee on Public Accounts Minutes of Evidence*, APPENDIX 1, Mémoire supplémentaire présenté par le Ministère de la Défense (PAC 00-01/170), 30 janvier 2001, <http://www.publications.parliament.uk/>, site visité le 29 septembre 2006.

- 153 *Landmine Monitor Report 2006*, p. 1152.
- 154 HRW, *Cluster Bombs in Afghanistan*.
- 155 « UN set to transfer demining activities to Kosovo authorities », ReliefWeb, 14 décembre 2001, <http://www.reliefweb.int/>, site visité le 29 septembre 2006.
- 156 *Landmine Monitor Report 2006*, pp. 1147-1148.
- 157 *Landmine Monitor Report 2001*, p. 952.
- 158 *Landmine Monitor Report 2001*, p. 952.
- 159 Landmine Action UK, Actiongroup Mine.de et Mines Action Canada, *Explosive Remnants of War and Mines other than Anti-Personnel Mines: Global survey 2003-2004*, Landmine Action UK, Londres, mars 2005, p. 98.
- 160 GICHD et UNDP, « Case of Kosovo », *A Study of Socio-Economic Approaches to Mine Action*, Genève, Mars 2001, pp. 105-106; *Landmine Monitor Report 2001*, p. 968.
- 161 UNMIK MACC, Résumés mensuels 1er juin 1999 – 30 novembre 2000; *Landmine Monitor Report 2005*, p. 962.
- 162 Entretien téléphonique avec Bajram Krasniqi, Direction du NEVEX OKPCC EOD, Pristina, 29 septembre 2006.
- 163 *Landmine Monitor Report 2004*, p. 1211.
- 164 Les informations sous forme de tableaux sont un mélange de données communiquées par courrier électronique par Bajram Krasniqi, direction du NEDEX OKPCC, Pristina, 1er septembre 2006; NEDEX OKPCC, « Incidents of Cluster Munition in Kosovo 1999-2001 & 2001-2005 », fournies par Thomas Nash, Coordinateur, Cluster Munition Coalition (CMC), Londres, 21 septembre 2006; et des données se trouvant à l'origine dans la base de données de l'UNMIK MACC 1999-2001, fournies par courrier électronique par Richard Moyes, Directeur de la politique et de la recherche, LMA UK, Londres, 21 septembre 2006. Sauf indication contraire, l'analyse des victimes est basée sur ces sources.
- 165 Courriel électronique de Bajram Krasniqi, Direction du NEVEX OKPCC EOD, Pristina, 29 septembre 2006. Les archives détaillées de 154 victimes n'étaient pas disponibles au NEDEX de l'OKPCC.
- 166 The Praxis Group, Ltd., *Willing to Listen: An Evaluation of the United Nations Mine Action Programme in Kosovo 1999-2001*, Riverside, Genève, 12 février 2002, p. 100.
- 167 UNMIK MACC, *UNMIK Mine Action Coordination Centre Quarterly Report 1 June – 30 September 2000*, Skopje & Pristina, 2000, p. 4.
- 168 United Nations-Islamabad: « UXO Blues: Photographs by Luke Powell », *Situation in and around Afghanistan*, <http://www.un.org.pk/>, site visité le 3 octobre 2006.
- 169 LMA UK, *Explosive remnants of war*, p.8
- 170 *Landmine Monitor Report 2001*, p. 968.
- 171 HRW, « Civilian Deaths in the NATO Air Campaign », *A Human Rights Watch Report*, Vol. 12. No. 1 (D), février 2000, p. 8 (ci-après désigné HRW, « Civilian Deaths »); Human Rights Watch, *Cluster Bombs: Memorandum for CCW Delegates*, 16 décembre 1999, <http://www.hrw.org/arms/memo-cluster.htm>, site visité le 25 septembre 2006.
- 172 HRW, « Civilian Deaths », Appendix A: Incidents Involving Civilian Deaths in Operation Allied Force.
- 173 Wiebe, Yugoslavia.
- 174 John Borrie, Global survey, p.13; LMA UK, *Unexploded Ordnance and Post-conflict Communities*, Londres 2002, p. 13.
- 175 Mark Tran, « Soldiers were killed by NATO bombs », *Guardian Unlimited*, 22 juin 1999, <http://www.guardian.co.uk/>, site visité le 7 septembre 2006.
- 176 « UK Nato bomb caused Gurkha deaths », BBC (RU), 22 juin 1999, <http://news.bbc.co.uk/>; CNN, « Officials: Peacekeepers killed while clearing NATO bombs from village », 22 juin 1999, CNN (Pristina), <http://www.cnn.com/>, visités tous deux le 7 septembre 2006.
- 177 Témoignage recueilli par HI en 2005.
- 178 Select Committee on Defence, Fourteenth Report, Annex B, disponible sur <http://www.publications.parliament.uk/>, site visité le 6 octobre 2006.
- 179 *Landmine Monitor Report 2006*, p. 644.
- 180 HRW, « Civilian Deaths », Appendix A: Incidents Involving Civilian Deaths in Operation Allied Force.
- 181 Wiebe, Yugoslavia.
- 182 HRW, *Cluster Bombs in Afghanistan*, pp. 4-5.
- 183 CMC, *Clusters Profile: Serbia and Montenegro*, <http://www.stopclustermunitions.org/>, site visité le 6 octobre 2005.
- 184 *Landmine Monitor Report 2006*, p. 637.
- 185 *Landmine Monitor Report 2006*, p. 644.
- 186 HRW, *Ticking Time Bombs: NATO's Use of Cluster Munitions in Yugoslavia*, Vol. 11, No. 6 (D), Juin 1999, <http://www.hrw.org/reports/1999/nato2/>, site visité le 4 septembre 2006; Steve Goose, « Cluster munitions: Towards a global solution », *Human Rights Watch World Report 2004*, New York, 2004, <http://hrw.org/wr2k4/12.htm>, site visité le 5 octobre 2006.
- 187 *Landmine Monitor Report 2001*, p. 927.
- 188 *Landmine Monitor Report 2006*, p. 643.

- 189 CMC, Clusters Profile: *Serbia and Montenegro*, <http://www.stopclustermunitions.org/>, site visité le 6 octobre 2005.
- 190 Virgil Wiebe, « Footprints of Death : Cluster Bombs as Indiscriminate Weapons Under International Humanitarian Law », *Michigan Journal of International Law*, Vol. 22, No. 1, Fall 2000, pp. 142-149 (ci-après dénommé Wiebe, « Footprints »).
- 191 Wiebe, « Footprints », pp. 142-149; Peachey et Wiebe, Clusters of Death, « Chapitre 3 Cluster Munitions Use by Russian Federation Forces in Chechnya » ; Wiebe et Peachey, *Kill Tomorrow*.
- 192 HRW, Overview of a *Dirty Dozen Cluster Munitions*, Washington, D.C., Août 2006 (ci-après désigné HRW, Dirty Dozen).
- 193 Peachey et Wiebe, *Clusters of Death*, « Chapter 3: Cluster Munitions Use by Russian Federation Forces in Chechnya ».
- 194 Peachey et Wiebe, *Clusters of Death*, « Chapter 3: Cluster Munitions Use by Russian Federation Forces in Chechnya ».
- 195 *Landmine Monitor Report 2006*, pp. 1142-1143.
- 196 Analyse des données des victimes fournies par Zaur Tsitsaev, Assistant du programme, Child Protection/Mine Action, UNICEF du Caucase Nord, Nazran, 19 septembre 2006.
- 197 Analyse des rapports sur les victimes se trouvant dans: Wiebe « Footprints » ; Peachey et Wiebe, *Clusters of Death*, « Chapter 3: Cluster Munitions Use by Russian Federation Forces in Chechnya » ; Wiebe et Peachey, *Kill Tomorrow*, p. 5.
- 198 HRW, *Essential Elements*, août 2006.
- 199 CMC, *Stop Clusters Munitions, Clusters Profile: Tajikistan*, <http://www.stopclustermunitions.org/>, site visité le 25 septembre 2006.
- 200 HRW, *Dirty Dozen*.
- 201 Courrier électronique de Reykhan Muminova, Chargé de l'aide aux victimes TMAC, Dushanbe, 26 septembre 2006.
- 202 *Landmine Monitor Report 2006*, p. 699 ; courrier électronique de Reykhan Muminova, TMAC, Dushanbe, 26 septembre 2006.
- 203 Courrier électronique de Reykhan Muminova, TMAC, Dushanbe, 26 septembre 2006.
- 204 Voir les rapports sur le Laos et le Vietnam pour plus de détails.
- 205 *Landmine Monitor Report 2006*, pp. 700-701.
- 206 Greg Goebel, « Dumb Bombs and Smart Munitions », 1er novembre 2004, <http://www.vec-tor-site.net/twbomb2.html>, site visité le 19 septembre 2006.
- 207 Wiebe et Peachey, *Kill Tomorrow*, p. 8.
- 208 HRW, *Cluster Bombs in Afghanistan*, p. 2.
- 209 HRW, *Fatally Flawed: Cluster Bombs and Their Use by the United States in Afghanistan*, Washington, D.C., Décembre 2002, p. 21 (ci-après désigné HRW, Fatally Flawed).
- 210 Bonnie Docherty, « The Legality of U.S. Cluster Munition Use ; Civilian Casualties During and After Attack », at the Cluster Bombs – *The Case of Afghanistan International Seminar*, Stockholm, Suède, 5 mai 2006.
- 211 HRW, *Cluster Bomblets Litter Afghanistan*, New York, 16 novembre 2001, <http://hrw.org/english/docs/>, site visité le 19 septembre 2006.
- 212 Swedish Committee for Afghanistan and Swedish Peace and Arbitration Society, *Cluster munitions in Afghanistan – implications for international action and regulation*, Stockholm, Avril 2006, p. 44.
- 213 Interview de Zamanuddin Noori, Directeur de Mine Action Programme, CICR, Kaboul, 8 août 2006.
- 214 Courrier électronique d'Alessandro Greblo, Coordinateur en ressources humaines, Emergency, Milan, 1er juin 2006.
- 215 Sauf indication contraire, les analyses des données des victimes ont été envoyées par Zamanuddin Noori, Kaboul, 4 septembre 2006.
- 216 HRW, *Fatally Flawed*; voir également le MCC pour les victimes dont on a parlé dans les médias, <http://www.mcc.org/clusterbomb/afghanistan/index.html>.
- 217 Interview de Zamanuddin Noori, ICRC, Kaboul, 8 août 2006.
- 218 Photo de John Rodsted, Afghanistan, 2002.
- 219 Analyse des données des victimes fournies par HRW, IHSCO, CIVIC, ILIS, Spanish Brigade against the War, Iraqi Body Count, HI et les rapports dans les médias. Seules les données des victimes permettant une analyse détaillée pour faire des rapprochements ont été incluses dans le tableau des victimes. D'autres estimations et chiffres sont indiqués, mais ils ne sont pas inclus dans les totaux.
- 220 Interview du conseiller technique précédent à l'IHSCO, Genève, 17 septembre 2006.
- 221 Interview de Salomon Schreuder, Conseiller principal d'actions contre les mines, UNDP-Iraq, Genève, 20 septembre 2006.
- 222 McGrath, *Military Effectiveness*, p. 33.
- 223 HRW, « Four U.S. Cluster Munitions of Concern », *Human Rights Watch Briefing Paper: Cluster Munitions a Foreseeable Hazard in Iraq*, Mars 2003, <http://www.hrw.org/background/arms/> (ci-après désigné, « Four of Concern »).

- 224 HI, *Les systèmes d'armes à sous-munitions, Etat des lieux*, Lyon, août 2003, p. 43.
- 225 McGrath, *Military Effectiveness*, p. 36.
- 226 Ibid., p. 34
- 227 HRW, *U.S. Cluster Bombs for Turkey*, Vol. 6, No. 19, Décembre 1994, <http://www.hrw.org/reports/1994/turkey2/>, (ci-après désigné HRW, *Bombs for Turkey*) ; U.S. Congress, General Accounting Office (GAO), *Operation Desert Storm: Casualties Caused by Improper Handling of Unexploded U.S. Submunitions*, GAO/NSIAD-93-212, Août 1993, p. 4.
- 228 Ibid.
- 229 Courriers électroniques des opérateurs d'action anti-mines dans le nord de l'Iraq (MAGVAF) Septembre 2006.
- 230 HRW, *Off Target: The Conduct of the War and Civilian Casualties in Iraq*, US, 2003, p. 80 (ci-après désigné HRW, *Off Target*).
- 231 Des analyses des données des frappes américaines faites par Human Rights Watch et Handicap International ont identifié les bombes utilisées comme étant des CBU-87, 99, 103, 105, des AGM-154, de s BGM109 et des RBL-755. Le résumé des données est disponible sur demande.
- 232 HRW, *Off Target*, p.56:
- 233 Informations fournies à Titus Peachey, Mennonite Central Committee, par le département de l'armée de l'air, 20th Fighter Wing, Shaw Air Force Base, Caroline du Sud, lettre en date du 23 août 2006, signé de Mary F. Huff, directrice de la liberté d'information de la base.
- 234 HRW, *Dirty Dozen*.
- 235 HRW, « *Four of Concern* »
- 236 Informations fournies par Nabaz Tahir Abdulla, Directeur IMSMA, MAG, Erbil, 24 septembre 2006.
- 237 Courriers électronique provenant de sources irakiennes et internationales, gouvernementales et non- gouvernementales, au cours du mois d'août 2005, réaffirmés en août-septembre 2006.
- 238 Courrier électronique d'Ahmed al-Zubaidi, Directeur, IHSCO, Bagdad, 23 août 2006.
- 239 Courrier électronique de Muna Saffar, Conseiller, VVAF, Bagdad, 16 mai 2006.
- 240 Courrier électronique de Marla Ruzicka, Fondateur CIVIC, 28 août 2004.
- 241 *Landmine Monitor Report 2001*, p. 1008.
- 242 HRW, *Off Target* pp. 56-61, pp.85-92, pp. 105-110, pp. 128-132, ainsi que les fiches d'hospitalisation envoyés par Bonnie Docherty, chercheur, Human Rights Watch, New York, 1er septembre 2006.
- 243 HRW, *Off Target*, p.130:
- 244 HRW, *US Minimize Civilian casualties in Iraq*, New York, 17 mars 2006.
- 245 UNICEF, communiqué de presse: «In Iraq, unexploded munitions become child's play», Genève, 17 juillet 2003.
- 246 HI, *Les systèmes d'armes à sous-munitions, Etat des lieux*, Lyon, Août 2003, p. 43.
- 247 Groupe de membres de Spanish Brigade Against the War, *Evaluation of the Attacks on the Civilian Population of Baghdad Carried out by the Governments of the United States of America, The United Kingdom and Allied Countries Between 20 March and 15 April 2003*, 26 April 2003, pp. 10-11, pp. 17-18.
- 248 Courrier électronique d'Ahmed al-Zubaidi, Directeur, IHSCO, Bagdad, 16 septembre 2006 et 1er octobre 2006.
- 249 Les victimes récentes sont celles qui ont été atteintes dans les 24 mois précédant la date de l'enquête. Au total, 13 des 18 gouvernorats ont fait l'objet d'une enquête, le recueil de données à Salah al-Din (Tikrit) est en cours et les données complètes de Tameem (Kirkouk) et Wasit n'ont pas été communiquées.
- 250 ILIS, « *The Causes of Death and Injury in Iraq due to ERW* », pp. 1-2; fournies par John C. Brown, chef d'équipe régional en Iraq, VVAF, Iraq, 18 mai 2006.
- 251 CIVIC et Iraqi Body Count, « *Named and identified victims of the war in Iraq: a memorial* », Février 2006, <http://www.iraqbodycount.org/>.
- 252 Iraqi Body Count, *How Many Civilians were Killed by Cluster Bombs?* 6 mai 2003, <http://www.iraqbodycount.org/>.
- 253 « *Iraq Says Bombs Left Over From Gulf War Kill 168 Civilians* », Reuters, 7 août 1991.
- 254 HRW, *Persian Gulf: U.S. Cluster Bomb Duds a Threat*, Washington, 18 mars 2003.
- 255 HRW, *Bombs for Turkey*.
- 256 Peachey et Wiebe, *Clusters of Death*.
- 257 McGrath, *Military Effectiveness*, p. 40.
- 258 *Landmine Monitor Report 2002*, p. 672.
- 259 HRW, « *Four of Concern* »
- 260 « *Growing Death Toll in EOD Operations* » *Jane's Defence Weekly*, 20 juin 1992, p. 1061.
- 261 HRW, *Bombs for Turkey*.
- 262 HRW, *Cluster Munitions: Measures to Prevent ERW and to Protect Civilian Populations*, mémorandum aux délégués à la Convention sur certaines armes classiques du groupe d'experts gouvernementaux

- sur les résidus explosifs de guerre, Genève, 10 au 14 mars 2003, <http://www.hrw.org/backgrounder/arms/clus-ter031003.htm>, site visité le 25 septembre 2006.
- 263 HRW, *Dirty Dozen*.
- 264 Courrier électronique de Rafaat Misak, chercheur pour le Landmine Monitor, KISR, Koweït, 28 août 2006; HRW, *Human Rights Watch Briefing Paper: Cluster Munitions a Foreseeable Hazard in Iraq*, Mars 2003, disponible sur [www.hrw.org/backgrounder/arms/cluster031803.htm](http://www.hrw.org/backgrounder/arms/cluster031803.htm), site visité le 25 août 2006.
- 265 United States General Accounting Office, « Appendix III: U.S. Gulf War Casualties by Service », *GAO-02-1003: Military Operations: Information on U.S. Use of Land Mines in the Persian Gulf War*, septembre 2002, pp. 3 et 32.
- 266 HRW, *Human Rights Watch Briefing Paper: Cluster Munitions a Foreseeable Hazard in Iraq*, Mars 2003, disponible sur [www.hrw.org/backgrounder/arms/cluster031803.htm](http://www.hrw.org/backgrounder/arms/cluster031803.htm), site visité le 25 août 2006.
- 267 Ali Muhammad Khuraibe, « Nine years after the invasion of Kuwait: the impacts of the Iraqi leftover ordnance », *The Environmentalist*, Volume 19, Number 4, Pays-Bas, décembre 1999, pp. 361-368.
- 268 HRW, *Persian Gulf: U.S. Cluster Bomb Duds A Threat: Warning Against Use of Cluster Bombs in Iraq*, Washington, 18 mars 2003, disponible sur <http://hrw.org/english/docs/2003/03/18/usint5409.htm>, site visité le 25 septembre 2006.
- 269 *Landmine Monitor Report 2006*, p. 964.
- 270 *Landmine Monitor Report 2001*, pp. 1017-1018.
- 271 *Landmine Monitor Report 2006*, p. 996.
- 272 HRW, *Ticking Time Bombs: NATO's Use of Cluster Munitions in Yugoslavia*, Vol. 11, No. 6 (D), Juin 1999, disponible sur <http://www.hrw.org/reports/1999/nato2/>, site visité le 4 septembre 2006.
- 273 Informations fournies par courrier électronique par Rafaat Misak, KISR, Koweït, 28 août 2006.
- 274 HRW, *NATO's use of cluster munitions in Yugoslavia*, [www.hrw.org/backgrounder/arms/clus0511.htm](http://www.hrw.org/backgrounder/arms/clus0511.htm), site visité le 25 août 2006.
- 275 *Landmine Monitor Report 1999*, p. 894.
- 276 Courrier électronique de Rafaat Misak, KISR, Koweït, 28 août 2006.
- 277 *Landmine Monitor Report 2005*, p. 781.
- 278 *Landmine Monitor Report 2006*, p. 965.
- 279 « Lebanon finds 25 cluster bombs: army », Xinhua (Beyrouth), 17 décembre 2005.
- 280 Franklin Lamb, « Israel's Gift to Lebanon », dans *Quarter Century of Israel's Use of American Weapons in Lebanon (1978-2006)*, septembre 2006, [http://www.ifamerican-sknew.org/cur\\_sit/clusterbombs.html](http://www.ifamerican-sknew.org/cur_sit/clusterbombs.html) (ci-après désigné, « Israel's Gift »).
- 281 Ibid.
- 282 Présentation par Thomas Nash, CMC, Genève, 21 septembre 2006.
- 283 Interview d'Andrew Gleeson, Directeur de programme – Directeur des opérations techniques, MAG, Nabatiyyah, 5 septembre 2006.
- 284 Présentation par Christopher Clark, Directeur des opérations, MACC-SL, Genève, 19 septembre 2006.
- 285 HRW, *Dirty Dozen*.
- 286 Présentation par Christopher Clark, MACC-SL, Genève, 19 septembre 2006.
- 287 Interview du Lt. Col. Hassan Fakeeh, représentant des forces armées libanaises, MACC-SL, Tyr, 8 septembre 2006.
- 288 Interview d'Andrew Gleeson, MAG, Nabatiyyah, 5 septembre 2006.
- 289 Interview de Christopher Clark, MACC-SL, Genève, 19 septembre 2006.
- 290 Interview d'Andrew Gleeson, MAG, Nabatiyyah, 5 septembre 2006.
- 291 Interview de Georges Kettaneh, directeur national des équipes de premier secours et d'urgence, Croix Rouge libanaise, Beyrouth, 4 septembre 2006.
- 292 Interview du Lt. Col. Hassan Fakeeh, MACC-SL, Tyr, 8 septembre 2006.
- 293 Interviews de Sean Sutton, directeur de l'information à l'étranger, MAG, Genève, 21 septembre 2006 et de Christopher Clark, MACC-SL, Genève, 19 septembre 2006.
- 294 Interview de Jihad Samhat, Chargé de l'assurance qualité (MDD), MACC-SL, Tyr, 8 septembre 2006.
- 295 Lamb, « Israel's Gift ».
- 296 Ibid.
- 297 Observations faites au cours de missions de recherche sur le terrain au Liban du 31 août au 01 septembre 2006.
- 298 Lamb, « Israel's Gift ».
- 299 HRW, *Fatal Strikes: Israel's Indiscriminate Attacks against Civilians in Lebanon*, Vol. 18 No. 3 (E), août 2006, p.6; voir également la lettre au Conseiller national pour la sécurité, Hadley, « Requested U.S. Cluster Muniton Transfer to Israel », Washington, 11 août 2006, <http://hrw.org/english/>

- docs/2006/08/11/israb 13972.htm.
- 300 Interview de Georges Kettaneh, Croix Rouge libanaise, Beyrouth, 4 septembre 2006.
- 301 HRW, *Israeli Cluster Munitions Hit Civilians in Lebanon*, Beyrouth, 24 juillet 2006, <http://hrw.org/english/docs/2006/07/24/isrl-pa13798.htm>.
- 302 Lamb, « *Israel's Gift* ».
- 303 Interview de Thomas Nash, CMC, Genève, 21 septembre 2006. Une interview inclus au total.
- 304 Interview d'Adel Maksoudi, Vice-président, Hôpital de Ragheb Harbl, Nabatiyyah, 6 septembre 2006. Non inclus au total.
- 305 Interviews à Ain Baal, 8 septembre 2006. Non inclus au total.
- 306 Interview de Sean Sutton, MAG, Genève, 21 septembre 2006.
- 307 Interview de Nasser Aboulteif, Directeur, Vision Association, Ouest de la Bekaa, 7 septembre 2006.
- 308 *Landmine Monitor Report 2006*, p. 875.
- 309 Témoignage recueilli par Handicap International, Yohmour, Liban, 6 septembre 2006.
- 310 James Titus, *The Battle Of Khafji: An Overview And Preliminary Analysis*, Airpower Research Institute, Maxwell Air Force Base, Alabama, septembre 1996, p. 25 ; Carlyle Murphy et Molly Moore, « Attacks at Saudi Border Kill 12 U.S. Marines », *Washington Post*, 31 janvier 1991; Page A01.
- 311 Borrie, *Global survey*, p. 72.
- 312 Interview téléphonique interview avec Marc Lucet, administrateur de programme, UNICEF, Damas, 11 septembre 2006; interview téléphonique avec le Dr. Helmut Friza, Attaché à la Santé, Mission permanente autrichienne aux Nations unies, Genève, 25 septembre 2006.
- 313 HRW, *Essential Elements*.
- 314 *Landmine Monitor Report 2006*, p. 1097-1098.
- 315 Interview téléphonique avec le Dr. Helmut Friza, Attaché à la Santé, Mission permanente autrichienne aux Nations unies, Genève, 25 septembre 2006.
- 316 La souveraineté du Sahara occidental reste une source de conflit entre le gouvernement du Maroc et le Front Polisario. La République arabe démocratique sahraouie n'est pas universellement reconnue et n'a pas de représentant officiel aux Nations unies.
- 317 HRW, *Essential Elements*. Polisario est le sigle de Frente Popular de Liberación de Saguía el Hamra y Río de Oro (Front populaire de Libération de Saguia el-Hamra et de Río de Oro).
- 318 *Landmine Monitor Report 2006*, p. 1196.
- 319 Rappert et Moyes, *Failure to Protect*, p. 7.
- 320 *Landmine Monitor Report 2006*, p. 1197.
- 321 MINURSO, « Mines and UXOs », <http://www.minurso.unlb.org/mines.htm>, site visité le 7 septembre 2006.
- 322 Borrie, *Global survey*, p. 63 ; MINURSO, « Mines and UXOs », <http://www.minurso.unlb.org/mines.htm>, site visité le 7 septembre 2006.
- 323 *Landmine Monitor Report 2001*, pp. 1063-1064; *Landmine Monitor Report 2006*, p. 1199-1200; courrier électronique d'Enrico Magnani, (à l'époque) Agent d'information /IMSMA Focal Point, MINURSO, Laayoune, 7 septembre 2005.
- 324 *Landmine Monitor Report 2006*, p. 1200.
- 325 Interview téléphonique avec Charlotte McAulay, chargée du bureau du Sahara occidental, LMA UK, Londres, 4 octobre 2006.
- 326 Interview téléphonique avec Charlotte McAulay, chargée du bureau du Sahara occidental, LMA UK, Londres, 4 octobre 2006; *Landmine Monitor Report 2006*, p. 1200.
- 327 Formulaire de recueil des données des victimes de la Campagne sahraouie pour l'interdiction des mines, fournie par Boybat Abdelhay Cheich, coordinateur, Campagne sahraouie pour l'interdiction des mines, Tindouf, 21 septembre 2006.
- 328 Conseil de Sécurité des Nations unies, « Report of the Secretary-General on the Situation Concerning Western Sahara, (S/1998/316) », 13 avril 1998, p. 3.
- 329 *Landmine Monitor Report 2001*, pp. 1063-1064; *Landmine Monitor Report 2004*, pp. 1241-1242.
- 330 Ces pourcentages représentent des victimes dont le sexe et l'âge sont connus et ne tiennent pas compte de 3.405 « inconnues ».

# Sections de Handicap International

## **Allemagne**

Ganghofer str. 19  
80339 Munich  
Tél. : + 49 (0) 89 547 606 00  
Fax : + 49 (0) 89 547 606 20  
E-mail : [info@handicap-international.de](mailto:info@handicap-international.de)  
[www.handicap-international.de](http://www.handicap-international.de)

## **Belgique**

67, rue de Spa  
1000 Bruxelles  
Tél. : + 32 (0) 2 280 16 01  
Fax : + 32 (0) 2 230 60 30  
E-mail : [headoffice@handicap.be](mailto:headoffice@handicap.be)  
[www.handicap-international.be](http://www.handicap-international.be)

## **Canada**

1819, boulevard René-Lévesque Ouest  
Bureau 401 – Montréal (Québec) H3H 2P5  
Tél. : + 1 514 908 28 13  
Fax : + 1 514 937 66 85  
E-mail : [info@handicap-international.ca](mailto:info@handicap-international.ca)  
[www.handicap-international.ca](http://www.handicap-international.ca)

## **États-Unis**

6930 Carroll Avenue, Suite 240  
Takoma Park, MD 20912  
Tél. : + 1 301 891 2138  
Fax : + 1 301 891 9193  
E-mail : [info@handicap-international.us](mailto:info@handicap-international.us)  
[www.handicap-international.us](http://www.handicap-international.us)

## **France**

14, avenue Berthelot  
69361 Lyon Cedex 07  
Tél. : + 33 (0)4 78 69 79 79  
Fax : + 33 (0)4 78 69 79 94  
E-mail : [contact@handicap-international.org](mailto:contact@handicap-international.org)  
[www.handicap-international.org](http://www.handicap-international.org)

## **Luxembourg**

140, rue Adolphe Fischer  
1521 Luxembourg  
Tél. : + 352 42 80 60  
Fax : + 352 26 43 10 60  
E-mail : [hilux@pt.lu](mailto:hilux@pt.lu)  
[www.handicap-international.lu](http://www.handicap-international.lu)

## **Royaume-Uni**

Waterman House – 101-107 Chertsey Road  
Woking, Surrey, GU21 5BW  
Tél. : + 44 (0) 870 774 37 37  
Fax : + 44 (0) 870 774 37 38  
E-mail : [hi-uk@hi-uk.org](mailto:hi-uk@hi-uk.org)  
[www.handicap-international.org.uk](http://www.handicap-international.org.uk)

## **Suisse**

11, avenue de Joli-Mont  
1209 Genève  
Tél. : + 41 (0) 22 788 70 33  
Fax : + 41 (0) 22 788 70 35  
E-mail : [contact@handicap-international.ch](mailto:contact@handicap-international.ch)  
[www.handicap-international.ch](http://www.handicap-international.ch)



Une sous-munition M-42 menace ce jeune garçon à proximité de sa maison.  
Plusieurs milliers de ces armes ont été trouvées à l'intérieur  
et à proximité des maisons / Nabatieh, Liban

*Photographie de couverture © Sean Sutton/ Mines Advisory Group, 2006*

Plus d'un demi-siècle s'est écoulé depuis la création et la première utilisation des bombes à sous-munitions. Au cours des dernières décennies, le nombre de victimes a augmenté et l'utilisation de ces munitions a proliféré. Dispersées pendant les derniers conflits, les sous-munitions détruisent des vies, bouleversent des communautés, empêchent les populations vulnérables d'accéder aux ressources nécessaires à leur redressement économique ; elles représentent dans le même temps un héritage de la guerre coûteux et mortel pour les générations post-conflit.

Ce rapport s'inscrit dans un projet global qui vise à améliorer la connaissance de l'impact des sous-munitions en étudiant les victimes et les effets cumulatifs du handicap, de la mortalité et du manque de ressources pour les familles et les communautés à court, moyen et long terme. Ce rapport fournit également un aperçu des types de sous-munitions et les activités qui posent le plus problème dans les zones touchées.

*Fatal Footprint est la première étude globale qui analyse de façon systématique l'incidence de l'emploi d'armes à sous-munitions sur les populations civiles à partir des données concernant les victimes.*



**NORWEGIAN MINISTRY  
OF FOREIGN AFFAIRS**